

Chapitre 1 Civils et militaires dans la Première Guerre mondiale

La logique du chapitre

Dans la logique du programme, la Première Guerre mondiale s'inscrit dans le thème 1, « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) », et privilégie tout à la fois un ancrage chronologique fort et une approche thématique affirmée. Cela implique d'envisager la guerre dans son aspect militaire et comme « fait social » (Gaston Bouthoul). Depuis une vingtaine d'années, de nouvelles sources et de nouvelles approches ont largement contribué à donner un sens qui a élargi le cadre chronologique traditionnel poussant à réfléchir sur l'avant 1914 et sur l'après 1918. Au cœur de ces interrogations nouvelles : la violence de guerre et l'ébauche du concept de guerre totale mobilisant civils et combattants.

La première étude, « Le déclenchement de la guerre » (pp. 24-25), présente les éléments de compréhension pour aborder les facteurs expliquant une guerre européenne. Aux « forces profondes » (Pierre Renouvin) vient s'ajouter l'événement déclencheur de Sarajevo. Une double page « Repères » (pp. 26-27) présente les phases militaires de la guerre et son extension spatiale, introduisant les éléments chronologiques et géographiques nécessaires à l'explication d'une installation du conflit dans la durée.

Le dossier suivant, « Combattre à Verdun » (pp. 28-29), envisage les mobilisés sur le front, symbole du paroxysme de la violence, véritable « bataille totale » (Gerd Krumeich). Il est suivi par une double page sur « La guerre vue par Otto Dix » (pp. 30-31) qui a réalisé plus de 600 dessins et croquis de son expérience combattante. La leçon qui suit, « Les militaires dans la guerre » (pp. 32-33), fait le point sur la violence et la guerre de masse.

On voit ensuite, dans un second temps, combien les civils sont impliqués dans la Première Guerre mondiale. Tour à tour acteurs, cibles et victimes, ce que montrent l'étude « Les civils dans une guerre totale » (pp. 34-35), puis celle sur « Le génocide des Arméniens » (pp. 36-37), premier génocide du XX^e siècle aux portes de l'Europe. Deux doubles pages montrent enfin comment les sociétés européennes, ainsi que les rapports sociaux et géopolitiques sortent transformés de la Grande Guerre : « Les révolutions russes de 1917 » (pp. 38-39) suivis d'une leçon concernant « Les sociétés dans la guerre » qui fait la synthèse des pages précédentes (pp. 40-41). L'étude « Les traités de paix redessinent l'Europe » (pp. 42-43) ouvre sur l'après-guerre, développée dans le chapitre suivant.

Pour aller plus loin

Bibliographie

Pour les enseignants

- André Loez, Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre. Carnet du centenaire*, Albin Michel, 2013.
- François Cochet, *La Grande Guerre*, Perrin, coll. « Tempus », 2018
- Benjamin Gilles, Arndt Weinrich, *1914-1918. Une guerre des images. France/Allemagne*, Éditions de la Martinière, 2014.

Pour les élèves

- Sophie Lamoureux, *Sur la piste du soldat inconnu*, Actes Sud Junior, 2014.
- BD de Jacques Tardi : *C'était la guerre des tranchées* (Casterman, 1993) ; *La der des ders* (Casterman, 1997) ; *Putain de guerre* (Casterman, 2 tomes, 2008 et 2009).

Filmographie

- *1917*, de Sam Mendes, 2020
- *Cheval de guerre*, de Steven Spielberg, 2011
- *Joyeux Noël*, de Christian Carion, 2005

Sitographie

- Le site de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne : <https://www.historial.fr/>
- Site du CRID (Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918) : crid1418.org

La frise chronologique permet de fixer les moments majeurs définis par le programme. On peut les confronter, pour les contextualiser, à la frise 2 p. 27.

Le premier document illustre l'expérience combattante unique des soldats : une guerre de tranchées, c'est-à-dire statique, ponctuée d'assauts très meurtriers, pour tenter de percer le front adverse, qui s'est généralisée en Europe dans la durée (52 mois). Cette façon de faire la guerre à cette échelle est génératrice de nouvelles armes destructrices (ici l'utilisation des gaz chimiques). Les paysages sont marqués par une absence totale de végétation, résultat des multiples bombardements effectués par l'artillerie.

Le second document montre combien l'arrière est aussi concerné par la guerre. Plus de 1 500 hôpitaux militaires sont ouverts et 68 000 infirmières sont mobilisées par la Croix-Rouge française. Près de 350 d'entre elles sont mortes durant la guerre. Volontaires, elles soignent les blessés, comme ici un des 15 000 gueules cassées de nationalité française. La violence des combats est donc perçue à l'arrière.

PP. 24-25 **ÉTUDE LE DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE**

Cette double page permet de montrer et faire comprendre à l'élève qu'un contexte préexistant est à l'origine du détonateur de la Première Guerre mondiale. En effet, l'attentat de Sarajevo met en branle un système d'alliances qui débouche sur un conflit majeur entre puissances de l'Europe de l'Ouest en juillet-août 1914.

Vidéo Le déclenchement de la guerre

Cette vidéo est extraite du documentaire *Apocalypse, Première Guerre mondiale*, de Isabelle Clarke et Daniel Costelle (2013). Elle est composée de cartes animées, ainsi que d'images d'archives fixes ou animées et colorisées.

1. Pourquoi l'empereur allemand fait-il construire une marine de guerre ?

Réponse : Pour concurrencer le Royaume-Uni.

2. Qui est l'alliée de l'Allemagne en 1914 ?

Réponse : L'Empire d'Autriche-Hongrie.

3. Le 28 juin 1914, où et par qui est assassiné l'empereur héritier austro-hongrois François-Ferdinand ?

Réponse : À Sarajevo, par un Serbe, Gavrilo Princip.

4. En Russie, comment se nomme l'empereur et quelle est la capitale ?

Réponse : Nicolas II, à Saint-Petersbourg.

5. Pourquoi l'Allemagne a-t-elle déclaré la guerre à la France le 3 août ?

Réponse : Parce qu'elle est l'alliée de la Russie.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 25

Parcours 1

1. En 1914, plusieurs États s'opposent en Europe, particulièrement sur des questions territoriales dont chacun revendique la souveraineté. Ainsi par exemple, la France et l'Allemagne revendiquent l'Alsace-Lorraine ; l'Italie et l'Autriche-Hongrie le Trentin, la Dalmatie et l'Istrie) ; l'Autriche-Hongrie et la Serbie la Bosnie-Herzégovine...

2. Deux grandes alliances sont constituées au début du XX^e siècle en Europe. La plus ancienne, créée entre 1879 et 1882, regroupe l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie sous le nom de Triple-Alliance. En 1907, celle regroupant la France, la Russie et le Royaume-Uni est définitivement scellée sous le nom de Triple-Entente. Malgré le point de vue développé par l'Allemagne dans le texte, les deux alliances sont défensives : si l'un des États contractants est attaqué, les autres doivent lui venir en aide.

3. Entre 1905 et 1914, les dépenses militaires des États membres des deux alliances sont en forte hausse, tout particulièrement celles de l'Allemagne. On peut en conclure que chaque État prépare une guerre que chacun croit inéluctable.

4. Sarajevo se trouve en Bosnie-Herzégovine, sur les marches orientales de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Le prince héritier François-Ferdinand étant assassiné par un Serbe le 28 juin 1914, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie, laquelle est alliée de la Russie. Cette dernière, pour lui venir en secours, mobilise ses troupes, et c'est alors que l'Allemagne, alliée de l'Autriche lui déclare la guerre. La France, par son engagement envers son alliée russe, mobilise ses troupes début août au cours de cette « crise de l'été 1914 ».

5. À la veille de la guerre, les rivalités sont nombreuses entre les pays de l'Europe de l'Ouest, riche et industrielle. Rivalités politiques, faites de régimes différents, rivalités économiques entre le Royaume-Uni et l'Allemagne tout particulièrement, rivalités territoriales aussi, comme l'illustre la question de « l'Alsace-Lorraine ». C'est ainsi que, depuis la fin du XIX^e siècle, se sont organisés deux grands systèmes d'alliances : la Triple-Entente, composée de la France, du Royaume-Uni et de la Russie, face aux empires centraux qui forment une Triple-Alliance : Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie. Lorsque celle-ci, en juin 1914, se voit agressée par la Serbie lors de l'attentat de Sarajevo, l'engrenage des alliances se met à fonctionner, plongeant l'Europe de l'Ouest dans la guerre.

Parcours 2

- À la veille de la guerre, les rivalités et les tensions sont nombreuses en Europe. Des rivalités territoriales, entre la France et l'Allemagne par exemple, qui datent de la perte de l'Alsace-Lorraine en 1870, ou encore entre la Russie et l'Autriche-Hongrie pour le contrôle de l'Europe centrale et les débouchés maritimes. Des rivalités économiques existent aussi entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, qui se font concurrence. La situation est donc tendue et chaque État s'efforce d'investir pour développer ses forces militaires entre 1905 et 1914, tout particulièrement l'Allemagne.

- Face à cette situation tendue de toutes parts, des alliances se sont progressivement mises en place en Europe depuis la fin du XIX^e siècle. C'est ainsi que deux grands systèmes d'alliances se sont organisés coupant l'Europe en deux camps antagonistes : la Triple-Entente, composée de la France, du Royaume-Uni et de la Russie, face aux empires centraux qui forment une Triple-Alliance : Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie.

- Ce système débouche sur la mise en route d'un engrenage car l'attentat de Sarajevo concerne deux États d'alliance opposée. Sarajevo se trouve en Bosnie-Herzégovine, sur les marches orientales de l'Empire d'Autriche-Hongrie. Le prince héritier François-Ferdinand étant assassiné par un Serbe le 28 juin 1914, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie, laquelle est alliée de la Russie. Cette dernière, pour lui venir en secours, mobilise ses troupes, et c'est alors que l'Allemagne, alliée de l'Autriche, lui déclare la guerre. La France, par son engagement envers son alliée russe, mobilise ses troupes début août au cours de cette « crise de l'été 1914 ». L'engrenage des alliances plonge l'Europe de l'Ouest dans la guerre.

PP. 26-27 REPÈRES LES PHASES DE LA GUERRE

Les fronts en Europe et au Moyen-Orient

En 1914, un conflit éclate en Europe : surnommé la Grande Guerre dès 1915, il dure près de 52 mois. Si les fronts de cette guerre sont essentiellement situés en Europe, elle se mondialise progressivement autour de deux camps par l'appel aux colonies et l'intervention d'États d'Amérique et d'Asie, sur terre comme sur mer. Cette double page montre quelles sont les étapes qui conduisent le conflit vers une guerre longue et mondiale et localise les fronts en Europe, mais aussi au Moyen-Orient.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 27

1. En 1914, les deux camps en présence sont constitués de l'Entente (France et leurs colonies d'Afrique du Nord, Royaume-Uni, Russie, et leurs alliés serbes et monténégrins), rejointe après 1914 par l'Italie, la Grèce, la Roumanie et le Portugal ; et des puissances centrales composées en août 1914 de l'Empire austro-hongrois et l'Empire allemand, que rejoignent par la suite la Bulgarie et l'Empire ottoman.
2. À l'Ouest, la ligne de front se stabilise dans le Nord-Est de la France après l'invasion par l'Allemagne de la Belgique et des régions françaises des marches septentrionales et orientales. C'est autour de cette ligne que se disputent les âpres batailles de la Marne (1914), de la Somme et Verdun (1916) et du Chemin des Dames (1917).
3. Entre 1914 et 1917, d'autres fronts existent en Europe et au Moyen-Orient. Le front russe est percé par les armées allemandes avant de se stabiliser à l'intérieur de la Russie. D'autre part, l'Empire ottoman est attaqué sur son flanc Ouest dans les Dardanelles en 1915, Nord par la Russie en 1916, et Sud par les troupes anglaises en 1917.
4. L'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917, puis l'armistice germano-russe en décembre 1917, changent les rapports de force alors en place.
5. Au printemps 1918, le front de l'Ouest évolue rapidement. Les armées allemandes prennent l'offensive et gagnent une cinquantaine de kilomètres d'épaisseur entre la Manche et Châlons. Mais l'aide américaine pousse l'offensive de l'Entente à reprendre l'avantage à partir de juillet et à repousser les armées allemandes hors de France, sans toutefois jamais pénétrer le territoire allemand.

PP. 28-29 ÉTUDE COMBATTRE À VERDUN

La Première Guerre mondiale est caractérisée par de nouvelles formes de combats : les tranchées. Par sa violence, par sa durée (300 jours), par le nombre des hommes qu'elle a mobilisé (plus de 4 millions), par ses pertes (plus de 300 000 tués et plus de 400 000 blessés) et les moyens matériels qu'elle a mis en œuvre, la bataille de Verdun symbolise cette guerre moderne et meurtrière qui engendre une violence de masse. La « Voie sacrée », unique axe de communication côté français, a permis d'acheminer depuis l'arrière près de 400 000 hommes par mois, 500 000 tonnes de matériel chaque mois pour un total de 6 000 véhicules par jour, soit une toutes les 14 secondes, au moment des combats les plus intenses.

Vidéo L'enfer de Verdun

Cette vidéo est extraite du documentaire *Apocalypse, Première Guerre mondiale*, de Isabelle Clarke et Daniel Costelle (2013). Elle est composée de cartes animées d'images, ainsi que d'archives fixes ou animées et colorisées.

1. Qui décide de mener une offensive sur Verdun ?

Réponse : L'Allemagne.

2. À quelle date précise démarre la bataille ?

Réponse : Le 16 février 1915, à 7h15.

3. Combien d'obus lancent les soldats allemands ce jour-là ?

Réponse : Un million d'obus.

4. Quelle arme nouvelle est utilisée par les Allemands ?

Réponse : Le lance-flammes.

5. Combien de Français sont mobilisés sous les drapeaux en août 1914 ?

Réponse : Trois millions de soldats.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 29

Parcours 1

1. Verdun se trouve sur le front Ouest, en France. En février 1916, l'état-major allemand décide d'engager une grande bataille afin de « saigner à blanc » l'armée française à Verdun, une nasse alimentée côté français par une seule voie. La bataille ne cessera que le 15 décembre, soldée par une défaite allemande, mais surtout par un nombre impressionnant de morts : plus de 300 000 sur une ligne de front de moins de 30 km. Les deux phases de la bataille sont constituées par une offensive germanique entamée en février, suivie d'une contre-offensive victorieuse française à partir de juillet.

2. Cette photographie a été prise dans une tranchée allemande à Verdun. Au premier plan, on voit deux soldats allemands. L'un porte un masque à gaz et a une grenade à la main, l'autre est armé d'une mitrailleuse. Tous deux regardent en direction du champ de bataille et semblent prêts au combat. Au second plan, la tranchée est boueuse, encombrée d'armes et de munitions. À l'arrière-plan, le champ de bataille est dévasté : des arbres sont déchiquetés et on ne distingue rien d'autre que la terre retournée par les tirs d'obus. Cette image illustre la violence extrême de la guerre de tranchée et donne un aperçu des conditions de vie des soldats. Au total plus de 60 millions d'obus seront envoyés de part et d'autre pendant 300 jours.

3. La lettre de Georges Gallois, soldat français, cite des armes nouvelles comme les gaz asphyxiants et les liquides enflammés. Il évoque aussi, par les « tirs de barrage », les obus. La mort est présente lors des combats offensifs côté français, mais aussi par des tirs nourris et continus d'obus allemands en préparation d'un assaut. Le type d'arme le plus meurtrier est constitué de l'artillerie : les obus de tous diamètres sont à l'origine des dégâts humains considérables, plus de 800 obus sont tirés chaque heure pendant 10 mois ! L'utilisation des mitrailleuses est aussi très mortelle. Enfin, des armes nouvelles, chimiques, comme les gaz, ont massivement impressionné les contemporains (mais ne sont à l'origine que de 1 % des morts). L'armement utilisé traduit une guerre d'usure de matériel, d'hommes et des nerfs. Cela explique son importance dans la mémoire collective française.

4. Georges Gallois s'étonne d'être encore vivant parce que tous ses camarades sont morts ou blessés. En effet, le nombre de tués et de blessés est considérable comme le montre le document 6.

5. La lettre que Georges Gallois envoie à ses parents restés à l'arrière, une lettre du front, montre les difficultés de la vie quotidienne en dehors des combats. La vie quotidienne, en temps de repos ou d'absence de bombardement, n'est pas facile pour les soldats sur le front. Les rats, attirés par les milliers de cadavres, sont omniprésents, au printemps et à l'automne, les pluies transforment les tranchées en charniers boueux, la neige et le froid en hiver ne leur laissent pas moins de répit. Cette lettre est aussi destinée à rassurer ses parents et les informer de sa situation personnelle. La lettre est bien souvent, pendant des mois, le seul lien qui rattache le soldat mobilisé à sa famille. La mort poursuit de son odeur le soldat lorsqu'il part en repos quelques jours. Pour maintenir le moral, les soldats restent en contact avec l'arrière par le courrier.

Parcours 2

- Verdun se trouve sur le front Ouest, en France. En février 1916, l'état-major allemand décide d'engager une grande bataille afin de « saigner à blanc » l'armée française à Verdun, une nasse alimentée côté français par une seule voie. La bataille ne cessera que le 15 décembre, soldée par une défaite allemande, mais surtout par un nombre impressionnant de morts : plus de 300 000 sur une ligne de front de moins de 30 km. Les deux phases de la bataille sont constituées par une offensive germanique entamée en février, suivie d'une contre-offensive victorieuse française à partir de juillet.

- La bataille de Verdun voit mourir près de 300 000 hommes, soit un millier chaque jour sur une trentaine de kilomètres de front... Les témoignages des combattants (lettres, carnets), les photographies montrent la violence des combats quotidiens. Au déluge de feu provoqué par l'utilisation massive d'obus de tous calibres, de nouvelles armes sont utilisées, redoutées par les soldats : des mitrailleuses, des liquides enflammés, des gaz asphyxiants. L'intensité des bombardements bouleverse sans arrêt les tranchées. Les combattants souffrent lors de ces engagements du bruit infernal et permanent, frôlent la mort à chaque instant, se battent dans des trous d'obus, perdent un à un leurs camarades.

- Les lettres qu'envoient les soldats à leurs familles montrent les difficultés de la vie quotidienne en dehors des combats : la présence de rats, attirés par les milliers de cadavres, omniprésents, mais aussi, au printemps et à l'automne, les pluies qui transforment les tranchées en charniers boueux, la neige et le froid en hiver ne leur laissent pas moins de répit. Les lettres écrites pendant les moments de repos servent à rassurer les familles et les informer de la situation personnelle des soldats. Pour garder le moral, les soldats restent en contact avec l'arrière par le courrier.

PP. 30-31 ARTS ET HISTOIRE LA GUERRE VUE PAR OTTO DIX

Cette double page montre une vision particulière de la guerre : par le prisme d'un peintre, soldat allemand, Otto Dix, engagé volontaire qui a combattu sur le front Ouest et le front Est de 1915 à la fin de la guerre.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 31

1. a. Présentation commune : L'artiste se nomme Otto Dix, de nationalité allemande. À 23 ans, il s'engage volontairement dans la guerre. Combattant sur les fronts Est et Ouest, il a tiré des dessins dont il s'inspire sur ces eaux-fortes publiées en 1924 au format 20 x 29 cm.

b. Éléments de vocabulaire pour décrire l'image et la recherche d'effets voulue par le peintre (c) :

	La description	Les effets produits	Les moyens utilisés
Doc. 2	Soldat blessé ; mourant ; yeux exorbités ; corps meurtris	Horreur ; douleur ; souffrance	Noir et blanc ; gros plan ; détail du corps éventré, de la figure du soldat
Doc. 3	Paysage dévasté ; squelettes ; arbres réduits à un tronc ; terre retournée	Chaos	Mélange terre / corps morts / objets ; pas de ligne directrice
Doc. 4	Soldats ; casques ; uniformes ; masques à gaz ; assaut ; grenades ; barbelés	Déshumanisation ; action mécanique	Pas de visage : des masques ; mouvement

2. a. Points communs sur...

Le fond	La forme
Violence ; guerre ; tranchée ; hommes ; blessures ; souffrance	Technique : eau-forte ; couleur N&B et degré de niveaux de gris ; format

b. Otto Dix est qualifié d'artiste expressionniste car ses travaux illustrent bien ce mouvement artistique qui a pour but de provoquer une émotion. Otto Dix peint la souffrance des hommes face à la mort, dans les tranchées. Souffrance physique, liée aux blessures, conséquences de combats. L'impression est très réaliste : le peintre s'attache aux détails ce qui permet à celui qui regarde le tableau d'appréhender le chaos et l'horreur de la guerre peinte à l'échelle humaine.

PP. 32-33 COURS 1 LES MILITAIRES DANS LA GUERRE

Le cours fait le point sur la première partie de ce chapitre : les militaires et l'expérience combattante. Les documents permettent d'aborder un aspect non traité (les mutineries, l'engagement des hommes des colonies), mais aussi les conséquences de la guerre sur les combattants : forte mortalité, grand nombre de blessés (gueules cassées), traumatismes chronologiques.

RÉPONSES AUX QUESTIONS PP. 32-33

Doc. 1 Lassitude et mutineries en 1917

- « Nous avons eu un régiment de la division qui a refusé d'attaquer » est la phrase qui correspond à la définition de mutinerie.
- Plusieurs raisons expliquent la lassitude des soldats en 1917 : la durée de la guerre, l'absence de permissions depuis plusieurs mois, les attaques meurtrières, vaines et répétées, la démoralisation, l'information selon laquelle l'arrière manifeste aussi son mécontentement.
- La situation à l'arrière est aussi marquée par la lassitude et de nombreuses grèves.

Doc. 3 Les effets de la guerre

Ce témoignage d'un ancien combattant montre le traumatisme laissé par les violences qu'il a pu commettre pendant la guerre qui a fait de lui « un barbare ».

Doc. 5 Les morts et les blessés de la guerre

- France Allemagne et Russie sont les pays qui comptent le plus grand nombre de morts et de blessés. Cela peut s'expliquer par la longueur des fronts qui font de ces trois belligérants les plus exposés aux combats.
- Les États-Unis comptent proportionnellement moins de morts, car leur engagement est plus tardif, à partir de 1917 diplomatiquement et 1918 militairement, en Europe.

PP. 34-35 ÉTUDE LES CIVILS DANS UNE GUERRE TOTALE

Cette double page montre à l'élève que la violence de guerre se déverse aussi sur les civils, au mépris des droits coutumiers de la guerre et des textes les protégeant (La Haye 1899 et 1907). Près de 6 000 d'entre eux sont assassinés par les armées allemandes dans la France du Nord-Est lors de l'été 1914. Les civils souffrent des pénuries et, dans les régions occupées par l'Allemagne, ils subissent diverses violences : prise d'otages, travail forcé et déportation dans le Reich pour le travail, réquisitions...

La mobilisation de l'arrière est par ailleurs très importante et permet à la guerre de durer : reconversion de l'industrie dans la production d'armes, mobilisation des femmes pour remplacer des hommes dans les champs, les usines et les services, participation des civils aux emprunts de guerre, propagande de guerre auprès des enfants, notamment à l'école.

Vidéo Les femmes dans la guerre

Cette vidéo est un reportage du JT de France3.

1. Donnez trois exemples de travail de femmes dans les villes.

Réponse : Conductrice de tramways, factrice, ouvrière en usine.

2. Comment les femmes qui travaillent dans les usines parviennent-elles à obtenir des droits ?

Réponse : En faisant grève.

3. Que fabriquent les femmes dans les usines de guerre ?

Réponse : Des armes et des munitions.

4. Que deviennent les ouvrières des usines de guerre à la fin du conflit ?

Réponse : Elles sont licenciées et renvoyées chez elles.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P.35

Parcours 1

1. Ce tableau des effectifs et de la production de Renault entre 1913 et 1918 montre bien comment la guerre transforme l'économie. Concernant d'abord la nature de sa production : essentiellement consacrée aux voitures avant la guerre, à peine aux camions, cette proportion va s'inverser pour le besoin de déplacement des matériels et des troupes. Surtout, Renault se met à fabriquer des commandes d'État pour mener à bien la guerre : des chars d'assaut, trois fois plus que de voitures en 1918, des milliers de moteurs d'avion, dont l'usage est exclusivement militaire, et des millions d'obus qui sont acheminés vers le front. Ces commandes et cette orientation de sa production pousse Renault à embaucher massivement : le nombre de travailleurs est multiplié par 3,5 et le nombre de femmes employées, qui passe de 3,8 % en 1913 à 31,6 % en 1918, est multiplié par 29,7.

2. L'école mobilise les enfants pour la guerre dans le cadre du temps scolaire : toutes les matières, la lecture, la récitation, la géographie, l'histoire, l'éducation morale, sont sollicitées par les maîtres d'école pour sensibiliser les jeunes enfants à la guerre et à l'effort de guerre à mener.

3. Sur cette affiche d'Abel Faivre, on voit une pièce de monnaie frappée d'un coq (qui symbolise la France) mettre à genou un soldat. Le soldat porte un casque à pointe, il représente donc l'armée allemande. Sur l'affiche, est écrit : « Pour la France versez votre or ». Cette affiche encourage ainsi les citoyens français à prêter leur or pour soutenir l'effort de guerre. L'affiche exprime l'idée que l'argent prêté fera gagner la France face à l'Allemagne.

4. Les pénuries à Berlin s'expliquent par le blocus organisé par la Triple-Entente sur la mer du Nord, empêchant toute importation vers l'Allemagne. Les conséquences touchent essentiellement les civils car le maximum de denrées alimentaires est réquisitionné par l'État pour l'approvisionnement des soldats sur le front. En Allemagne, l'arrière souffre de graves pénuries qui ont pour conséquences sous-alimentation, augmentation de la mortalité infantile, radicalisation de la colère et des manifestations de lassitude en 1917, effet dévastateur de la grippe espagnole en 1918 sur des corps affaiblis.

5. Ce texte est un extrait d'un journal tenu au jour le jour pendant la guerre, qui met en relief les difficultés de la population dans une région occupée par l'armée allemande, dans le Nord de la France. À Lille, les difficultés sont de plusieurs ordres : alimentaire (augmentation des prix, pénurie de pain, de riz) ; réquisition par l'ennemi de produits de première nécessité (linge, chaussures, vêtements, matelas) ou pour fabriquer des armes contre les Français (cuivre, étain, bronze) ; psychologique (peur, menaces, séparations liées à la déportation).

Parcours 2

La mobilisation des civils	Les difficultés des civils
- Travail des femmes dans les usines d'armement en Angleterre et en France (Renault) - Reconversion de la production des usines : usines de voiture Renault en productions d'armes (obus) ou de matériel de transport militaire (camions) ou engins de guerre (avions, chars d'assaut) - Enfants sensibilisés à la guerre dans de nombreuses matières à l'école - Participation des familles, des citoyens non mobilisés invités à financer l'effort de guerre en souscrivant à des emprunts	- Pénurie alimentaire (réquisition pour le front en France, réquisitions forcées dans les régions occupées par l'Allemagne, blocus pour la population allemande) - Augmentation des prix des vivres - Contrôles, surveillance et déportation de travailleurs français dans les régions occupées par les Allemands - Lassitude d'une guerre qui dure longtemps - Grippe espagnole fin 1918

Cette double page montre aux élèves qu'aux portes de l'Europe, un génocide a été perpétré en 1915-1916, facilité par le contexte de guerre. Au printemps 1915 en effet, la population arménienne de l'Empire ottoman, déjà victime de violences dans les années 1894-1896 et en 1909, est l'objet d'arrestations, de déportations et d'exécutions massives qui font plus de 1,2 million de morts. Les autorités nationalistes turques profitent de la guerre pour organiser des opérations systématiques de massacre contre le peuple arménien : un génocide. Dès avril 1915, trois mois après une lourde défaite contre la Russie, le gouvernement met en place une série de mesures et d'opérations destinées à organiser un meurtre collectif à l'échelle du pays. Les faits, connus dès la guerre, sont rapportés par de très nombreux observateurs étrangers et de représentants de commissions internationales sur place : qu'ils soient neutres (Danois, Suisses, Américains et Suédois) ou fonctionnaires et militaires alliés de l'Empire ottoman (Allemands et Autrichiens en poste en Turquie, alliés depuis novembre 1914). Qu'ils soient d'ordre diplomatiques ou de simples témoignages, les documents qui attestent de la volonté génocidaire du gouvernement turc sont ainsi très variés et nombreux et la presse européenne s'en est largement fait l'écho.

Vidéo Le génocide arménien

Cette vidéo est extraite d'un reportage de la chaîne européenne d'informations internationales Euronews.

1. Quel âge avait la jeune Arménienne Silvard en 1915 ?

Réponse : Trois ans.

2. Qu'est-il arrivé à ses cousins et à ses tantes ?

Réponse : Ils ont été assassinés.

3. Par quels moyens sont exterminés les civils Arméniens ?

Réponse : Certains ont été brûlés vifs, noyés ou empoisonnés.

4. Citez deux pays qui reconnaissent aujourd'hui le génocide arménien

Réponse : La France et la Russie.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P.37

Parcours 1

1. Le contexte international est le suivant au début de l'année 1915 : l'Empire ottoman est engagé aux côtés des empires allemand et austro-hongrois dans la Première Guerre mondiale. Le gouvernement turc, aux mains du parti nationaliste des Jeunes-Turcs, doit donc mener la guerre dans le Caucase contre les Russes et surveiller les détroits du Bosphore et des Dardanelles. Les Arméniens vivent essentiellement dans la partie nord-est de l'Empire ottoman, et dans la capitale Constantinople. L'extermination commence donc dans les provinces orientales de l'Anatolie où la proportion de population arménienne dans l'Empire ottoman est la plus nombreuse. D'autre part, la défaite militaire qui s'y est déroulée face aux Russes est le prétexte dont se saisit le gouvernement.

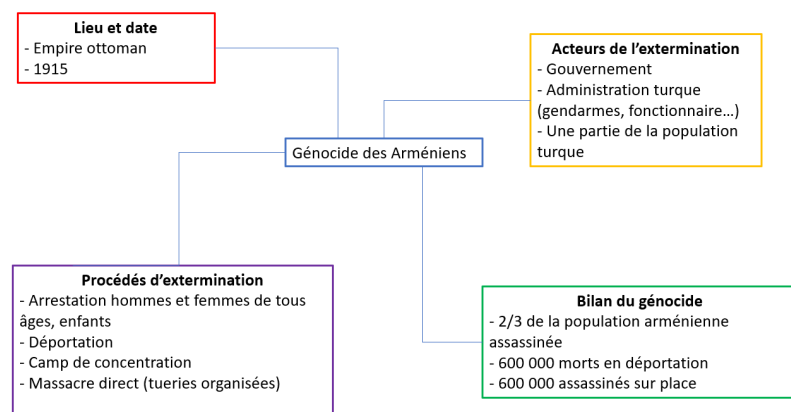
2. C'est le ministre de l'Intérieur Talaat Pacha, qui donne l'ordre « d'extermination » des Arméniens. Tout fonctionnaire ou partie de la population ottomane qui contreviendrait à cet ordre serait sévèrement sanctionnée.

3. Les procédés de l'extermination des Arméniens sont les fusillades des hommes à proximité des villes, la déportation des femmes, enfants et vieillards dans de longues marches au cours desquels ils sont massacrés, puis la mort dans les camps de concentration du désert syrien.

4. Les deux-tiers des Arméniens présents en Turquie ont été assassinés soit sur place, soit au cours de leur déportation, ce qui représente 1,2 million de personnes de tous âges. Un tiers a pu échapper à la volonté génocidaire du gouvernement turc en prenant la fuite dans le Caucase russe frontalier ou en se cachant en Turquie.

5. Les États-Unis étaient représentés dans l'Empire ottoman par des consuls rattachés à une ambassade : des centaines de témoignages leur sont parvenus dès 1915, par des rescapés ou des témoins de la population ottomane qui n'étaient pas en accord avec les décisions du gouvernement.

Parcours 2



Cette double page montre à l'élève que la guerre, menée à l'échelle internationale, peut aussi avoir des répercussions politiques nationales fortes. En Russie, le mécontentement gronde en 1917. Après une première révolution populaire en février et l'abdication du tsar, Lénine et les bolcheviks destituent le gouvernement provisoire par un coup d'État révolutionnaire au nom du peuple.

Vidéo Les révolutions russes

Cette vidéo est un reportage du journal télévisé « Grand Soir » diffusé sur France 3.

1. Dans quelles villes les grèves ont-elles lieu en Russie le 23 février 1917 ?

Réponse : À Petrograd et Moscou.

2. Combien de soldats russes sont alors mobilisés sur le front et à quelle catégorie sociale appartiennent-ils pour la plupart ?

Réponse : Sept millions sont mobilisés et la plupart sont des paysans.

3. Quel droit civique est donné aux Russes par le gouvernement provisoire après l'abdication du tsar ?

Réponse : Le droit de vote.

4. Que chef des bolcheviks prend le pouvoir et veut arrêter la guerre en octobre 1917 ?

Réponse : Lénine.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 39

Parcours 1

1. La révolution de février 1917 est une révolution populaire qui a pour causes la lassitude de la guerre, la situation économique (hausse des prix des denrées de première nécessité) et sociale désastreuse des civils.

2. Le 23 février, les femmes sont les premières à se mobiliser, rapidement suivies par les hommes : tous se mettent en grève le lendemain. Le 27, les grévistes sont rejoints par une partie des gardes de l'armée de Petrograd. Cette mobilisation aboutit à l'abdication du tsar et à la formation d'un gouvernement provisoire bourgeois dont Kerenski est à la tête.

3. Les bolcheviks prennent le pouvoir par la force, en organisant un coup d'État dans la nuit du 24 au 25 octobre, en s'emparant des points clés de la capitale.

4. Le document est constitué de deux décrets qui ont force de loi, signés de la main de Lénine le lendemain de sa prise de pouvoir. Les deux mesures prises sont celles annoncées dans les thèses d'avril de Lénine : la paix immédiate est décrétée avec l'Allemagne, la terre est retirée des mains des propriétaires fonciers aristocrates vers les paysans. Cela permet à Lénine de justifier son coup de force par un appui populaire.

Parcours 2

	Révolution de février 1917	Révolution d'octobre 1917
Causes de la révolution	- Lassitude de la guerre - Situation économique (vie chère, réquisitions) - Désir de paix	- Volonté de prendre le pouvoir des bolcheviks - Mettre fin à la guerre - Renverser l'ordre établi
Acteurs et forme de la révolution	- Manifestation de femmes et d'hommes dans la capitale de Petrograd - Grèves des ouvrières et des ouvriers d'usines - Ralliement des troupes aux manifestants	- Membre du parti bolchevik dirigé par Lénine - Organisation d'un coup d'État en s'emparant par la force de sites stratégiques : gares, centrale électrique, agence télégraphique, ponts
Conséquences de la révolution	- Abdication du tsar Nicolas II - Mise en place d'un gouvernement provisoire dirigé par Kerenski - Poursuite de la guerre	- Renversement du gouvernement Kerenski et mise en place d'un gouvernement bolchevik dirigé par Lénine - Décrets sur la terre qui dépouille l'aristocratie foncière et l'Église et mise à disposition des paysans - Pourparlers immédiats pour arrêter la guerre et signer la paix

Dans cette double page, l'élève voit que les civils subissent la violence de la guerre d'une façon nouvelle. Les conventions prises à La Haye (fin XIX^e début XX^e siècle) ne sont pas mises en application. Dès août 1914, des églises, des hôpitaux, des villages sont bombardés sur le front Ouest. Des populations du Nord de la France et de la Belgique sont massacrées, d'autres déportées. En Turquie, un génocide est organisé contre la population civile arménienne et cause près d'1,2 million de morts, en particulier des femmes et des enfants. D'un autre côté, de façon indirecte, les civils participent à la violence de guerre : ce sont eux qui, à l'arrière, fabriquent les armes, qui en alimentent le front, qui assurent le quotidien des poilus. Engagés dans la mobilisation culturelle, journalistes, artistes, peintres, cinéastes cultivent la haine de l'ennemi.

La Première Guerre mondiale est dans la voie d'une totalisation du conflit qui trouvera son aboutissement le plus meurtrier vingt ans plus tard.

Doc. 1 Une grève à Lyon en 1917

1. Les ouvrières sont des munitionnettes : elles travaillent dans une cartoucherie à Lyon qui fournit le front en munitions.
2. Elles cessent le travail et restent dans l'usine les bras croisés. En dehors de l'usine, elles manifestent.
3. La revendication avancée est le salaire, mais l'auteur du texte pense qu'en réalité c'est la lassitude de la guerre qui les pousse à faire grève, d'autant que les difficultés quotidiennes, notamment en approvisionnement de charbon, semblent importantes.

Doc. 2 Le « bourrage de crâne »

Ces témoignages veulent faire croire à l'inefficacité des armes allemandes et de leur matériel militaire, dans le but de rassurer les familles de l'arrière et de leur faire croire que l'armée française est supérieure, alors qu'au même moment, entre le mois d'août et septembre 1914, c'est l'armée française qui est défaillante.

PP. 42-43 **ÉTUDE LES TRAITÉS DE PAIX REDESSINENT L'EUROPE**

Cette étude montre aux élèves que la transformation n'a pas seulement bouleversé les sociétés, la Première Guerre mondiale est aussi à l'origine d'une refondation politique et territoriale en Europe. Ce sont les traités de paix qui, rédigés par les pays vainqueurs entre 1919 et 1923, vont redessiner l'Europe au détriment des pays vaincus.

Vidéo Le traité de Versailles

Cette vidéo est extraite du JT de France 2 du 11 novembre 2019.

1. Que devient l'Alsace-Lorraine d'après le traité de Versailles ?

Réponse : L'Alsace-Lorraine redevient française.

2. Pourquoi la région de la Prusse est-elle séparée du reste de l'Allemagne ?

Réponse : Afin de laisser un accès à la mer à la Pologne.

3. Que deviennent les colonies africaines que possédait l'Allemagne en 1914 ?

Réponse : Elles passent sous le contrôle de la France et du Royaume-Uni.

4. Que doit payer l'Allemagne aux Alliés ?

Réponse : Elle doit leur verser une indemnité équivalente à 60 milliards d'euros actuels.

5. À combien de soldats le traité de Versailles limite désormais les effectifs de l'armée allemande ?

Réponse : À 100 000 hommes.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P.43

Parcours 1

1. La Russie est absente des traités de paix car elle s'est retirée de la guerre en octobre 1917 et a signé la paix avec les empires centraux en mars 1918.
2. Les nouveaux États issus de l'Empire russe sont, du nord au sud : la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et une partie de la Pologne. Ceux issus de l'ancien Empire austro-hongrois sont une partie de la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Yougoslavie.
3. L'Allemagne perd de nombreux territoires : l'Alsace-Lorraine prise à la France en 1870-1871, une partie Sud du Danemark, une partie à l'Est qui revient à la Pologne, ainsi que ses colonies africaines.
4. La SDN espère maintenir la paix dans le monde en faisant pression sur les États membres de la SDN qui entreraient en guerre l'un contre l'autre : rupture des relations commerciales et financières, et éventuellement appel aux membres pour intervenir militairement.

Parcours 2

1. Le traité de paix entre l'Allemagne et ses adversaires est signé à Versailles, lieu de signature de la défaite française contre la Prusse en 1871. Le traité est composé de plusieurs centaines d'articles qui précisent les obligations de l'Allemagne vaincue à l'égard des pays vainqueurs, ainsi que celles qu'elle doit respecter sur son propre territoire.
2. L'Allemagne perd de nombreux territoires : l'Alsace-Lorraine prise à la France en 1870-1871, une partie Sud du Danemark, une partie à l'Est qui revient à la Pologne. Elle perd également ses colonies africaines et doit laisser le contrôle de certains de ses territoires à la SDN.
3. Les articles 160, 171 et 198 privent l'Allemagne de sa puissance militaire.
4. L'Allemagne est jugée pleinement responsable de la guerre et doit à ce titre, selon l'article 232, des « réparations ». Cela est justifié par les Français qui considèrent que c'est sur leur territoire que se sont déroulés la plupart des combats sur le front Ouest, causant de nombreuses destructions matérielles. C'est ainsi que l'article 231 la reconnaît « responsable de toutes les pertes et dommages subis par les gouvernements alliés ».

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 - RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 45

Documents 1 et 2

1. Les deux documents évoquent la bataille des Éparges qui a eu lieu du 17 février au 30 avril 1915. Le document 1 est l'extrait d'une lettre, d'un écrivain français mobilisé, Maurice Genevoix, à son ami Paul Dupuy, directeur de l'École normale supérieure, alors destinée à former les futurs professeurs. Le document 2 est la couverture du magazine *L'Illustration* du 24 avril 1915, qui présente une photographie pleine page des tranchées à la fin de la bataille des Éparges.

2. La bataille racontée dans cette lettre comprend trois phases :

- la prise de la côte des Éparges par les Français ;
- le bombardement, puis l'attaque de l'infanterie allemande au matin et la reconquête du territoire perdu ;
- le début de la contre-attaque française et la reprise des tranchées.

3. Les conséquences sur les combattants sont la mort, les blessures, le traumatisme (« affolement », « écœurement »).

La terre est calcinée, puante, semée de débris de matériel et de chair humaine. La photographie montre un terrain bouleversé où l'on voit juste se dresser quelques vestiges de troncs d'arbres avec les jambes d'un cadavre qui sortent de la terre.

4. Durant le combat, les armes utilisées sont des canons de différents calibres, des mitrailleuses, des grenades, des revolvers.

Document 2

5. La photographie a été publiée parce qu'il s'agit d'une victoire française. On y voit des soldats qui viennent de reprendre une tranchée avec un soldat allemand prisonnier. Certes, le paysage est dévasté, mais les Français sont victorieux.

ANALYSE DE DOCUMENTS 2 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 46

Les questions portent sur le document 1, la photographie étant juste en appui du texte.

1. Les soldats sont appelés « poilus », mais aussi « la France saignante »,

2. En 1917, des soldats se mutinent surtout au moment de l'offensive du Chemin des Dames. Deux passages y font allusion : « crimes contre la France » et « plus de campagnes pacifistes » qui évoquent le refus de continuer le combat et les mutineries au front. À l'arrière, les civils se mettent en grève. L'évocation des ouvriers « sourds aux suggestions mauvaises » (sourds aux suggestions de faire grève) rappelle que dans certaines usines, les ouvriers, qui sont souvent des ouvrières, arrêtent le travail, pour diverses raisons (salaires, longueur de la journée de travail).

3. Pour Clemenceau, les civils doivent faire de grands efforts dans le travail, aussi bien à l'usine qu'aux champs. Ils doivent aussi accepter les restrictions alimentaires sans protester. Enfin, ils doivent prêter à l'État et assurer ainsi le succès de l'emprunt de guerre. Cette aide financière qui permet d'acheter des armes est, selon Clemenceau, la condition de la victoire.

4. L'État cherche à rétablir l'ordre au front par la justice militaire (« tous les inculpés en conseil de guerre »). Il censure aussi les communiqués militaires ou toute autre information de façon à maintenir la « paix civile ».

5. L'expression « guerre intégrale » peut être remplacée par « guerre totale ». Il s'agit d'une guerre qui mobilise non seulement les soldats au front, mais aussi les civils de l'arrière.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 47

Introduction

La Première guerre mondiale a duré quatre ans, de l'été 1914 à novembre 1918. Elle a profondément transformé la société civile, c'est-à-dire les non-combattants qui vivent à l'arrière.

Comment la société civile est-elle bouleversée par la guerre de 1914-1918 ?

Partie I

Durant la guerre, la société civile est mobilisée.

Dans les champs et dans les usines, les femmes remplacent les hommes partis au combat. Certaines, appelées « munitionnettes », travaillent dans les usines d'armement qui se sont multipliées dans les pays en guerre. Les civils sont aussi poussés à souscrire les grands emprunts pour financer la guerre. Pour qu'ils gardent le moral et participent à l'effort de guerre, les États font enfin de la propagande et contrôlent l'information : les communiqués militaires sont toujours positifs, la presse est censurée, le courrier est contrôlé.

Partie II

La société civile souffre aussi beaucoup de la guerre.

Les civils doivent supporter l'éloignement et la mort de leurs proches. Ils souffrent aussi des pénuries de nourriture et de produits de première nécessité à cause de la désorganisation de l'économie. Les villes proches du front sont bombardées par l'artillerie et l'aviation ennemie. Dans les régions occupées par les Allemands (Belgique, Nord de la France), les habitants subissent les frais

d'occupation et les réquisitions, et sont forcés à travailler sur le front ou déportés en Allemagne. Enfin, en 1915, le gouvernement turc profite de la guerre pour commettre le génocide des Arméniens dans l'Empire ottoman.

Partie III

La guerre entraîne enfin des révolutions politiques.

Durant l'année 1917, la lassitude entraîne de nombreuses grèves en France et en Allemagne. En Russie, la population affamée renverse le tsar qui est remplacé par un gouvernement provisoire (février 1917). Quelques mois plus tard, en octobre, le parti bolchevik, dirigé par Lénine, prend le pouvoir par une seconde révolution en promettant la paix immédiate et la remise des terres des nobles aux paysans.

Le 9 novembre 1918, de grandes manifestations ont lieu en Allemagne. L'empereur Guillaume II abdique et la République est proclamée. Les spartakistes, proches du parti bolchevik, tentent alors de prendre le pouvoir mais cette tentative de révolution est écrasée par la nouvelle République.

Conclusion

La société civile est donc bouleversée par la guerre. Elle est mobilisée et souffre des conséquences de celle-ci. Le mécontentement entraîne des révolutions et des changements politiques dans plusieurs pays.

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 47

Août 1914 : Début de la Première Guerre mondiale.

1915 : Génocide des Arméniens.

1917 : Révolutions russes.

1917 : Déclaration de guerre des États-Unis.

11 novembre 1918 : Armistice de la Première Guerre mondiale.

Chapitre 2 Expériences totalitaires et démocraties fragilisées

Ce chapitre s'inscrit dans le premier thème, « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) ». Il s'agit de voir comment la sortie de la Première Guerre mondiale, puis la crise économique de 1929, ont conduit à une fragilisation des démocraties et à l'émergence de régimes totalitaires. Les tensions internationales dans les années 1930 sont le fait des régimes totalitaires qui remettent en cause les traités de paix de l'après-guerre.

Pour aller plus loin

Bibliographie

Pour les enseignants

- Serge Bernstein, *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes de 1900 à nos jours*. Pour une histoire politique comparée du monde développé, Hachette, coll. « Carré Histoire », 2007 [1^{re} éd. 1992].
- Philippe Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Seuil, coll. « Points Histoire », 2000.
- Johann Chapoutot, *L'Âge des dictatures (1919-1945)*, P.U.F., coll. « Licence », 2008.
- Ivan Jablonka, *Histoire des grands-parents que je n'ai pas eus*, Seuil, 2012.
- Jean Vigreux, *Le Front populaire*, P.U.F., coll. « Que sais-je ? », 2011.
- Michel Winock (dir.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Seuil, coll. « Points Histoire », 1994.

Pour les élèves (pour une approche scientifique et ludique)

- Ilse Koehn, *Mon Enfance en Allemagne nazie*, L'École des loisirs, coll. « Medium poche », 2016.

Filmographie

- *Le Dictateur* (*The Great Dictator*), de Charlie Chaplin, 1940.
- *Le triomphe de la volonté* (1935) et *Les Dieux du stade* (1938), de Leni Riefenstahl.

Sitographie

- Site Mémoires européennes du Goulag / Archives sonores : museum.gulagmemories.eu
- Page sur l'Allemagne nazie sur le site du Mémorial de la Shoah : <http://www.enseigner-histoire-shoah.org/outils-et-ressources/fiches-thematiques/la-montee-du-nazisme-et-les-persecutions-antisemites-en-allemande-1933-1939/lallemagne-nazie-de-la-prise-de-pouvoir-a-la-dictature.html>
- Page sur la législation antisémite dans l'Allemagne d'avant-guerre sur le site de l'United States Holocaust Memorial Museum : <https://www.ushmm.org/wlc/fr/article.php?ModuleId=285>
- Étude de la crise de 1929 en France sur le site L'histoire par l'image : <https://histoire-image.org/etudes/crise-1929-france>
- Étude du 6 février 1934 sur le site L'histoire par l'image : <https://histoire-image.org/etudes/6-fevrier-1934>

PP. 48-49 OUVERTURE

Le chapitre s'ouvre sur deux illustrations qui permettent de lier transformations politiques, violence et tensions internationales dans l'entre-deux-guerres.

L'affiche nazie des années 1930 reproduite sur la page de gauche présente au premier plan Hitler brandissant un drapeau à croix gammée. Derrière lui, est figurée une foule innombrable de soldats nazis, qui portent eux aussi des drapeaux à croix gammée ou effectuent le salut nazi. Au-dessus, un aigle plane : il symbolise la restauration de la grandeur du Reich allemand et, par un parallèle avec la colombe de l'Esprit-Saint, associe le Führer à un messie, c'est-à-dire à un sauveur providentiel.

Sur la page de droite est reproduite la couverture d'une brochure éditée par le Front populaire français en 1936. Celle-ci oppose terme à terme le programme de cette coalition de gauche « Le pain, la paix, la liberté » et les réalités de la crise (la misère créée par la crise économique, la violence de la guerre, l'apparition de mouvements considérés comme fascistes).

Cette double page permet d'introduire l'idée qu'émergent dans l'entre-deux-guerres des dictatures d'un genre nouveau en Europe : les régimes totalitaires. Les régimes totalitaires et autres dictatures dominent l'Europe à la fin des années 1930.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 51

Parcours 1

1. Les différents régimes politiques en Europe dans les années 1930 sont la démocratie et la dictature. Parmi ces dernières, il faut distinguer le régime totalitaire communiste, les régimes totalitaires fascistes et les autres dictatures de droite.
2. L'Allemagne, l'Italie et l'URSS ont des régimes totalitaires.
3. On peut parler d'une « montée des dictatures » car leur nombre augmente durant les années 1920 et 1930.
4. En 1939, la France, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Irlande, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande, la Tchécoslovaquie et l'Albanie demeurent démocratiques.

Parcours 2

1. Ce texte est une définition théorique de l'État fasciste. Son auteur est Benito Mussolini, dirigeant de l'Italie fasciste de 1922 à 1945.
2. Le fascisme combat la démocratie et le socialisme (en particulier le régime communiste soviétique).
3. Les passages « Le fascisme repousse le pacifisme » et « Seule la guerre porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime le sceau de noblesse aux peuples qui l'affrontent » montrent que le fascisme est favorable à la guerre.
4. Le fascisme s'oppose au communisme dans le domaine économique dans la mesure où il ne remet pas en cause la propriété privée.
5. Le document 4 correspond à la dernière phrase du document 3 : « On peut donc prévoir une Europe fasciste, une Europe s'inspirant des doctrines et de la pratique du fascisme. »

PP. 52-53 ÉTUDE LÉNINE INSTALLE LE RÉGIME SOVIÉTIQUE

Cette double page fait le lien entre la sortie de guerre en Russie et la mise en place du régime soviétique par Lénine. Elle permet d'évaluer la compétence « Analyser et comprendre un document » en proposant à l'élève l'étude d'une affiche russe de 1920.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 53

Parcours 1

1. Lénine veut abolir la propriété privée car il considère que, sans cela, le travail des ouvriers n'enrichit que les patrons. Les prolétaires doivent recourir à la violence pour parvenir à l'établissement d'un régime respectant les libertés, un régime considéré par Lénine comme démocratique.
2. La période de 1917 à 1921 voit une guerre civile opposer les bolcheviks aux partisans du tsar, entraînant une série de changements politiques, économiques et militaires.

Politiques	Économiques	Militaires
- Création de la police politique, la Tcheka - Interdiction de tous les partis, sauf le parti communiste - Création de camps de travail forcé pour les opposants politiques - Naissance de l'URSS, qui est un État fédéral	- Nationalisation des usines et des banques - Abolition de la propriété privée - Création de coopératives agricoles et industrielles	- Création de l'Armée rouge

3. L'URSS regroupe la république de Russie, des républiques slaves, des républiques du Caucase et des républiques d'Asie centrale. Ce sont toutes des républiques socialistes. Cela signifie qu'elles sont dirigées par le parti communiste qui reçoit ses ordres de Moscou et qu'elles n'ont donc pas d'autonomie dans le domaine politique.
4. En 1923, Staline est Secrétaire général du parti communiste, c'est-à-dire chef du parti. L'avidité de pouvoir de Staline et son caractère violent inquiètent Lénine. Selon lui, ils le rendent inapte à exercer le pouvoir.

Parcours 2

1. Cette affiche de propagande a été publiée en 1920, à Moscou, par les éditions d'État.
2. Un ouvrier (avec un marteau) et des paysans (faux et faucille) figurent au centre. Ils sont précédés de deux enfants qui tiennent un livre et carré d'étoffe rouge. Ces personnages piétinent les emblèmes de l'ancien régime tsariste (couronne, aigle, pièces d'or).
3. Au deuxième plan, on a représenté des ouvriers de tous les continents puis à l'arrière-plan un soleil levant.
4. L'affiche annonce l'avènement d'un monde nouveau grâce à la révolution communiste. Cette ère nouvelle est symbolisée par les enfants et par le soleil levant.

PP. 54-55 ÉTUDE LE RÉGIME COMMUNISTE STALINIE

Cette double page s'inscrit dans le prolongement de la précédente. Elle montre l'instauration du régime totalitaire communiste stalinien. Ce dossier permet de mettre en œuvre la compétence « Pratiquer différents langages en histoire ». Il est proposé à l'élève de rédiger un développement construit pour décrire ce régime (classement des informations et rédaction).

Vidéo Les camps du Goulag

Cette vidéo est un extrait du documentaire *Le tyran rouge* réalisé en 2007. Il s'agit d'images d'archives colorisées évoquant le Goulag.

1. Définissez les camps du Goulag.

Réponse : Les camps du Goulag sont des camps de travail forcé.

2. Qui sont les prisonniers du Goulag ?

Réponse : Sont envoyés au Goulag tous ceux qui s'opposent ou sont suspectés de s'opposer à la révolution et au régime : intellectuels, musiciens, scientifiques, religieux... Des prisonniers de droit commun sont aussi enfermés dans ces camps.

3. Comment les autorités soviétiques considèrent-elles les camps du Goulag ?

Réponse : Les autorités soviétiques considèrent les camps du Goulag comme des « camps de rééducation par le travail. »

4. Citez un exemple de grand chantier réalisé par les prisonniers du Goulag.

Réponse : Le canal Staline, inauguré en 1933, a été creusé par des centaines de milliers de prisonniers du Goulag.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P.55

Parcours 1

1. Les objectifs économiques du premier plan quinquennal sont :

- Industrialiser le pays pour en faire une puissance industrielle.
- Abolir totalement la propriété privée des moyens de production ;
- Créer de grandes exploitations agricoles collectives

Les objectifs sociaux sont :

- Supprimer les classes sociales et donc les inégalités.

2. À partir de 1929, les terres sont collectivisées (c'est-à-dire mises en commun dans de grandes exploitations collectives) et l'agriculture mécanisée.

3. Staline donne la priorité aux mines et à l'industrie. Il souhaite faire de l'URSS une puissance industrielle.

4. Le régime stalinien recourt à la violence contre les paysans. Ceux qui s'opposent à la collectivisation des terres sont fusillés et envoyés dans des camps du Goulag, où ils sont soumis au travail forcé. Les autres paysans aisés sont déportés dans les régions inhospitalières du Grand Nord où beaucoup mourront de froid et de faim. La police politique (OGPU) est chargée de cette répression.

5. Le culte de Staline passe par des affiches ou des poèmes, publiés dans la presse (notamment dans la *Pravda*, quotidien du parti communiste de Russie). Staline est comparé au soleil dans le document 5.

Parcours 2

Un pays communiste	Un régime totalitaire
Collectivisation	Violence à l'encontre des paysans aisés : exécutions, déportations dans les camps du Goulag ou les régions inhospitalières.
Nationalisation des usines	Camps de travail forcé (camps du Goulag)
Abolition des classes sociales	Propagande / culte de la personnalité

Staline fait évoluer le régime communiste mis en place par Lénine. Il place au cœur du premier plan quinquennal la collectivisation des terres et la nationalisation des usines. L'objectif est de faire de l'URSS une grande puissance industrielle. Pour atteindre ce but, il établit un régime totalitaire ; Staline recourt à une propagande permanente et il utilise la violence contre ses opposants ou ceux qui freinent la marche vers le socialisme. Il fait ainsi déporter les paysans aisés dans les régions inhospitalières ou dans les camps du Goulag où ils sont contraints à travailler.

Cette page « Arts et Histoire » consacrée à une affiche soviétique de 1934 s'inscrit dans le parcours « Art et Culture ». Conformément aux instructions officielles, elle vise à amener les élèves à décoder une affiche de propagande en étudiant tant sa composition que sa symbolique.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 57

1. Cette affiche intitulée « Poursuivre la révolution communiste » a été réalisée par Denu Danopykob en 1934. Elle a été commanditée par le parti communiste de l'Union soviétique à l'occasion de son 17^e Congrès. Staline dirige alors l'URSS.
2. Cette affiche se compose de trois parties :
 - la partie gauche représente Lénine et la révolution d'Octobre 1917 : Lénine tend le doigt vers l'avenir. À ses pieds sont représentés des soldats soutenant la révolution ;
 - dans le coin supérieur droit figure un drapeau rouge qui réunit les symboles du communisme ; la partie droite figure Staline et l'URSS modernisée de 1934 : le dirigeant est représenté devant un paysage industriel dense, d'où émergent des cheminées d'usines, des grues et un barrage. Il s'agit de mettre en valeur l'activité industrielle du pays. Des avions survolent la scène, montrant la modernité de l'armement du pays.
 - le peuple figure dans la partie basse : représenté avec des étendards, il symbolise le soutien apporté à l'œuvre de Staline.
3. Les trois principaux messages de cette affiche sont :
 - la continuité entre Lénine et Staline ;
 - la modernisation du pays dans le contexte de la révolution communiste ;
 - le soutien apporté par le peuple.

PP. 58-59 COURS 1 LE RÉGIME TOTALITAIRE SOVIÉTIQUE

Cette leçon fait la synthèse des dossiers précédents. Elle rappelle les fondements du projet communiste et la façon dont Lénine puis Staline ont recouru à la propagande et à la violence pour le mettre en place.

RÉPONSES AUX QUESTIONS PP. 58-59

Doc. 1 Biographie de Staline

1. Staline est né dans le Caucase, en Géorgie. Cette région montagneuse est située entre la mer Noire et la mer Caspienne.
2. Staline s'impose en URSS après la mort de Lénine en se présentant comme son héritier et en évinçant ses adversaires, au premier rang desquels Trotski, qu'il chasse du pays.

Doc. 2 Une société embrigadée

1. Le régime diffuse sa propagande en utilisant tous les médias : la radio, le cinéma, les affiches, les livres...
2. Les jeunes sont encadrés à toutes les étapes de leur vie : à la crèche, au jardin d'enfants, à l'école, puis dans les mouvements de jeunesse (Pionniers et komsomols).
3. La propagande incessante doit permettre l'adhésion de la population.

Doc. 3 Un « procès de Moscou »

1. Zelenski est accusé de sabotage. Il aurait, selon le procureur, détruit 50 wagons d'œufs.
2. Le régime a intérêt à porter cette accusation mensongère mais qui repose sur les difficultés réelles des Soviétiques, de façon que l'accusé ne soit pas soutenu par la population et, au-delà, à ce que le régime ne soit pas tenu pour responsable des pénuries.

PP. 60-61 ÉTUDE LA MONTÉE DU NAZISME

Cette double page est consacrée à la montée du nazisme. Elle montre que le Diktat de Versailles et la crise économique ont permis à Hitler d'accéder au pouvoir. Elle évoque également les premières étapes de l'installation d'une dictature en Allemagne. Cette étude permet d'évaluer la compétence « Pratiquer différents langages en histoire » en demandant à l'élève de décrire à partir d'un plan fourni la conquête du pouvoir par Hitler.

Vidéo L'installation de la dictature (1933-1934)

Cette vidéo est extraite du documentaire *1919-1939, La Drôle de paix*, réalisé par Jean-Noël Jeanneney et David Korn-Brzoza. Elle est composée d'images d'archives.

1. Quelle est la fonction de Joseph Goebbels au sein du gouvernement dirigé par Hitler ?

Réponse : Goebbels est ministre de la Propagande.

2. Qui a ordonné l'incendie du Reichstag ?

Réponse : Le bras droit de Hitler, Hermann Goering.

3. Qui est accusé de cet incendie ?

Réponse : Un jeune communiste présent sur les lieux et, au-delà, le parti communiste.

4. De quels auteurs les nazis brûlent-ils les livres ?

Réponse : Les nazis brûlent les livres des auteurs juifs ou jugés déviants. On peut citer par exemple les œuvres de Thomas Mann, de Bertolt Brecht, de Franz Kafka ou encore de Sigmund Freud.

5. Quelles fonctions cumule Hitler après la mort d'Hindenburg ?

Réponse : Après la mort d'Hindenburg, Hitler cumule les fonctions de Chancelier et de Président.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 61

Parcours 1

1. Hitler est emprisonné en 1923 après avoir tenté un coup d'État à Munich (le « putsch de la Brasserie »). Il écrit *Mein Kampf* (« Mon combat ») en prison.

2. Les articles 1, 2, 3 et 22 s'opposent au traité de Versailles. Les articles 3, 7 et 15 revendiquent des réformes sociales. Les articles 4 et 5 sont antisémites : ils établissent des discriminations à l'encontre des Juifs.

3. Les scores du parti nazi lors des élections législatives ont progressé à mesure que le chômage augmentait en Allemagne. L'affiche 4 illustre la promesse faite par le parti nazi de redonner du travail et du pain aux Allemands.

4. Hitler accède démocratiquement au pouvoir : il est nommé au poste de chancelier par le Président Hindenburg le 30 janvier 1933 après que le parti nazi est arrivé en tête lors des élections législatives de juillet 1932. Sa nomination est donc conforme aux règles de la démocratie parlementaire. Néanmoins, les nazis faisaient alors régner la violence dans les rues.

5. Dès 1933, Hitler installe une dictature : il supprime les libertés individuelles, en particulier les libertés d'opinion et de réunion, et la liberté de la presse. Pour ce faire, il prend pour prétexte l'incendie du Reichstag le 27 février 1933, qui est imputé à un communiste.

Parcours 2

Hitler prend en 1920 la direction d'un parti d'extrême droite, le parti nazi (NSDAP). L'Allemagne est alors durement éprouvée à l'issue de la Première Guerre mondiale : le traité de Versailles, imposé par les vainqueurs, réduit considérablement son territoire et sa puissance militaire. Hitler tente en 1923 un coup d'État qui échoue ; il est ensuite condamné à une peine de prison. Même s'il dénonce le Diktat de Versailles, le parti nazi n'a qu'une faible audience dans les années 1920 : il ne rassemble que 2,6 % des voix aux élections de 1928. À partir de 1929, le pays est en outre frappé de plein fouet par la crise économique, qui se traduit par une très forte progression du chômage (qui touche 6 millions d'Allemands en 1932). Dans ce contexte, les idées développées par Hitler séduisent de plus en plus les Allemands : il semble en effet susceptible de redonner à l'Allemagne sa grandeur passée. Le parti nazi remporte les élections en juillet 1932 et, le 30 janvier 1933, Hitler est nommé Chancelier par le Président Hindenburg.

Parvenu légalement au pouvoir, Hitler met peu à peu en place une dictature en prenant notamment comme prétexte le danger que représenteraient les communistes, accusés par le gouvernement d'être responsables de l'incendie du Reichstag. À la mort d'Hindenburg, le 1^{er} août 1934, Hitler se proclame Reichsführer. Parallèlement, les libertés sont restreintes : les libertés individuelles sont remises en cause et le parti nazi devient l'unique parti.

P. 62-63 ÉTUDE UN RÉGIME TOTALITAIRE ET RACISTE

Dans le prolongement de la précédente, cette double page est centrée sur la mise en place par Hitler d'un régime totalitaire. La compétence « Pratiquer différents langages » pourra être évaluée en demandant à l'élève de rédiger un paragraphe construit pour caractériser le régime nazi.

Vidéo La nuit de Cristal (1938)

Cette vidéo est une séquence consacrée par la chaîne Euronews à la Nuit de Cristal, 75 ans après les faits (soit le 9 novembre 2013). Elle est composée d'images d'archives.

1. Comment les nazis présentent-ils les violences perpétrées contre les Juifs durant la nuit de Cristal ?

Réponse : Les nazis affirment que les violences de la nuit de Cristal sont une réaction spontanée de la population allemande suite à l'assassinat par un Juif polonais de Ernst von Rath, un secrétaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris.

2. Qu'est-ce qu'un pogrom ?

Réponse : Une émeute contre une minorité ethnique ou religieuse.

3. Quelles violences antisémites sont perpétrées pendant la nuit de Cristal ?

Réponse : Des synagogues sont incendiées, des cimetières juifs profanés, des magasins appartenant à des juifs détruits et pillés, une centaine de personnes sont tuées et 30 000 à 35 000 hommes juifs sont arrêtés et déportés.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 62

Parcours 1

1. Selon leur âge, les jeunes Allemands sont embrigadés dans la *Jungvolk*, puis dans la *Hitlerjugend*.

Hitler cherche à embrigader la jeunesse de façon à faire intégrer les idées nazies aux Allemands dès le plus jeune âge. C'est aussi une façon de diffuser l'idéologie nazie auprès de leurs parents.

2. Pour les nazis, la jeunesse idéale est celle qui correspond au stéréotype physique de l'Aryen et qui a reçu une instruction militaire. Cette affiche en témoigne : elle représente deux jeunes, l'un jouant du tambour, l'autre portant un drapeau nazi, qui mettent en fuite des opposants au nazisme et des non-Aryens.
3. Les Juifs sont mis au ban de la société. Les lois de Nuremberg mettent en œuvre le projet antisémite nazi en instaurant une distinction et une séparation entre Juifs et Allemands. Ces lois sont au cœur de la remise en cause de la citoyenneté allemande des Juifs.
4. À travers ce manuel scolaire, l'État nazi vise à faire passer aux élèves des idées antisémites et eugénistes.
5. Les opposants politiques, les Juifs, les Tsiganes, les homosexuels... sont envoyés dans les camps de concentration, ainsi que des criminels. Il s'agit de « protéger la race aryenne » en recourant à la violence.

Parcours 2

Un régime totalitaire	Un régime raciste et antisémite
Embrigadement de la population (propagande diffusée par les médias, structures dépendant du parti nazi...)	Lois de Nuremberg mettant les Juifs au ban de la société, boycotts, confiscations, interdictions d'exercer certaines professions
Recours à la violence contre les opposants au régime (camps de concentration)	Violence contre les Juifs et les Tsiganes (internement dans des camps de concentration)

Le régime nazi est un régime totalitaire : la population est amenée à adhérer à l'idéologie nazie par le double recours à la propagande et à la violence. Les médias (affiches, journaux, radio...) mais aussi les structures dépendant du parti dans lesquelles les Allemands sont embrigadés dès leur plus jeune âge (Jeunesses hitlériennes, syndicat unique...) diffusent les idées nazies. Parallèlement, les opposants au régime sont persécutés et emprisonnés dans des camps de concentration comme Dachau, où ils sont soumis au travail forcé et maltraités.

Instaurer un régime totalitaire permet à Hitler de mettre en application le programme raciste et antisémite qu'il a développé depuis le début des années 1920. En 1935, une législation antisémite (les lois de Nuremberg) est adoptée : elle met les Juifs au ban de la société allemande. Les forces de l'ordre participent aux persécutions contre les Juifs et les Tsiganes, qui sont internés dans des camps de concentration.

P. 64-65 COURS 2 LE RÉGIME TOTALITAIRE NAZI

Cette leçon fait la synthèse des deux dossiers précédents. Elle rappelle la façon dont Hitler est parvenu au pouvoir et les fondements de l'idéologie nazie. Elle souligne également la place de la propagande et de la violence.

RÉPONSES AUX QUESTIONS PP. 64-65

Doc. 1 L'idéologie de Hitler

1. Pour Hitler, il faut écarter les Juifs des Aryens pour éviter qu'ils ne les mènent à la ruine. Selon lui, l'Aryen appartient à une race supérieure, qui incarne la civilisation et le progrès, tandis que le Juif appartient à une race inférieure, synonyme de décadence.
2. La guerre lui apparaît comme une nécessité quand un peuple supérieur – tel, selon lui, le peuple aryen – ne dispose pas de l'espace vital nécessaire à son développement.

Doc. 3 Le congrès de Nuremberg

Les éléments qui soulignent le caractère militariste du régime sont :

- les noms donnés au Congrès : Congrès de la Victoire, de l'Honneur, etc.
- l'importance des défilés militaires ;
- la place dévolue aux SA (« les milices brunes »), à la *Reichswehr* (l'armée) et à Hitler, le chef des armées.

Doc. 4 Le rôle du réarmement

1. Entre 1933 et 1938, la production industrielle a pratiquement doublé tandis que le chômage diminuait de près de 90 %.
2. Cette évolution est notamment liée au réarmement de l'Allemagne, en violation du traité de Versailles. Il faut préciser néanmoins que cette baisse des chiffres du chômage tient aussi au rétablissement du service militaire en 1935, aux nombreux internements dans les camps de concentration...

PP. 66-67 L'HISTOIRE AUTREMENT LA FRANCE FACE À LA CRISE

Cette double page consacrée à la France au début des années 1930 permet d'étudier la façon dont les démocraties sont fragilisées dans l'entre-deux-guerres. Elle met l'accent sur les liens entre les aspects économiques, sociaux et politiques de la crise. Elle permet de faire réaliser aux élèves une tâche complexe à travers la préparation d'une présentation orale.

Vidéo Manifestation à Paris pour protester contre la montée du chômage
Cette vidéo est tirée des Actualités Gaumont du 9 décembre 1933.

1. Qui a organisé cette manifestation ?

Réponse : L'Union des Comités de chômeurs de la région parisienne.

2. Qui y participe ?

Réponse : Des travailleurs venant de toute la région parisienne.

3. Quelles revendications figurent sur les pancartes ?

Réponse : « Du pain », « Exonération des loyers pour les chômeurs », des allocations (chômage).

Vidéo Manifestation antiparlementaire du 6 février 1934

Cette vidéo, composée d'images d'archives, a été mise en ligne par l'INA.

1. Quel scandale éclate en France au début de l'année 1934 ?

Réponse : L'affaire Stavisky, escroquerie réalisée par un homme d'affaires ayant bénéficié de soutiens politiques.

2. Qui appelle à manifester à Paris le 6 février 1934 ?

Réponse : Les ligues de droite et d'extrême droite.

3. Qui manifeste à Paris le 6 février 1934 ?

Réponse : Le 6 février 1934, manifestent à Paris non seulement des membres de ces ligues, mais aussi des communistes, des anciens combattants et des Parisiens mécontents.

4. Que fait le Président du Conseil, Édouard Daladier, au lendemain de cette journée d'émeute et de violences ?

Réponse : Il démissionne.

PRESENTATION ORALE P. 66

Dans les années 1930, la France est confrontée à une crise économique et sociale de grande ampleur. Entre 1931 et 1935, la production et les prix de gros diminuent, entraînant une forte augmentation du chômage. Le nombre de chômeurs passe alors d'un peu plus de 50 000 à plus de 400 000. Ces derniers manifestent, à Paris et dans les grandes villes, pour demander au gouvernement de leur fournir des aides leur permettant de nourrir leur famille.

Bien des mécontents ne font plus confiance aux hommes politiques, qui semblent incapables de les aider efficacement face à la crise. En outre, plusieurs d'entre eux sont impliqués dans de grands scandales. De nouveaux mouvements d'extrême droite, les ligues, s'opposent à la République parlementaire et appellent à la violence. C'est ainsi que le 6 février 1934, une manifestation organisée à proximité de la Chambre des députés a fait plusieurs morts.

En réaction à la violence des ligues qu'ils considèrent comme fascistes, et en tirant les leçons des évolutions politiques de l'Italie et de l'Allemagne, les partis de gauche, les syndicats et de nombreuses organisations de gauche organisent à Paris une grande manifestation contre le fascisme et pour la démocratie le 14 juillet 1935.

PP. 68-69 ÉTUDE LE FRONT POPULAIRE (1936-1938)

Cette double page est centrée sur l'expérience politique française du Front populaire et sur le vote de lois sociales en 1936. La compétence « Pratiquer différents langages en histoire » pourra être évaluée en demandant à l'élève de rédiger un paragraphe construit sur le Front populaire, ses principales réformes sociales et leurs effets.

Vidéo Le Front populaire

Cette vidéo est une séquence de l'émission « La Grande explication » consacrée au Front populaire. Elle est composée d'images d'archives.

1. En quoi les grèves de 1936 diffèrent-elles des grèves précédentes ?

Réponse : Les grèves de 1936 diffèrent des grèves précédentes car, pour la première fois, les ouvriers occupent les usines.

2. Comment les partis de gauche analysent-ils les événements du 6 février 1934 ?

Réponse : Les partis de gauche analysent les événements du 6 février 1934 comme une tentative de coup d'État fasciste.

3. Quel est le slogan de la coalition du Front populaire ?

Réponse : « Pain, paix, liberté ».

4. Combien de temps Léon Blum reste-t-il à la tête du gouvernement ?

Réponse : Léon Blum reste à la tête du gouvernement à peine plus d'un an (début juin 1936-21 juin 1937).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 68

Parcours 1

1. Les trois partis composant la coalition de Front populaire sont : le parti communiste, la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) et le parti radical. Le Front populaire dispose de la majorité absolue à la Chambre des députés.

2. Cette usine est occupée par des ouvriers en grève, qui visent de la sorte à faire pression sur les patrons pour qu'ils acceptent les réformes sociales.

3. Les accords Matignon sont issus de négociations entre les représentants du patronat et des ouvriers. Celles-ci sont menées sous la présidence du président du Conseil, Léon Blum, alors que le pays connaît un mouvement de grèves sans précédent. Les travailleurs obtiennent de nouveaux droits : la liberté d'opinion, la reconnaissance de la liberté syndicale et l'instauration de délégués du personnel.
4. Le Front populaire a apporté de grands changements dans la vie des ouvriers, au premier rang desquels la hausse du niveau de vie consécutive à l'augmentation des salaires et l'apparition de temps de loisirs avec la semaine de 40 heures et les congés payés.
5. Cette caricature publiée dans *Le Canard enchaîné* montre la façon dont certains membres de la bourgeoisie et du patronat considèrent l'accession des travailleurs aux vacances et aux loisirs.

Parcours 2

Lors des élections législatives de mai 1936, le Front populaire (coalition rassemblant le parti communiste, la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) et le parti radical, constituée au lendemain des émeutes parisiennes du 6 février 1934) remporte la majorité absolue. La SFIO étant le parti de la coalition ayant remporté le plus de sièges à la Chambre des députés, son dirigeant, Léon Blum, devient président du Conseil en juin 1936. Cette victoire fait naître de grands espoirs chez les travailleurs.

Dans un contexte marqué par des grèves sans précédent, de grandes réformes sociales sont engagées : des libertés nouvelles sont octroyées aux travailleurs et les salaires sont augmentés. De plus, la durée de travail hebdomadaire passe de 48 heures à 40 heures tandis que sont instituées deux semaines de congés payés.

Ces réformes permettent une amélioration importante des conditions de vie et de travail des travailleurs. Certains d'entre eux peuvent ainsi, pour la première fois, partir en vacances.

P. 70-71 COURS 3 LES DÉMOCRATIES FRAGILISÉES

Cette double page complète les précédentes en mettant l'accent sur la montée des périls qui caractérise les années 1930.

RÉPONSES AUX QUESTIONS PP. 70-71

Doc. 3 La conférence de Munich

1. Pour les Tchèques, la conséquence de la conférence de Munich est le démembrement de leur pays. La région des Sudètes est en effet livrée à Hitler.
2. Le passage souligné indique que les démocraties ont cédé les Sudètes à Hitler en espérant préserver la paix.
3. Les Français, très marqués par la Première Guerre mondiale, accueillent Daladier à son retour avec des démonstrations de joie. Ils considèrent qu'il a contribué à empêcher une nouvelle guerre.

Doc. 5 Le pacte germano-soviétique

1. Cette alliance a beaucoup surpris du fait de l'opposition systématiquement affirmée dans les discours idéologiques et la propagande, en URSS comme en Allemagne, entre le communisme et le nazisme.
2. Ce pacte permet à l'Allemagne d'attaquer la Pologne car elle l'assure qu'en cas de riposte des démocraties occidentales (France, Royaume-Uni...), elle ne sera pas attaquée en même temps par l'URSS à l'Est.

Doc. 6 La marche à la guerre (1936-1939)

1. La remilitarisation de la Rhénanie, en 1936, est la première violation du traité de Versailles.
2. En 1938, l'Allemagne annexe l'Autriche puis les Sudètes, avant de s'emparer de la Bohême-Moravie et d'attaquer la Pologne en 1939.

PP. 73-75 JE M'ENTRAÎNE

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 - RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 73

Document 1 et 2

1. Les deux documents évoquent les Jeunesses hitlériennes, l'organisation nazie qui encadre la jeunesse en dehors de la scolarité. Le document 1 est le témoignage d'un ancien des Jeunesses hitlériennes. Le document 2 est une affiche nazie pour recruter dans les Jeunesses hitlériennes.
2. L'obéissance à Hitler est une des vertus des Jeunesses hitlériennes. Dans le témoignage, il est dit : « Nous agissons selon les ordres du Führer, nous sommes sa jeune garde ». Sur l'affiche nazie, le jeune garçon semble guidé par la figure de Hitler, et il est écrit : « La jeunesse sert le Führer ».
3. Les garçons font des exercices qui les préparent à la guerre : ils sont divisés en deux camps ennemis qui s'affrontent, des camarades montent la garde près des tentes, ils apprennent à ramper et à se camoufler. Il est écrit que « cet entraînement développe le sentiment d'une lutte impitoyable contre un ennemi ». Quand la guerre éclate, ils déplorent de ne pouvoir aller se battre. Dans le

document 2, l'uniforme du garçon des Jeunesses hitlériennes ressemble à celui des militaires. Comme Hitler, il regarde vers le lointain, comme s'il s'apprêtait à conquérir l'Est de l'Europe (pour Hitler, les Allemands doivent conquérir leur espace vital à l'Est).

4. Les Jeunesses hitlériennes développent l'esprit de volonté, le courage (« ne pas avoir peur »), la camaraderie, mais aussi la haine de l'adversaire contre lequel il faut lutter de façon « impitoyable ». Le visage de l'enfant est fermé, il exprime cette volonté de conquête.

5. Plusieurs aspects du régime totalitaire apparaissent dans les documents : l'embrigadement de la jeunesse (Jeunesses hitlériennes), la propagande (affiche), la soumission au chef (obéissance à Hitler), l'esprit guerrier développé par le régime. La violence est elle aussi valorisée.

ANALYSE DE DOCUMENTS 2 - RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 74

Document 1

1. Un kolkhoze est une exploitation collective appartenant à un groupe de paysans sous le régime communiste soviétique.
2. Cette affiche de propagande montre des kolkhoziens heureux et bien portants. De plus, ils sont équipés d'un tracteur. Ils appellent les autres paysans à les rejoindre dans le kolkhoze qui semble être un paradis.

Document 2

3. Dans le témoignage, le paysan ne veut pas faire partie du kolkhoze. On ne cherche pas à le convaincre d'y entrer, on cherche à le forcer par la violence. Finalement, devant son refus, on lui confisque ses quelques biens et il est déporté avec sa famille.
4. La violence contre le paysan est exercée par des gens de toutes sortes (des communistes favorables à la collectivisation) ; la police ; les membres du soviet du village ; enfin la police politique (le GPU) – composée d'étrangers au village – qui se charge de la déportation du paysan et de sa famille.

Documents 1 et 2

5. Les documents présentent au moins trois aspects du totalitarisme soviétique :
 - la collectivisation (kolkhoze) ;
 - la violence (contre le paysan) ;
 - la propagande (affiche).

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 75

Introduction

Au début des années 1930, en France, la République est menacée par les crises économique et politique. En 1936, les partis politiques de gauche, réunis dans le Front populaire, gagnent les élections législatives.

Comment le Front populaire parvient-il au pouvoir et quelles réformes met-il en place pour résoudre les crises ?

Partie I

Les crises des années 1930 entraînent la formation du Front populaire.

La crise économique touche la France à partir de 1931. Des entreprises ferment et le chômage se développe. Le pays traverse aussi une grave crise politique. Les gouvernements, très instables, changent fréquemment. Des députés sont aussi impliqués dans des scandales politiques. Dans cette atmosphère, les ligues d'extrême droite s'agitent. Le 6 février 1934, elles organisent une grande manifestation à Paris contre la République qui tourne à l'émeute. Dans la crainte d'un coup d'État fasciste, les forces de gauche se rapprochent et forment en 1935 un front populaire avec un programme commun de gouvernement.

Partie II

Le Front populaire l'emporte et met en place une politique de gauche.

En mai 1936, les partis du Front populaire - radicaux, parti socialiste SFIO et PCF - remportent les élections législatives. Le socialiste Léon Blum devient président du Conseil et dirige le nouveau gouvernement. La victoire électorale du Front populaire s'accompagne d'une vague de grèves joyeuses et d'occupations d'usines en mai et juin 1936.

Pour mettre fin à ce mouvement, Léon Blum signe avec les représentants du patronat et des ouvriers les accords Matignon qui prévoient des hausses de salaires mais aussi d'importantes réformes sociales comme les premiers congés payés et la semaine de travail limitée à 40 heures. De nombreux ouvriers partent pour la première fois en vacances durant l'été 1936. Mais les réformes sociales du Front populaire sont violemment critiquées par la droite et la bourgeoisie.

Les divisions du Front populaire entraînent finalement sa chute. En 1938, les radicaux, méfiants à l'égard des réformes, quittent le Front populaire pour rejoindre les partis de centre-droit, mettant ainsi fin à l'expérience politique du Front populaire.

Conclusion

Les crises économique et politique ont donc entraîné la formation du Front populaire. Après sa victoire de mai 1936, il met en œuvre une politique de gauche. Mais les divisions des forces de gauche mettent fin à cette expérience politique en 1938.

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 75

Collectivisation des terres en URSS	1929-1933
Hitler Chancelier	Janvier 1933
Front populaire en France	1936-1938
Annexion de l'Autriche par l'Allemagne	1938
Guerre d'Espagne	1936-1939

Chapitre 3 La Seconde Guerre mondiale (1939-1945)

La logique du chapitre

Les phases de la guerre sont rapidement traitées à partir de cartes, pour situer les zones de conflit, et les grandes étapes de la guerre. Il faut y distinguer la première période (l'offensive de l'Axe de 1939 à 1942) de la seconde (la contre-offensive des Alliés de 1942 à 1945) (pp. 78-79)

On étudie ensuite les éléments qui font de cette guerre une guerre totale et d'anéantissement à travers la guerre sur le front de l'Est (pp. 80-81)

Le génocide des Juifs et des Tsiganes est traité dans une deuxième partie, à part. Spécifique par son horreur et son degré, il est l'objet de deux études : les ghettos et les massacres des *Einsatzgruppen* (pp. 84-85) les centres de mise à mort (ou camps d'extermination) qui ont pour but la mort immédiate par le gaz, sont abordés à travers l'exemple d'Auschwitz-Birkenau (pp. 86-87)

Pour aller plus loin

Bibliographie

Pour les enseignants

- Claude Quétel, *La Seconde Guerre mondiale*, Perrin, coll. « Tempus », 2018. Une synthèse complète, l'auteur traitant tous les aspects de la guerre (questions militaires, diplomatiques, économiques, Shoah...), allant d'un front à l'autre et émaillant son texte de portraits enlevés.
- Anastasio Karababas, *La Shoah, l'obsession de l'antisémitisme depuis le XIX^e siècle*, Bréal, 2017. Petite synthèse simple, précise et actuelle, qui fait le point.
- Tall Bruttman, *Auschwitz*, La Découverte, 2015.
- Christopher R. Browning, *Des Hommes ordinaires*, coll. « Texto », Tallandier, 2007. La Shoah par balles par un bataillon de réserve de la police allemande : elle ne fut pas l'apanage des *Einsatzgruppen* et interroge sur la capacité d'un homme « ordinaire », pas nécessairement raciste, à tuer des êtres humains, hommes, femmes, enfants.
- « La Shoah par balles », revue *Histoire de la dernière guerre*, juillet-août 2011.
- Sophie Ferhadjian, Barbara Lefebvre (dir.), *Comprendre les génocides du XX^e siècle*, Éditions Bréal, 2007. Une analyse précise, synthétique des différents génocides du XX^e siècle et leur comparaison, en particulier des génocides arménien et juif.
- Jean Cardoen, *Résistances en Europe (1922-1945)*, Husson, 2015.
- Henri Michel, *La Guerre de l'ombre : la Résistance en Europe*, Grasset, 1970.
- Jacques Sémelin, *Sans armes face à Hitler. La résistance civile en Europe (1939-1943)*, Payot, 1989.
- Dans la revue *L'Histoire* :
 - « Ils ont résisté à Hitler », n° 37, octobre 2007.
 - « Les Résistants à Hitler », n° 171, novembre 1993.
 - « Auschwitz, la solution finale », n° 3, octobre 1998. Une synthèse sur les camps, en particulier sur Auschwitz et sur l'antisémitisme nazi.

Pour les élèves

- Martin Gray, *Au nom de tous les miens*, Pocket, 1971. Récit autobiographique recueilli par Max Gallo. L'histoire d'un Juif du ghetto de Varsovie qui traverse toute la guerre. Passionné les élèves et facile à lire.
- Art Spiegelman, *Maus*, Flammarion, 1991. Bande dessinée qui raconte l'histoire vraie d'une famille juive pendant la guerre.

Filmographie

- *La Liste de Schindler*, de Steven Spielberg, 1993 : l'évocation des années de guerre d'Oskar Schindler qui a sauvé de nombreux hommes et femmes du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau.
- *Stalingrad*, de Jean-Jacques Annaud, 2001 : l'affrontement entre deux tireurs d'élite utilisés par la propagande.
- *L'Armée des ombres*, de Jean-Pierre Melville, 1969 : la résistance intérieure française.
- *La Rafle*, de Roselyne Bosch, 2010 : la rafle du Vel' d'Hiv' en juillet 1942.

Sitographie

- Site Internet de la Fondation Charles de Gaulle : charles-de-gaulle.org (voir la rubrique « Espace pédagogique » sur les années de guerre).

PP. 76-77 OUVERTURE

Les deux photographies et la carte permettent d'évoquer les caractéristiques de la Seconde Guerre mondiale : une guerre totale et d'anéantissement et une guerre planétaire.

Le globe permet de situer dès le début du cours les deux grandes zones de conflit, en Europe et en Asie-Pacifique.

Les photographies représentent la violence de guerre sur les deux fronts : l'armée allemande sur le front de l'Est en URSS (p. 76) et le bombardement nucléaire à Hiroshima en Asie-Pacifique (p. 77).

La photographie en page de gauche représente la seconde bataille de Kharkov qui a eu lieu du 12 au 28 mai 1942, en Ukraine. Elle opposa les forces de l'Axe à l'Armée rouge, avec une offensive soviétique et une contre-attaque allemande. Les villages furent incendiés, les fermes pillées par la Wehrmacht.

PP. 78-79 REPÈRES UN AFFRONTMENT PLANÉTAIRE

La compétence « Je me repère dans le temps et l'espace » correspond bien à cette double page.

À partir de cartes, on montre l'extension du conflit et une brève chronologie met en évidence les temps forts de la Seconde Guerre mondiale.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 78

1. Les pays vaincus par l'Axe en 1939 et 1940 sont la Pologne, deux pays scandinaves (Danemark, Norvège), les pays d'Europe de l'Ouest (Pays-Bas, Belgique, France).
2. En juin 1941, l'Allemagne envahit l'URSS.
3. Les Occidentaux débarquent en Afrique du Nord en novembre 1942, puis, à partir de là, en Italie. D'autres débarquements suivent : en Normandie à partir du Royaume-Uni en juin 1944, et en Provence en août 1944. De 1943 à 1945, les Occidentaux libèrent l'Ouest de l'Europe. Au tout début de 1945, ils entrent en Allemagne.
4. Les grandes batailles remportées par les Soviétiques sont celles de Stalingrad, puis de Koursk (bataille de chars). De 1943 à 1945, ils libèrent ensuite l'Est de l'Europe (remarquez que la Yougoslavie est libérée par la Résistance ; les Soviétiques n'y laisseront pas de troupes).
5. Les Japonais font la conquête de l'Est de la Chine et de l'Indochine de 1934 à 1940, puis élargissent leurs conquêtes sur le continent (Thaïlande, Birmanie) et font la conquête des îles de l'océan Pacifique en 1941 et 1942.
6. La contre-offensive américaine s'oriente sur deux axes. Un premier axe, depuis Pearl Harbor, qui passe par les îles Gilbert et Mariannes depuis lesquelles les troupes américaines s'approchent des Philippines et des côtes japonaises à partir de 1944. Un second, qui part de Guadalcanal, plus au sud, et qui passe par les îles Salomon, la Nouvelle-Guinée et se termine à Bornéo en 1945. La contre-offensive américaine s'achève par les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki en août 1945, provoquant la capitulation du Japon en septembre.

PP. 80-81 ÉTUDE LA GUERRE SUR LE FRONT DE L'EST

La guerre sur le front de l'Est peut être qualifiée de guerre d'anéantissement. On montre la violence extrême de la guerre et on cherche en même temps à comprendre pourquoi les belligérants – les Allemands d'abord – agissent ainsi.

Le classement des informations précède la rédaction d'un développement construit, ce qui explique son classement dans la compétence « Pratiquer différents langages ». On peut aussi faire analyser des documents en détail : le document 1 (« Instructions sur le front de l'Est ») sur les motivations des nazis ou les documents 3 et 4 (« Journal d'un soldat allemand à Stalingrad » / « Les combattants russes à Stalingrad ») sur la violence des combats à Stalingrad.

Vidéo L'invasion de l'URSS

Cette vidéo est extraite de la série documentaire *Apocalypse : la Seconde Guerre mondiale* (composée de 6 épisodes de 52 minutes), diffusée en 2009.

1. Quand débute l'invasion de l'URSS ?

Réponse : Le 22 juin 1941.

2. Citez quelques alliés de l'Allemagne au moment de l'invasion.

Réponse : Finlandais, Roumains, Hongrois, Slovaques et Franquistes espagnols.

3. Sur quelles armes l'invasion allemande s'appuie-t-elle ?

Réponse : Chars (panzers), avions, canons.

4. Quelles sont les directions de l'avancée allemande ?

Réponse : Leningrad (Saint-Petersbourg), Moscou (capitale de Staline), Kiev et l'Ukraine (objectif économique).

5. Quels termes la propagande allemande utilise-t-elle pour qualifier l'URSS ?

Réponse : Le judéo-bolchevisme, les hordes asiatiques, la puissance des ténèbres.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 80

Parcours 1

1. Pour ces deux généraux allemands, l'armée doit être « impitoyable ». Elle doit donner un sévère châtimement à la « juiverie », affamer les populations, et mener une guerre « d'anéantissement total et sans pitié de l'ennemi. »

La justification de la violence est idéologique. Il faut pouvoir exterminer le « système judéo-bolchevique ». C'est la condition de « l'existence du peuple allemand », de la défense de la culture européenne. De fait, les nazis détestent le régime communiste et sont antisémites. Par ailleurs, aucune humanité n'est nécessaire avec la population slave qui est l'ennemi du peuple allemand (« le vieux combat des Germains contre les Slaves »). On peut donc l'affamer, surtout si c'est pour mieux nourrir l'Allemagne.

2.a. Les Russes se battent dans les ruines de la ville jusqu'à la mort avec « un désespoir de bêtes féroces ». Ils savent qu'ils ont de grandes chances de mourir s'ils sont faits prisonniers (et s'ils reculent, ils sont aussi fusillés par les leurs).

2.b. Les Allemands souffrent particulièrement du froid et de la faim durant l'hiver 1943 (encerclés, ils doivent ensuite se rendre).

3. Les prisonniers de guerre russes sont massacrés. Ils meurent de froid et de faim dans d'immenses camps ouverts en Russie (on pourra aussi évoquer le sort des prisonniers allemands, fusillés ou envoyés dans les camps du Goulag).

4. En URSS, les civils subissent une grande violence. Les détachements SS ont brûlé vifs les habitants des villages envahis. Ils ont détruit les vivres, les maisons et les biens. Cette violence est telle que le nombre de victimes civiles en URSS est supérieur aux pertes militaires (presque 17 millions contre un peu plus de 10 millions). Parmi ces civils, les Juifs sont particulièrement ciblés : 36 % des Juifs d'URSS ont été tués pendant la guerre.

Parcours 2

La justification de la violence	La violence entre militaires	La violence contre les civils
- Détruire le « système judéo-bolchévique ». - Châtier les Juifs « forces intellectuelles de la terreur soviétique ». - Continuer le « vieux combat des Germains contre les Slaves » et donc affamer la population. - Nourrir l'Allemagne en se ravitaillant sur le territoire ennemi. - Lutter « pour l'existence du peuple allemand ».	- Combats à mort dans les ruines de Stalingrad. - Refus des Russes de se rendre lors des combats (« par ordre des commissaires politiques »). - Massacre des prisonniers de guerre soviétiques (camps de prisonniers à ciel ouvert où ils meurent de froid et de faim). - 70 % des prisonniers de guerre soviétiques sont tués (3,5 millions sur 5 millions). - Plus de 10 millions de morts parmi les militaires soviétiques.	- Pillage du territoire par l'Allemagne. - Massacres de civils, souvent en représailles des actions de la résistance. - Incendie des villages, des maisons, destruction des récoltes et du ravitaillement lors de la retraite des armées allemandes. - Déportation de civils en Allemagne pour le travail, où beaucoup mourront (41,5 % de morts). - Massacre des Juifs d'URSS (36 % des Juifs d'URSS). - Plus de 16 millions de civils tués (plus que de militaires).

Proposition de développement construit :

Sur le front de l'Est, la violence est extrême. À Stalingrad, les Russes et les Allemands se battent jusqu'à la mort dans les ruines de la ville. Les Allemands laissent mourir les prisonniers soviétiques de froid et de faim dans de vastes camps à ciel ouvert (inversement les prisonniers allemands disparaissent dans les camps du Goulag). L'armée allemande n'a aucune pitié pour les civils, qu'elle n'hésite pas à affamer volontairement. Par ailleurs, elle est « impitoyable » avec les Juifs, ce qui signifie qu'elle les extermine volontairement, hommes, femmes ou enfants. La mortalité est donc considérable sur le front de l'Est.

Cette violence extrême s'explique par l'idéologie nazie. Pour les nazis, il faut détruire le système communiste, ainsi que les Juifs, car ils menacent la culture européenne et tout simplement l'existence du peuple allemand. Les Slaves sont aussi une « race inférieure » qu'il ne faut pas hésiter à détruire. Inversement, les Soviétiques veulent défendre leur patrie et chasser l'ennemi à tout prix.

PP. 82-83 COURS 1 UNE GUERRE D'ANEANTISSEMENT

Deux aspects sont ici mis en avant :

- l'étendue de la guerre qui concerne le monde entier (contrairement à la Première Guerre mondiale, essentiellement centrée sur l'Europe) et mobilise toute la société ;
- la violence extrême de la guerre, qui concerne les combattants mais aussi les civils. Le bilan humain et matériel est d'une tout autre ampleur que celui de la Première Guerre mondiale.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 83

Doc. 3 Un témoignage sur Hiroshima

Ce témoignage montre les terribles conséquences du bombardement atomique : bilan matériel (destruction des bâtiments) et humain (morts, blessés, irradiés).

Le professeur peut associer ce témoignage à la carte 2 (« Le bombardement atomique du Japon (août 1945) »), ainsi qu'à la vue d'Hiroshima après le bombardement (photographie p. 77). On pourra ainsi décrire le bilan matériel et humain, avec 70 000 personnes tuées sur le coup. Le professeur peut aussi aborder les conséquences géopolitiques des bombardements atomiques. Après celui de Nagasaki (9 août), l'empereur Hirohito appelle à cesser le combat le 15 août. Le 2 septembre, le Japon capitule et la Seconde Guerre mondiale s'achève.

Doc. 4 Les morts de la Seconde Guerre mondiale

1. Les trois pays qui ont le plus de morts sont l'URSS, la Chine et l'Allemagne. En Europe, les combats ont surtout lieu sur le front de l'Est, où la guerre est d'une violence extrême : c'est ce qui explique la forte mortalité en URSS et en Allemagne. En Asie, le Japon est en guerre contre la Chine dès les années 1930, la mortalité y est donc très forte.
2. La France a été vaincue dès 1940 et les États-Unis sont intervenus dans la guerre à partir de 1942, donc tardivement. De plus, la guerre n'a pas eu lieu sur son territoire (peu de morts civils), mais en Asie-Pacifique où il s'agissait surtout pour les Américains de reconquérir les îles aux Japonais.

PP. 84-85 ÉTUDE LES GHETTOS ET LES FUSILLADES

L'extermination ne commence pas avec les camps d'extermination. Les ghettos constitués à partir de 1940 sont déjà un moyen, trop lent pour les nazis, de tuer. Mais ce sont les fusillades dans les régions conquises de l'URSS qui lancent le génocide à partir de juin 1941. Des unités spéciales composées de SS, les *Einsatzgruppen*, suivent l'armée allemande en URSS et organisent l'extermination systématique des Juifs et des Tsiganes dans les régions occupées. On remarquera le faible nombre de tueurs. C'est que leur action s'appuie sur le soutien de volontaires locaux (Ukrainiens, Baltes), ainsi que de bataillons de policiers allemands et de soldats de la Wehrmacht.

Les populations des ghettos sont envoyées vers les camps d'extermination polonais à partir de 1942. Fin 1943, les ghettos sont rasés (fin du ghetto de Varsovie) et les camps d'extermination sont détruits pour ne laisser aucune trace du génocide (Sobibor, Treblinka, Belzec). Les habitants du ghetto de Varsovie ont été systématiquement exterminés dans le camp de Treblinka construit dans ce but. Plusieurs compétences peuvent ici être exercées : « Analyser des documents », « Pratiquer différents langages » à travers la rédaction de paragraphes.

Vidéo La Shoah par balles

Cette vidéo est extraite de la série documentaire *Apocalypse : la Seconde Guerre mondiale* (composée de 6 épisodes de 52 minutes), diffusée en 2009.

1. Qui fait partie des *Einsatzgruppen* ?

Réponse : SS, policiers et soldats de la Wehrmacht.

2. Comment sont massacrés les Juifs ?

Réponse : Les Juifs sont placés dans de longues fosses communes où ils sont exécutés.

3. Combien de Juifs sont massacrés dans le ravin de Babi Yar et en combien de temps ?

Réponse : 33 071 Juifs, en deux jours.

4. Comment évolue le processus d'extermination ?

Réponse : Les SS créent des camions au gaz d'échappement, puis les chambres à gaz.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 85

Parcours 1

1. Les ghettos présentés ici (Lodz, Varsovie) sont situés dans la partie polonaise du Grand Reich.
2. Le témoignage (doc. 1) et la photographie (doc. 2) montrent les conditions de vie difficiles dans le ghetto. La famille vit à 5 dans une pièce. On y meurt de faim et de maladie (typhus). À partir de 1942, les Allemands y font des rafles de personnes qu'ils déportent dans les camps d'extermination.
3. Il y a 4 *Einsatzgruppen* et ils interviennent sur le front de l'Est, en suivant la Wehrmacht : pays Baltes, Biélorussie, Ukraine, Russie. Il y a 600 à 1 000 SS dans chacun des *Einsatzgruppen*.
4. Les Juifs sont exterminés par balles. Regroupés dans les villes et villages traversés, ils sont conduits dans de grandes fosses où ils sont fusillés par les SS et des auxiliaires locaux.

Le professeur peut aussi présenter un tableau à compléter, selon le modèle suivant :

	Lieux	Dates	Processus d'extermination
Ghettos	Pologne (Varsovie, Lodz...)	À partir de 1940	Enfermement dans les quartiers fermés des villes Famine, maladies. Déportation vers les camps d'extermination à partir de 1942
Einsatzgruppen	URSS (Ukraine, pays Baltes, Biélorussie...)	À partir de juin 1941	Regroupement des juifs (hommes, femmes, enfants) puis tués par balles dans des fosses dans des lieux reculés.

Parcours 2

- En septembre 1939, les Allemands envahissent la Pologne. Ils concentrent aussitôt les Juifs dans des ghettos entourés de murs. Beaucoup y meurent de la faim ou des maladies liées à l'entassement. À partir de 1942, les Juifs des ghettos commencent à être envoyés dans les camps d'extermination pour y être gazés.

- En juin 1941, lors de l'invasion de l'URSS, les Allemands décident d'exterminer les Juifs. Des unités spéciales sont chargées de suivre l'armée et d'organiser le massacre systématique des populations juives qui s'y trouvent. Les Juifs – hommes, femmes, enfants – sont rassemblés et conduits hors des villes et des villages devant des fosses où ils sont fusillés en masse et enterrés. Ainsi, le massacre des Juifs par les Allemands commence par l'enfermement dans les ghettos de Pologne et se transforme en génocide à partir de 1941.

PP. 86-87 ÉTUDE LE CAMP D'AUSCHWITZ-BIRKENAU

Auschwitz-Birkenau est un camp d'extermination (ou centre de mise à mort) qui appartient au complexe concentrationnaire d'Auschwitz, qui comprend aussi les camps d'Auschwitz 1 et d'Auschwitz-Monowitz.

Il s'agit ici d'un camp d'extermination ou centre de mise à mort pour des Juifs venant de toute l'Europe. C'est le camp où ont été conduits la plupart des Juifs français, à partir de Drancy. Mais il s'agit aussi d'un camp de concentration. Les Juifs ne sont pas tous massacrés quand ils arrivent : seuls les « inaptes au travail » sont immédiatement gazés (femmes avec enfants, personnes âgées). Il y a donc une sélection à l'arrivée. Cependant, la part des sélectionnés pour le travail diminue avec le temps et, en 1944, en moins de 8 semaines, la grande majorité des 430 000 Juifs hongrois qui y sont envoyés est gazée à l'arrivée.

Dans les centres de mise à mort (Belzec, Sobibor, Chelmno, Treblinka), on envoyait uniquement les Juifs et les Tsiganes. Presque tout le monde était tué à l'arrivée. Seules quelques centaines de personnes étaient choisies pour se charger des vêtements ou des chambres à gaz, et il y avait donc peu de baraquements pour les prisonniers. Il y a eu très peu de rescapés puisque le but était l'extermination immédiate (moins d'une centaine de rescapés pour plus de 800 000 morts à Treblinka, quelques personnes à Sobibor). Ces camps ont été rasés dès 1943, alors que les Allemands n'ont pas eu le temps de détruire Auschwitz.

Il est donc dangereux pour la compréhension du génocide de faire d'Auschwitz-Birkenau le modèle des centres de mise à mort dans la mesure où celui-ci a aussi été un camp de concentration.

À l'issue de cette double page, il peut être proposé aux élèves de rédiger un paragraphe sur l'extermination des Juifs à Auschwitz (compétence « Pratiquer différents langages »).

Vidéo : Témoignage d'une rescapée

Il s'agit ici d'un reportage sur la visite d'une rescapée d'Auschwitz, Ginette Kolinka, accompagnant des élèves dans le camp d'Auschwitz-Birkenau. Ce court reportage est diffusé aux actualités de TF1 en janvier 2020.

1. À quelle date Ginette Kolinka est-elle arrivée dans le camp ?

Réponse : En avril 1944.

2. Où sont conduits le père et le frère de Ginette Kolinka ?

Réponse : Les plus faibles sont conduits dans des camions qui les emmènent vers la chambre à gaz.

3. Combien sont-elles par couchette ? Où se lavent-elles ?

Réponse : 6 par couchette. Il y a des sanitaires mais, en 6 ou 7 mois, Ginette Kolinka ne s'est jamais lavée.

4. Comment est qualifiée Birkenau ?

Réponse : Saleté, cruauté, puanteur.

5. Quel était son travail dans le camp ?

Réponse : Casser des cailloux, placer des rails, creuser des fossés.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 87

Parcours 1

1. Les déportés arrivent en train de toute l'Europe.

2. La photographie montre l'arrivée des Juifs à Auschwitz, sur la rampe. C'est là que les nazis font la sélection. Après avoir constitué deux colonnes (les femmes et les enfants à gauche), les hommes à droite, des médecins vont sélectionner ceux qui vont être immédiatement gazés. Les femmes avec enfants, les enfants, les personnes âgées, considérés comme « inaptes au travail » vont être gazés. Les autres vont être dirigés vers les baraquements du camp.

3. Les Juifs envoyés à la mort sont conduits vers les crématoires, un ensemble formé de chambres à gaz et de fours d'incinération des personnes gazées (K sur le plan). On faisait croire aux victimes qu'elles allaient être douchées mais en fait on introduisait dans les fausses douches un gaz mortel (le Zyklon B) par de petites ouvertures.

Sur l'image, on voit les fours crématoires III, dessinés par David Olère qui a été déporté à Auschwitz et qui a fait partie des *Sonderkommando*. Les cadavres, montés par un ascenseur visible à l'arrière-plan, arrivaient dans la salle des fours crématoires. Ils étaient tirés dans une rigole remplie d'eau (que l'on voit à droite), pour faciliter le glissement, jusqu'à la bouche des fours. Les corps étaient ensuite brûlés par le *Sonderkommando*. Sur l'image, les victimes sont des femmes et des enfants, c'est-à-dire des Juifs qui viennent d'arriver à Auschwitz. Il y a de nombreuses chambres à gaz (4 chambres à gaz et crématoires à Birkenau, le K1 se trouvant à Auschwitz 1) preuve que l'on gase de nombreuses personnes,

4. La vidéo permet d'aborder la condition des détenus à Birkenau. Les baraquements sont divisés en trois ensembles : les baraquements pour les hommes juifs, pour les femmes juives, et pour les Tsiganes. Les déportés juifs qui ont échappé à la mort immédiate sont donc envoyés dans le camp pour y travailler. Mais ils sont à peine nourris et doivent fournir un travail quotidien harassant. Ils peuvent être assassinés à tout moment par les gardes SS ou par les kapos, les détenus qui responsables des baraquements. Quand ils ne sont plus capables de travailler, très amaigris ou malades, ils sont à leur tour gazés.

Parcours 2

Les Juifs étaient envoyés par train de toute l'Europe. À leur arrivée dans le camp, les femmes et leurs enfants, les personnes âgées ou trop faibles étaient directement conduites dans les chambres à gaz, les autres dans le camp pour y travailler.

Les chambres à gaz étaient camouflées en douches. On y introduisait le gaz par de petites ouvertures. Puis, les cadavres étaient montés par un ascenseur jusqu'aux fours crématoires où ils étaient brûlés par les membres des *Sonderkommandos*, des Juifs chargés de cette tâche.

Les déportés qui n'étaient pas immédiatement gazés étaient conduits dans les baraquements du camp. Ils étaient à peine nourris. Ils mouraient de faim, de maladies ou tués par les gardiens du camp. Quand ils étaient affaiblis ou malades, ils étaient à leur tour exterminés.

PP. 88-89 COURS 2 LE GÉNOCIDE DES JUIFS ET DES TSIGANES

La leçon permet de faire le point sur le génocide, à travers des documents plus généraux : la décision de la « solution finale », les différents processus d'extermination sur une carte, le bilan humain. Un document sur les Tsiganes permet d'évoquer le deuxième génocide (les nazis s'interrogeant un certain temps sur leurs origines aryennes ; les Tsiganes d'Auschwitz ne sont gazés qu'en 1944).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 88-89

Doc. 1 La décision de la « Solution finale »

1. Goering est le bras droit de Hitler. Il écrit une lettre à un autre responsable nazi, Reinhard Heydrich, qui va plus tard diriger la Conférence de Wannsee.
2. Le régime nazi décide d'exterminer les Juifs d'Europe (d'où le terme de « solution finale »). Cela concerne donc 11 millions de personnes : « la solution globale de la question juive ».
3. La mission de Heydrich est d'organiser ce génocide et de fournir à Goering un « plan d'ensemble des mesures organisationnelles ».

Doc. 2 Le génocide des Juifs et des Tsiganes en Europe

Les camps de concentration ont été créés en Allemagne. Les ghettos se trouvent en Pologne et certaines régions de l'URSS (surtout les pays Baltes). Les fusillades ont lieu à partir de 1941 dans la partie occupée de l'URSS. Les camps d'extermination que les historiens français désignent aujourd'hui sous le nom de « centres de mise à mort », sont ouverts à partir de 1942. Ils se trouvent dans la partie orientale du Grand Reich, en Pologne : à l'origine, leur but était d'exterminer rapidement les Juifs des ghettos polonais.

PP. 90-91 ÉTUDE LES RÉSISTANCES EUROPÉENNES

On aborde la résistance opposée dans tous les pays d'Europe à l'occupation et au régime hitlériens, ainsi qu'à la collaboration avec ce dernier. La lutte pour la libération se développe sur le plan national sous des formes variées, et son intensité (faible en Europe septentrionale, très forte dans les Balkans et en Europe orientale) répond à celle des exactions nazies.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 90

Parcours 1

1. Hitler a installé une « tyrannie » en Allemagne comme dans l'Europe qu'il occupe. De plus, il est directement responsable de la défaite de Stalingrad (février 1943), qui a coûté la vie à 300 000 soldats allemands.
2. L'heure de l'insurrection paraît être venue, car l'Armée rouge se rapproche de Varsovie, et les résistants pensent qu'ils peuvent profiter de la retraite des soldats allemands pour libérer la ville. Mais les troupes soviétiques stationnées à proximité de Varsovie insurgée n'interviennent pas. D'abord car les patriotes polonais qui ont lancé l'insurrection ne sont pas communistes, ensuite parce que Staline veut que ce soit l'Armée rouge (et non les habitants) qui libère la ville, et enfin pour ménager ses soldats pendant que les Allemands s'usent à réprimer les insurgés. Mais cela laisse aux soldats allemands assez de temps pour écraser l'insurrection.
3. Les résistants grecs commencent par mener un combat pacifique, au moyen de manifestations contre l'occupation du pays. Puis ils passent à la lutte armée en créant des maquis pour harceler les troupes d'occupation et libérer des portions de territoire grec.
4. La Yougoslavie devient communiste à la Libération parce que Tito, chef de la principale force de résistance, qui est parvenu à chasser l'occupant du pays, est communiste et a bénéficié du soutien de l'URSS.

Parcours 2

La Résistance	Les raisons	Les formes	La répression
La Rose blanche en Allemagne (1943)	- Tyrannie hitlérienne - Exactions nazies en Europe - Défaite à Stalingrad	Propagande (tracts)	Arrestation puis exécution du groupe
L'insurrection de Varsovie (1944)	- Occupation nazie de la ville ; - Se libérer avant l'arrivée de l'Armée rouge	Insurrection armée	- Destruction de Varsovie - Exécution des insurgés et des habitants (200 000 morts)
La Résistance grecque (Athènes, 1942)	- Privations et famine - Détention de prisonniers	- Manifestation - Distribution de tracts.	Tirs mortels sur les manifestants

PP. 93-95 JE M'ENTRAÎNE

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 93

Les questions ne portent que sur le document 1. La photographie est là pour apporter des informations complémentaires et pour aider à répondre à la question 3.

1. Le discours a lieu en août 1945. En Europe, la guerre est terminée (armistice du 8 mai) et en Asie, les navires américains se rapprochent des côtes japonaises et bombardent massivement les villes nippones.
2. Dans ce discours, Truman utilise la bombe atomique pour obtenir la capitulation du Japon. C'est son seul objectif. « Si le Japon ne capitule pas, il faudra lâcher les bombes », « seule une capitulation nous arrêtera ».
3. Selon Truman, il s'agit de détruire les industries de guerre, « ce qui entraîne malheureusement la perte de milliers de vies civiles ». La bombe atomique a été lâchée sur Hiroshima, « une base militaire, afin d'éviter dans la mesure du possible la mort de civils. » Mais en fait, la bombe n'a pas fait de détails : elle a tué immédiatement et indistinctement 70 000 personnes, dont une très grande majorité de civils. De plus, les irradiations tueront de nombreuses personnes dans les semaines et les mois suivants, sans doute 80 000. Beaucoup porteront des séquelles irréversibles. La bombe détruit aussi les maisons, les monuments. Truman minimise donc les effets de la bombe pour rendre son usage acceptable par l'opinion publique américaine et mondiale. Les responsables américains pourraient d'ailleurs être accusés de crimes contre l'humanité au même titre que les dirigeants nazis ou japonais qui vont être jugés dans les procès de Nuremberg et de Tokyo.
4. Truman justifie moralement la production et l'usage de la bombe atomique. Il utilise plusieurs arguments. Ainsi, les Américains l'ont fabriquée parce que les Allemands la fabriquaient. Il s'agissait donc de se défendre. Par ailleurs, son usage évite la mort de milliers d'Américains parce qu'elle permet de raccourcir la guerre et d'éviter aussi un débarquement sur le territoire japonais qui aurait été coûteux en hommes. Enfin, les Japonais ont exécuté des milliers de prisonniers américains et ne respectent pas les lois de la guerre, et, dans ces conditions, les Américains peuvent se permettre d'employer cette arme meurtrière contre le Japon.
5. La bombe permet de l'emporter avant que les Soviétiques libèrent et occupent les territoires japonais. En effet, l'URSS est entrée en guerre contre le Japon le 8 août et occupe rapidement la Mandchourie, la Corée du Nord, les îles de l'archipel nippon (îles Kouriles et Sakhaline). Il faut donc obtenir la capitulation du Japon avant que l'Armée rouge ne contrôle une trop grande partie de la région. Le 15 août, l'empereur Hirohito annonce la fin des combats et le Japon capitule le 2 septembre, permettant donc aux États-Unis d'installer leur ordre en Asie-Pacifique avant que les Soviétiques y aient un poids trop important.

ANALYSE DE DOCUMENTS 2 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 94

Document 1

1. Le dragon et ses colliers symbolisent l'URSS, le communisme (étoile rouge avec faucille et marteau) et le judaïsme (étoile de David), c'est-à-dire le prétendu judéo-bolchevisme.
2. L'affiche veut montrer qu'il faut s'engager dans la Waffen SS pour détruire l'URSS et le judéo-bolchevisme.
3. Les *Einsatzgruppen* suivent la Wehrmacht dans sa progression sur le front de l'Est et regroupent et exécutent les Juifs – hommes, femmes, enfants –, les Tsiganes et les cadres communistes. L'extermination se fait presque toujours par fusillade dans des fosses qui sont ensuite recouvertes de terre.

Document 2

4. Les partisans mènent une guerre de harcèlement et multiplient les actions de sabotage : ils font sauter les trains ou les camions de transport qui transportent les marchandises et les troupes allemandes. Ils se mêlent à la population civile et il est difficile de les reconnaître.
5. Il s'agit ici du témoignage d'un officier allemand, August von Kageneck. L'armée allemande combat les partisans en détruisant les villages et en y massacrant la population civile. L'auteur cite le chiffre de 1 500 morts, y compris des femmes et des enfants, et des déportations vers l'Allemagne, mais il minimise certainement les massacres auxquels il a participé et le nombre de morts à sans

doute été beaucoup plus important lors de cette opération. L'armée n'a certainement pas fait la différence entre les civils qui ont effectivement aidé les partisans et ceux qui ne l'ont pas fait.

Documents 1 et 2

6. Les Allemands mènent une guerre d'anéantissement sur le front de l'Est. Des unités SS, les *Einsatzgruppen*, sont chargées de suivre la Wehrmacht en territoire soviétique et d'exterminer les Juifs – hommes, femmes, enfants –, les Tsiganes et les cadres communistes. Ils sont fusillés dans des fosses qui sont ensuite recouvertes de terre. Ils sont souvent aidés par des auxiliaires locaux, mais aussi par l'armée ou des bataillons de police. C'est le début du génocide des Juifs et des Tsiganes.

La population civile devient aussi une cible. Pour les nazis, il faut étendre l'espace vital nécessaire aux Allemands et n'avoir aucune pitié pour les populations civiles. En représailles des actions de la résistance, ils rasent des villages, massacrent des civils, y compris femmes et enfants, et déportent une partie de la population vers l'Allemagne.

On peut ainsi parler d'une guerre d'anéantissement dans la mesure où les populations civiles, et en particulier les Juifs, sont la cible des massacres.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 95

Introduction

La Seconde Guerre mondiale dure de 1939 à 1945 et concerne la planète tout entière, mais elle est particulièrement dure sur le front de l'Est, qui oppose l'Allemagne nazie à l'Union soviétique entre juin 1941 et mai 1945. C'est une guerre qui cherche à anéantir l'adversaire, sans distinction entre civils et militaires.

En quoi la guerre sur le front de l'Est est-elle une guerre d'anéantissement ?

Partie I

L'Allemagne nazie et l'URSS communiste se livrent une guerre idéologique.

Les Allemands veulent étendre leur « espace vital » aux dépens des Slaves et détruire ce qu'ils appellent le « judéo-bolchevisme » qui serait à l'œuvre à l'Est et qui représenterait selon eux le pire danger pour l'Allemagne et le monde. Il ne faut avoir aucune pitié ni pour les militaires, ni pour les civils. Les Allemands viennent donc conquérir le territoire soviétique pour en faire leur territoire. De leur côté, les soldats soviétiques défendent leur existence et leur territoire face à l'armée allemande et ont l'ordre impératif de Staline de ne jamais reculer. Ceux qui reculent face à l'ennemi sont fusillés et celui qui est fait prisonnier est considéré comme un traître par Staline.

Partie II

La guerre sur le front de l'Est est donc particulièrement violente.

Sous partie 1 La violence des combats est terrible. Les deux camps possèdent des armes de plus en plus nombreuses et puissantes, artillerie lourde, tanks et avions qui peuvent tuer massivement. La prise des villes est le théâtre de combats acharnés. La bataille de Stalingrad dure ainsi plusieurs mois et fait des centaines de milliers de morts en 1942-1943. Les lois admises de la guerre ne sont plus respectées. Les prisonniers de guerre soviétiques qui ne sont pas directement exécutés sont parqués dans des camps en plein air où ils meurent de froid et de faim. Les prisonniers allemands disparaissent de leur côté dans les camps du Goulag.

Sous partie 2 La violence s'exerce aussi contre les civils. L'armée allemande pille les régions occupées et réquisitionne les vivres et le matériel, ce qui entraîne des famines. Les villages soupçonnés de soutenir les partisans sont incendiés et les habitants massacrés ou déportés en Allemagne pour le travail forcé. Enfin des unités SS, les *Einsatzgruppen*, suivent l'armée allemande et fusillent systématiquement les Juifs, les Tsiganes, ainsi que les cadres communistes. Au total, en URSS, plus de 10 millions de militaires soviétiques trouvent la mort et plus de 15 millions de civils.

Conclusion

La guerre sur le front de l'Est est donc bien une guerre d'anéantissement, pour des raisons idéologiques. Elle cherche à anéantir l'adversaire, aussi bien les militaires que les civils.

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 95

1^{er} septembre 1939 : Invasion de la Pologne.

22 juin 1941 : Invasion de l'URSS.

Décembre 1941 : Entrée en guerre des États-Unis.

Février 1943 : Victoire soviétique à Stalingrad.

8 mai 1945 : Fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

Août 1945 : Hiroshima et Nagasaki.

Chapitre 4 La France dans la guerre (1940-1944)

La logique du chapitre

Le chapitre aborde le dernier point du premier thème ; il s'organise en deux blocs, pourvus chacun d'une leçon.

Une première étude expose l'ampleur et la rapidité de la défaite (pp. 98-99), porteuse d'un choc considérable dans le pays, avec pour conséquences la chute du régime républicain et l'installation d'un régime autoritaire. Le régime de Vichy, qui fait l'objet de la deuxième étude (pp. 100-101) est porteur d'un régime de Révolution nationale et entre dans la collaboration avec l'Allemagne. La première leçon (pp. 102-103) met l'accent sur ces trois éléments (défaite, Révolution nationale, collaboration).

Le second bloc est consacré aux opposants et aux alternatives tant à l'occupation qu'à la collaboration et à la politique de Vichy :

- la France libre, résistance extérieure structurée autour du général de Gaulle (étude pp. 104-105) ;
- les résistants de l'intérieur, mouvements de résistance et maquis (étude pp. 106-107) ;
- une tâche complexe autour de l'engagement résistant de Lucie Aubrac du mouvement Libération-Sud (pp. 108-109).

La deuxième leçon (pp. 110-111) fait le point sur la résistance, son unification et la libération finale du pays.

Pour aller plus loin

Bibliographie

Pour les enseignants

- Henry Rousso, *Vivre sous l'Occupation*, Paris, Gallimard, coll. « Découvertes », 1992.
- Marc-Olivier Baruch, *Le Régime de Vichy*, Paris, Éd. La Découverte, coll. « Repères », 1996.
- Bénédicte Vergez-Chaignon, *La Résistance*, Métive, coll. « Tout comprendre », 2016.
- Laurent Joly (dir.), *Vichy, histoire d'une dictature, 1940-1944*, Tallandier, 2025.
- Dans la revue *L'Histoire* :
 - « Résistants et collaborateurs », n° 80, juillet-août 1985.
 - « L'année 1940 », n° 129, janvier 1990.
 - « L'antisémitisme en France », n° 148, oct. 1991.

Sources documentaires :

- « Vichy 1940-1944 », *La Documentation photographique*, n° 6 102, août 1989.
- « Résistances (1940-1945) », *La Documentation photographique*, n° 6 106, avril 1990.
- « Vivre en France sous l'Occupation », *TDC* n° 852, 15 mars 2003.

Témoignages :

- Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse. Lyon, mai 1943. Londres, février 1944*, Seuil, 1984.
- Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Gallimard, Folio, 2009.
- Albert Grumberg, *Journal d'un coiffeur juif sous l'Occupation*, L'Atelier, 2001.

Pour les élèves

- Lucie Aubrac, *La Résistance expliquée à mes petits-enfants*, Paris, Seuil, 2000.
- Joseph Joffo (et Patrick Cauvin), *Un Sac de billes*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1973 (réed. Livre de Poche, 2001).
- Bande dessinée : Fabien Nury et Sylvain Vallée, *Il était une fois en France*, Glénat, (6 tomes).

Sitographie

- La visite virtuelle du Mémorial de Caen : www.memorial-caen.fr
- Des témoignages de résistants : www.musee-resistance.com

Filmographie

- *L'Armée des ombres*, de Jean-Pierre Melville, 1969.
- *Le Chagrin et la Pitié*, de Marcel Ophüls, 1969.
- *Lacombe Lucien*, de Louis Malle, 1974.
- *Un Sac de billes*, de Jacques Doillon (1975), puis de Christian Duguay (2017).
- *Monsieur Klein*, de Joseph Losey, 1976.
- *Adieu les enfants*, de Louis Malle, 1987.
- *La Rafle*, de Rose Bosch, 2010.
- *Un Village français*, de Fr. Krivine, Ph. Triboit et E. Daucé (série télévisée créée pour France 3 / saisons 1 à 6 : de 1940 à 1944).

Les photographies soulignent les attitudes diamétralement opposées face à la défaite et l'Occupation du pays par l'Allemagne nazie : d'un côté la collaboration engagée par le Maréchal Pétain, chef de « l'État français » installé à Vichy ; de l'autre, la poursuite de la lutte, aux côtés de l'Angleterre et en France par un général dissident, Charles de Gaulle.

PP. 98-99 ÉTUDE LE CHOC DE LA DÉFAITE (ÉTÉ 1940)

La double page rappelle rapidement la défaite éclair de mai-juin 1940 et insiste sur ses conséquences : désorganisation (exode), avènement du maréchal Pétain ayant pour conséquences un armistice aux conditions drastiques et la fin de la III^e République, remplacée par un régime autoritaire installé à Vichy.

Vidéo La défaite française et l'armistice

1. Qui succède au Président du Conseil Paul Reynaud et quel jour ?

Réponse : Le maréchal Pétain succède à Paul Reynaud le 16 juin 1940.

2. Qu'annonce son successeur ?

Réponse : Qu'il veut signer l'armistice avec l'Allemagne victorieuse.

3. Qui parle pour la première fois à la BBC le 18 juin 1940 ?

Réponse : Le général de Gaulle s'adresse aux Français depuis Londres.

4. Quelle revanche Hitler organise-t-il à Rethondes (près de Compiègne), le 22 juin 1940 ?

Réponse : Hitler fait signer l'armistice dans le wagon et à l'endroit où s'est déroulé l'armistice de l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 99

Parcours 1

1. Les habitants fuient avec les moyens à leur disposition devant l'avancée des troupes allemandes (à pied, à vélo ou en véhicule) et se dirigent vers le Sud de la France.

2. Pétain annonce qu'il dirige le gouvernement français, et appelle à cesser le combat contre l'Allemagne, ce qui ouvre la voie à des négociations avec le vainqueur.

3.a. Le territoire français, unifié sous la République, est désormais divisé en cinq zones, dont trois sont contrôlées par l'Allemagne (au nord et à l'est), une par l'Italie (au sud-est) et la dernière (zone dite « libre ») est sous l'autorité du régime de Vichy, dirigé par le maréchal Pétain.

3.b. Les soldats français faits prisonniers par les Allemands lors de la campagne de mai-juin 1940 doivent rester en captivité. Les réfugiés allemands en France seront capturés et remis aux Allemands.

4. Pétain met fin à la République car celle-ci reposait sur la séparation des pouvoirs, et il les exerce tous (exécutif, législatif). De plus, les chambres de la III^e République ne siègent plus. Enfin, on ne parle plus de République mais d'un régime qui s'appelle « État français ».

Parcours 2

1. Pétain est le nouveau président du Conseil.

2. Les « dures épreuves » sont aussi bien les combats que l'exode.

3. Il annonce qu'il faut cesser le combat et qu'il va négocier avec Hitler.

4. Pétain attend des Français qu'ils cessent de combattre et qu'ils lui fassent confiance pour négocier un armistice honorable avec l'Allemagne nazie victorieuse.

PP. 100-101 ÉTUDE VICHY ET LA COLLABORATION

Cette étude aborde le programme de Révolution nationale voulu par Philippe Pétain une fois le régime de Vichy établi : son idéologie et la politique d'exclusion frappant les Juifs français. La page de droite porte sur la collaboration entreprise par l'État français, sa justification, la collaboration économique avec l'Allemagne nazie et de la persécution des Juifs.

Vidéo La collaboration d'État

1. Quels dirigeants français (visibles ici) s'engagent dans la politique de collaboration ?

Réponse : Le maréchal Pétain et Pierre Laval, son principal ministre.

2. Dans quels buts la collaboration est-elle engagée côté français ?

Réponse : Adoucir les conditions d'armistice et traiter d'égal à égal avec l'Allemagne victorieuse.

3. Quelle est l'attitude de Hitler vis-à-vis de la proposition de collaboration française ?

Réponse : Il rencontre Pétain à Montoire fin octobre 1940 pour en parler, mais il veut une collaboration à sens unique, au seul profit du III^e Reich.

4. Quels sont les principaux domaines de la collaboration ?

Réponse : Elle est économique, militaire et contribue aux persécutions (génocide des Juifs étrangers et français).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 101

Parcours 1

1. Philippe Pétain, représenté en haut au centre de l'image, est de plus grande taille que les autres personnages. On rappelle sa dignité de maréchal (bâton étoilé) et il est associé à la France (drapeaux). On peut donc bien parler de culte de la personnalité. La société voulue par Pétain est traditionnelle : elle repose sur une famille nombreuse, où la mère, au foyer, est exclusivement vouée au soin des enfants. Le régime de Vichy fait l'éloge des métiers du monde rural (artisanat, agriculture) et place la ville (tour Eiffel, usines) à l'arrière-plan. On repère d'ailleurs la devise du régime sur l'affiche : « Travail, Famille, Patrie ».
2. Les professions qui sont interdites aux Juifs sont celles de la fonction publique et celles qui peuvent toucher du public (spectacles, information).
3. Pétain espère de la collaboration qu'elle conduira l'Allemagne à adoucir les conditions d'armistice, à mieux traiter les prisonniers (voire permettre leur retour en France) et faciliter les relations entre les zones du territoire français, en vue notamment d'améliorer le ravitaillement.
4. Le régime de Vichy a facilité la politique d'extermination nazie envers les Juifs en faisant arrêter ceux-ci et en les regroupant dans des camps de transit pour permettre leur transfert vers les camps d'extermination.
5. Les formes de la collaboration économique avec le III^e Reich consistent pour les entreprises françaises à travailler de plus en plus pour l'Allemagne, dans les secteurs utiles pour la production de guerre, mais aussi à envoyer en Allemagne de nombreux travailleurs français en plus des prisonniers de guerre, car l'Allemagne manque de bras en raison de la mobilisation des Allemands sur le front.

Parcours 2

1. Le maréchal Pétain, chef de l'État français, prononce un discours radiodiffusé à l'attention des Français pour leur rendre compte de la rencontre qu'il a eue à Montoire fin octobre 1940 avec Adolf Hitler, chef du III^e Reich allemand.
2. La collaboration – « activité constructive dans un nouvel ordre européen » (c'est-à-dire dans une Europe dominée par l'Allemagne nazie) – consiste dans le fait de collaborer avec les autorités allemandes dans un certain nombre de domaines.
3. La France doit verser une indemnité de 400 millions de francs / jour à l'Allemagne et livrer les ressortissants allemands réfugiés sur le territoire français.
4. Pétain justifie la politique de collaboration en disant que l'Occupant allégera le fardeau de l'armistice (libération des prisonniers, indemnité d'occupation), et permettra à la France de rester souveraine.
5. Les Juifs étrangers ou français ont été arrêtés, emprisonnés par les autorités françaises, puis envoyés en déportation dans les camps nazis. La collaboration est aussi économique : l'industrie travaille pour l'Allemagne et la France lui fournit une main-d'œuvre importante (presque deux millions de Français travaillent en Allemagne, prisonniers ou non).

PP. 102-103 COURS 1 LE RÉGIME DE VICHY

La leçon part de la défaite de 1940 et ses conséquences : la Révolution nationale et la collaboration. L'antisémitisme est le facteur commun entre ces deux piliers du régime de Vichy.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 103

Doc. 2 La Révolution nationale et le redressement de la « Maison France »

1. Cette affiche a été réalisée par le centre de propagande d'Avignon, donc en zone libre, au moment où la Révolution nationale bat son plein. Elle a été réalisée dans un but de propagande, faire accepter la Révolution nationale, c'est-à-dire les réformes mises en place par le régime de Vichy.
2. La maison de gauche est délabrée, en proie aux flammes et ne tient pas bien sur ses fondations. Elle est déstabilisée par des éléments républicains (« démocratie, parlementarisme, radicalisme »), révolutionnaires (« communisme, internationalisme »), mais aussi des défauts moraux (« égoïsme, paresse, avarice »), diverses pratiques (« système D, pots-de-vin, spéculation, démagogie, antimilitarisme ») et les Juifs (« juiverie » et l'étoile de David en haut de l'affiche dans laquelle figurent aussi les trois points en triangle de la franc-maçonnerie). L'usage du rouge signifie que la menace qui pèse sur la France est surtout le communisme. La maison de droite est stable, propre et a retrouvé la vie. Elle repose sur des bases solides et la devise du régime de Vichy : « Travail, Famille, Patrie ». La France est redevenue elle-même (drapeau tricolore). Les sept étoiles sont celles du grade de maréchal dans l'armée.
3. L'affiche condamne le régime républicain et les forces de gauche (Front populaire), rendus responsables de la défaite, alors que la Révolution nationale, construite sur des bases traditionnelles, assurera le redressement de la France.

Doc. 3 « La rafle du Vel' d'Hiv' » (16 juillet 1942)

1. Il s'agit de juifs étrangers, souvent réfugiés en France pour fuir les persécutions, notamment en Allemagne nazie.
2. Ils sont arrêtés par la police parisienne au petit matin et sont ensuite acheminés dans le stade du Vélodrome d'hiver à Paris.
3. Les familles sont arrêtées en masse sur Paris et sa banlieue, des enfants en bas âge aussi, des élèves sont arrêtés dans les écoles. Tous sont entassés dans un lieu nullement adapté pour les recevoir. Ils sont ensuite acheminés vers un camp de transit (Drancy), puis vers les camps d'extermination nazis en Pologne.

Doc. 4 Lettre d'un milicien

1. Les miliciens français et les soldats allemands patrouillent ensemble pour traquer et attaquer (« en ligne de bataille ») les maquisards.
2. Le Milicien fait allusion aux opérations réalisées par les résistants contre les Allemands et les forces de Vichy.
3. Sa haine des résistants le pousse à les exécuter dans le dos et sans jugement.

PP. 104-105 ÉTUDE DE GAULLE ET LA FRANCE LIBRE

On aborde d'abord la Résistance depuis l'étranger, où le général de Gaulle fonde la France libre, qu'il dote d'une armée, les Forces Françaises Libres. Elles sont appelées à combattre aux côtés des Alliés contre le III^e Reich et ses alliés partout dans le monde.

Vidéo De Gaulle et la Résistance

1. Quelle est la situation de la France en juin 1940 ?

Réponse : La France est envahie par les troupes du III^e Reich.

2. Qui lance un appel à la radio le 18 juin 1940 ?

Réponse : Le général Charles de Gaulle, parfaitement inconnu des Français.

3. Où et dans quel studio cet appel est-il enregistré ?

Réponse : À Londres, dans les studios de la BBC.

4. Quel mouvement veut former celui qui lance cet appel ?

Réponse : La résistance, avec tous les Français volontaires rassemblés autour de lui pour continuer la guerre contre l'Allemagne nazie.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 105

Parcours 1

1. Le texte provient d'un appel radiodiffusé prononcé le 18 juin 1940 par le général de Gaulle, membre du gouvernement Reynaud à la toute fin de la III^e République. Il a quitté la France au moment où Pétain, devenu président du Conseil, décide de négocier l'armistice avec les Allemands.

2. Au moment de ce discours, l'armée française est défaite par les Allemands en France métropolitaine, et le pouvoir est passé entre les mains du maréchal Pétain, partisan de l'armistice avec l'Allemagne.

3. Pour de Gaulle, les causes de la défaite se trouvent dans la supériorité momentanée de la Wehrmacht dans tous les domaines (blindés, avions, forces terrestres), en hommes comme en équipements.

4. Pour de Gaulle, il faut continuer le combat car la supériorité militaire allemande n'est que momentanée, et elle sera remise en cause quand d'autres puissances (URSS, États-Unis) entreront en guerre contre le III^e Reich. De plus, la Grande-Bretagne, en guerre contre l'Allemagne, tient les océans grâce à sa flotte (*British Navy*) : elle peut déplacer le combat contre le Reich ailleurs dans le monde et se ravitailler auprès de la puissante industrie américaine ou bien s'appuyer sur son empire colonial.

5. Son appel est avant tout destiné aux Français qui se sont réfugiés en Angleterre pour qu'ils le rejoignent dans la résistance et plus largement à tous les Français.

Parcours 2

1. Blaise Alexandre part en Angleterre par refus de la défaite et de l'armistice, et parce qu'il a entendu le général de Gaulle appeler à résister le 18 juin 1940.

- 2.

Provenance des FFL	Forces armées et nombre	Lieux des combats
Soldats des colonies, légionnaires, citoyens venus de France métropolitaine	- Diverses armes (aviation, marine, prédominance de l'armée de terre) ; participation à la résistance intérieure (réseaux en France) - FFL : 73 300 en 1943	- Syrie et Liban - Libye (Bir Hakeim) - Sicile (Italie) - Midi de la France

3. Il s'agit du Comité national français (Londres, sept. 1941), puis du Comité national Français de libération nationale (CFLN) installé à Alger (depuis juin 1943), et enfin du Gouvernement provisoire de la République française.

PP. 106-107 ÉTUDE LES RÉSISTANTS DE L'INTÉRIEUR

Le deuxième visage de la Résistance est celui des mouvements, réseaux et maquis qui se constituent en France métropolitaine.

Les réseaux ne sont pas abordés dans ce dossier par souci de simplification. On pourra cependant aborder cette forme de la résistance (au service des Britanniques ou de la France libre) à partir du doc. 5 p. 105.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 107

Parcours 1

1. Libération-Sud est un mouvement de résistance qui pratique la propagande, puis se procure des armes pour mener des actions de sabotage.
2. La Une du journal *Libération* dénonce le Service du Travail Obligatoire (STO) institué par le régime de Vichy en février 1943.
3. Les résistants font dérailler de nombreux trains pour compliquer l'acheminement des troupes et du matériel aux Allemands surtout au moment du débarquement en Normandie et après celui-ci (1944).
4. Les maquis regroupent surtout des réfractaires au STO, qui s'installent dans des régions difficiles d'accès (forêts, montagnes) et reçoivent des armes parachutées par les Anglais.
5. Les résistants sont poursuivis par les soldats et les policiers allemands, ainsi que par la Milice. Ils peuvent trouver la mort au combat ou être exécutés, mais aussi subir la détention ou la déportation.

Parcours 2

1. Les résistants français s'organisent notamment en mouvements (Libération-Sud) et en maquis (Haute-Loire), souvent composés de jeunes gens ayant refusé le STO institué par Vichy en février 1943. Les actions de la résistance sont variées : propagande contre Vichy et l'occupant (journaux clandestins, affiches), mais aussi des actions armées, notamment des sabotages.
2. Les résistants s'exposent à être tués au combat (20 000 morts), ou alors capturés par les Allemands ou par la Milice française. S'ils sont pris, ils risquent la détention et la torture, et en général l'exécution (30 000 fusillés) ou la déportation en Allemagne vers les camps de concentration (60 000).

PP. 108-109 L'HISTOIRE AUTREMENT LUCIE AUBRAC, UNE RÉSISTANTE

Le thème de cette double page permet d'examiner le rôle essentiel qu'eurent les femmes dans les mouvements de résistance. L'objectif pour l'élève est de réaliser une production orale : un discours sur les motivations de la résistante, ainsi que ses actions.

Vidéo Témoignage de Lucie Aubrac

1. Qui capture Raymond Aubrac ?

Réponse : Klaus Barbie, chef de la Gestapo de Lyon.

2. Que subit Raymond Aubrac en prison et pourquoi ?

Réponse : Considéré comme un « terroriste », il subit des interrogatoires brutaux de la part de K. Barbie.

3. Comment s'échappe Raymond Aubrac ?

Réponse : Sa femme organise une audacieuse évasion lors d'un transfert de prisonniers français.

4. Que veulent faire les Allemands pour les récupérer ?

Réponse : S'emparer de leur jeune fils, Boubou, que ses parents ont caché.

5. Quand et comment les Aubrac quittent-ils la France ?

Réponse : Ils sont embarqués le 8 février 1944 par un avion anglais qui vient les chercher clandestinement en France.

6. Citez quelques missions ultérieures de Lucie Aubrac après son évasion.

Réponse : Elle travaille sur des émissions de la BBC à Londres, puis fait partie des comités départementaux à la Libération.

PRESENTATION ORALE P. 108

Lucie Aubrac semblera à tous la personne la mieux indiquée pour donner son nom à une école. D'abord, c'est une enseignante, qui a choisi bien avant la guerre de s'engager politiquement.

De plus, ses motivations pour entrer en Résistance sont précoces et respectables : rébellion contre le régime du maréchal Pétain qui suspend les libertés et collabore avec Hitler, indignation devant les persécutions endurées par les Juifs. Bref, elle a cherché dès le début la manière de combattre le régime de Vichy et les nazis.

Les actions qu'elle a menées au sein du mouvement Libération-Sud, qu'elle a contribué à fonder, ont été extrêmement variées et décisives : propagande avec la parution du journal *Libération*, recrutement de nouveaux agents dans toute la France non occupée, évasions, confection de faux papiers, etc.

Parmi ses coups d'éclat, il faut évidemment citer la libération de son mari, capturé par la Gestapo (près de Lyon, avec Jean Moulin) : cette opération audacieuse et spectaculaire s'est soldée par un complet succès. Lucie et Raymond Aubrac, ainsi que leur fils parviennent ensuite à rejoindre l'Angleterre, passant de cache en cache jusqu'à leur vol pour Londres, en février 1944. »

PP. 110-111 COURS 2 LA RÉSISTANCE ET LA LIBÉRATION

Cette double page fait la synthèse des dossiers précédents : la résistance extérieure menée par de Gaulle et la France libre et la résistance intérieure.

Elle aborde aussi deux aspects nouveaux qui achèvent la période de l'occupation : l'unification de la résistance derrière de Gaulle via le CNR, et la libération du pays. Les documents portent donc sur ces deux aspects non traités dans les dossiers précédents : la mission de Jean Moulin (doc. 1), la libération de la France et de Paris (doc. 2 et 3), l'arrivée au pouvoir de de Gaulle (doc. 4 et 5).

Doc. 4 « Paris libéré »

Pour de Gaulle, la seule France est celle qui s'est battue contre Vichy, contre l'occupant, pour la libération du territoire.

PP. 113-115 JE M'ENTRAÎNE

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 113

Les questions ne portent que sur le document 1. La photographie de De Gaulle et sa légende permettent à l'élève d'avoir quelques informations complémentaires, mais elle n'est pas questionnée.

1. En octobre 1940, de Gaulle est le chef de la France libre c'est-à-dire de la résistance extérieure (mais pas encore de la Résistance dans son ensemble, il faudra attendre pour cela le ralliement du CNR en 1943). Il tient son discours à Brazzaville parce que l'AEF (armée et administration) s'est ralliée à lui (le Congo et sa capitale Brazzaville font partie de l'AEF).
2. De Gaulle appelle le gouvernement de Pétain « l'organisme installé à Vichy » car pour lui « il n'existe plus de gouvernement français ». À cette époque, la France est en partie occupée par l'armée allemande et le maréchal Pétain est au pouvoir. Il doit respecter la convention d'armistice qu'il a signé. Le 24 octobre, Pétain rencontre Hitler à Montoire-sur-Loir et, le 30 octobre, il déclare à la radio que la France va collaborer avec l'Allemagne nazie. Le 27 octobre, à la date de son discours de Brazzaville, de Gaulle sait sans doute que Pétain s'apprête à lancer sa politique de collaboration avec l'ennemi.
3. De Gaulle se donne pour mission de « diriger l'effort français dans la guerre » et donc de diriger le gouvernement de la France. De Gaulle respecte la République puisqu'il indique qu'il rendra compte de tous ses actes auprès des représentants de la France dès que des élections pourront avoir lieu. Il se place donc dans le cadre de la légalité républicaine.
4. De Gaulle appelle au combat « tous les hommes et femmes de toutes les terres françaises qui se sont ralliées à lui », c'est-à-dire l'AEF (principalement) et le Cameroun (voir chronologie p. 104, le Tchad fait partie de l'AEF). Il pense sans doute aussi aux Français qui ont fui la métropole pour rejoindre l'Angleterre. Son armée porte le nom de Forces françaises libres.
5. De Gaulle veut mener la guerre contre l'ennemi partout où il le peut et mobiliser pour celle-ci l'ensemble des ressources dont il dispose, aussi bien humaines que matérielles. Il tient aussi à faire cette guerre en « union étroite » avec les Alliés.

ANALYSE DE DOCUMENTS 2 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 114

Les questions portent sur le document 1, la photographie de Denise Vernay (sœur de Simone Veil) et sa légende ne sont pas questionnées mais permettent à l'élève d'avoir quelques connaissances complémentaires pour comprendre et analyser le texte.

1. La France a signé l'armistice avec l'Allemagne en juin 1940. Le Nord et l'Ouest du territoire occupé par les troupes allemandes forment la « zone occupée ». Pétain crée le régime de Vichy qui prive les Français du droit de vote et des principales libertés avec entre autres le contrôle par l'occupant de la radio et la censure de la presse. Pétain engage aussi une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie en octobre 1940. L'État français participe à ce titre aux rafles des Juifs qui seront livrés aux Allemands et exterminés.
2. Plusieurs mesures du régime de Vichy ont précipité l'entrée en résistance de Denise Vernay : le décret livrant les réfugiés allemands en France à l'Allemagne nazie (août 1940) ; les premiers décrets contre les Juifs (octobre 1940).
3. Les premières actions de résistance de Denise Vernay sont l'inscription sur le tableau de la classe des nouvelles diffusées par la radio anglaise ; la diffusion de tracts dictés par Londres.
4. Les Juifs sont persécutés. Le décret d'octobre 1940 leur interdit de nombreuses professions, notamment celles de la fonction publique. Denise Vernay parle aussi des rafles qui commencent en 1941 mais qui se multiplient en 1942, après celle de plus de 13 000 Juifs (hommes, femmes, enfants) les 16 et 17 juillet 1942 dit « rafle du Vel' d'hiv' ». Cette chasse aux Juifs s'intensifie en juillet-août 1943 et concerne désormais aussi l'ancienne « zone libre » occupée par les Allemands depuis novembre 1942. L'intensification de la chasse aux Juifs s'explique par :
 - l'occupation de la zone libre par les Allemands ;
 - l'arrivée de ministres collaborationnistes dans le gouvernement de Pétain (qui partagent l'idéologie nazie notamment antisémite) ;
 - la création de la Milice composée de volontaires français et dirigée par Joseph Darnand et qui se donne pour objectifs de lutter contre la Résistance et de traquer les Juifs.
5. Les mouvements de résistance cités dans le texte sont Libération, Combat et Franc-tireur qui à cette époque se sont rapprochés au sein des Mouvements unis de résistance (MUR). Ils distribuent des journaux, des tracts, libèrent des prisonniers, font des sabotages. Ils agissent clandestinement, portent des noms de résistants pour ne pas être dénoncés, communiquent entre eux par des « agents de liaison », comme Denise Vernay.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 115

Introduction

En mai-juin 1940, l'Allemagne envahit la France provoquant la déroute des armées franco-britanniques. Le 22 juin 1940, le gouvernement du maréchal Pétain signe l'armistice. Il s'installe ensuite dans la zone libre à Vichy et met en place un nouveau régime.

Quelle est la nature du régime de Vichy et comment collabore-t-il avec l'occupant ?

Partie I

Le régime de Vichy est un régime autoritaire et antirépublicain

Le 10 juillet 1940, Pétain obtient de l'Assemblée nationale les pleins pouvoirs pour changer la Constitution. Le 11 juillet, il promulgue les actes constitutionnels qui lui donnent le titre de chef de l'État français. Il concentre désormais entre ses mains les pouvoirs exécutif et législatif. Pétain rejette ensuite la démocratie. Il supprime les élections, contrôle la radio et la presse et développe un culte autour de sa personne. Il fait aussi arrêter et juger des personnalités politiques de la III^e République, comme Léon Blum, qui est jugé à Riom, puis envoyé dans le camp de Buchenwald en Allemagne. Pétain prend enfin des mesures discriminatoires contre les Juifs en leur interdisant de nombreux métiers (statut des Juifs d'octobre 1940), ce qui va à l'encontre des valeurs d'égalité et de fraternité de la République.

Partie II

Le régime de Vichy mène par ailleurs une politique de collaboration.

Poussé par le chef de son gouvernement Pierre Laval, Pétain et Hitler se rencontrent le 24 octobre 1940, à Montoire-sur-Loir, ce qui marque le début de la collaboration entre la France et l'Allemagne. De plus en plus de produits alimentaires et de biens industriels sont livrés aux Allemands. La police française rafle les Juifs et les livre à l'occupant (rafle du Vel' d'hiv', 16 juillet 1942). Après l'invasion de la zone dite libre par les Allemands en novembre 1942, la collaboration s'intensifie. Laval organise le Service du travail obligatoire (STO) qui oblige les hommes de 21 à 23 ans à aller travailler en Allemagne. Il crée aussi la Milice, formée de volontaires, pour traquer les Juifs et les résistants aux côtés des Allemands.

Conclusion

Ainsi, le maréchal Pétain a profité de la défaite pour mettre fin à la République. Il a mis en place une politique de collaboration qui devient de plus en plus poussée avec le temps.

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 115

Événement	Date
Appel du général de Gaulle	18 juin 1940
Armistice	22 juin 1940
Début de la collaboration d'État	Octobre 1940
Débarquement en Normandie	6 juin 1944
Rétablissement de la République en France	Août 1944

Chapitre 5 Un monde bipolaire au temps de la guerre froide

La logique du chapitre

Les décennies qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale sont marquées par la rivalité polymorphe de deux blocs constitués autour des États-Unis et de l'Union soviétique. La course aux armements nucléaires rend toute guerre frontale entre les deux Grands improbable, alors que les divergences idéologiques et les affirmations impérialistes rendent toute paix impossible, pour reprendre les expressions de Raymond Aron en 1947. Pourtant, la compétition n'a jamais empêché la négociation, surtout durant les périodes de détente.

Si l'année 1947 est traditionnellement considérée comme le début de la guerre froide, bien que les tensions soient perceptibles dès 1945, voire dès 1943, la datation de la fin de la guerre froide est plus difficile à déterminer avec précision. Certains historiens estiment que l'amélioration des relations américano-soviétiques à la fin des années 1980, sanctionnées au sommet de Malte en décembre 1989, ainsi que la chute du mur de Berlin qui symbolise l'effondrement du bloc communiste en Europe de l'Est suffisent à dater la fin de la guerre froide de cette année. Pour d'autres historiens – et c'est l'option retenue ici – il faut attendre la disparition de l'URSS en décembre 1991 pour pouvoir considérer que la guerre froide est réellement et définitivement achevée.

Après avoir présenté la naissance de l'ONU en 1945, dernier moment de la Grande Alliance entre les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale (étude pp. 118-119), on étudie la formation des blocs autour des États-Unis et de l'URSS (étude pp. 120-121 et cartes pp. 122-123). La construction du mur de Berlin symbolise la division du monde en deux blocs, mais elle est aussi une source de tension forte entre les deux Grands (discours de Kennedy) (étude pp. 124-125). Un an plus tard, la crise des fusées à Cuba risque de faire basculer le monde dans une guerre nucléaire entre les deux Grands, mais débouche finalement sur la détente (étude pp. 126-127). L'affrontement entre les États-Unis et l'URSS prend aussi la forme d'une guerre idéologique, culturelle et d'information, l'objectif de chaque puissance étant de montrer aux autres sociétés la supériorité de leur régime et de les faire basculer dans leur camp sans leur faire la guerre (pp. 128-129).

Pour aller plus loin

Bibliographie

Études d'ensemble sur la guerre froide

- Pierre Grosser, « La Guerre froide », *Documentation photographique* n° 8 055, 2007.
- Jean-Baptiste Duroselle et André Kaspi, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours*, Armand Colin, coll. « Classic », 2004 : ouvrage qui aborde les relations dans un contexte international plus global.
- Georges-Henri Soutou, *La Guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Fayard, 2001 : un ouvrage avec une vision centrée sur l'Europe.

Berlin pendant la guerre froide

- David Sanson (dir.), *Berlin. Histoire, promenades, anthologie et dictionnaire*, Robert Laffont, Coll. « Bouquins », 2014.
- Dossier thématique du magazine *L'Histoire* « Le mur de Berlin 1961-1989 », n° 346, 2009.
- Frederick Taylor, *Le Mur de Berlin 1961-1989*, Jean-Claude Lattès, 2009.

La crise de Cuba de 1962

- Claude Delmas, *Cuba. De la Révolution à la Crise des fusées*, Éditions Complexe, 2006.
- Robert Kennedy, *13 jours. La crise des missiles de Cuba*, Grasset, 2001.

Romans

Les romans d'espionnage se sont tout particulièrement intéressés à la guerre froide :

- John Le Carré, *L'Espion qui venait du froid*, 1963.
- Graham Greene, *Un Américain bien tranquille*, 1955.

Filmographie

- *Apocalypse : la guerre des mondes (1945-1991)*, de Daniel Costelle, 2019 (6 épisodes de 50 minutes).
- *Le Troisième homme*, de Carol Reed, 1949 : la guerre froide à Vienne, au cœur de l'Europe divisée en deux camps (adaptation du roman de Graham Greene).
- *La 317^e section*, de Pierre Schoendoerffer, 1965 : la guerre d'Indochine vue à hauteur d'homme par une patrouille.
- *The Vietnam War*, de Ken Burns et Lynn Novick, 2017 : documentaire monumental traitant la guerre d'Indochine, puis celle du Vietnam.
- *Forrest Gump*, de Robert Zemeckis, 1994 : un candide Américain traverse les divers engagements de son pays de la guerre froide à son achèvement.

La double page d'ouverture met en regard deux documents iconographiques permettant d'aborder deux aspects de la guerre froide.

Doc. 1 Le mur de Berlin dans les années 1980

Cette photographie représente le mur qui sépare la ville de Berlin en deux depuis 1961. Zone de contact direct entre les deux blocs de la guerre froide, le mur de Berlin est devenu l'emblème de la division de l'Allemagne et de l'Europe. Il est photographié ici dans les années 1980 : deux murs en béton de 3 à 4 mètres de haut séparent un espace surveillé, le *no man's land*, qui comprend un chemin de ronde, des tours de garde, des réverbères pour la surveillance de nuit, des barrières électriques d'alarme. À gauche, il s'agit de Berlin-Ouest avec son mur couvert de graffiti ; à droite, de l'autre côté du mur, des immeubles de Berlin-Est.

Doc. 2 *Captain America*, une bande dessinée américaine durant la guerre froide

Ce document illustre la dimension idéologique et culturelle de la guerre froide. Les *comics* (bandes dessinées états-uniennes) se sont mis au service d'une propagande antisoviétique dans les années 1950 et 1960. Ils célèbrent le combat héroïque contre l'Union soviétique, assimilé à l'empire du mal. Il s'agit ici d'un numéro de *Captain America* de septembre 1954. Cette bande dessinée est née en décembre 1941 pendant la Seconde guerre mondiale. Captain America affrontait alors les nazis et les Japonais. Pendant la guerre froide, ses nouveaux ennemis sont les Soviétiques et plus généralement les communistes.

La frise chronologique p. 117 est volontairement très épurée, l'essentiel étant de faire comprendre aux élèves que la guerre froide est une période de l'histoire contemporaine marquée par des caractéristiques qui la distinguent des décennies qui la précèdent et qui la suivent. On insistera donc sur quelques dates emblématiques signalées sur la frise, auxquelles on pourra par exemple ajouter la guerre du Vietnam (1964-1975).

PP. 118-119 ÉTUDE LA NAISSANCE DE L'ONU

Cette étude permet de faire un lien avec l'EMC.

L'étude de la naissance de l'ONU permet de comprendre comment la Seconde Guerre mondiale accouche de la tentative d'organiser un nouvel ordre mondial assis sur la paix. Elle montre aussi que le poids des pays vainqueurs de la guerre est déterminant pour expliquer la place qu'ils occupent dans la nouvelle Organisation.

Le document 1 présente les objectifs de l'ONU dans la charte des Nations unies. Les documents 2 et 5 précisent le fonctionnement de l'ONU – organigramme fonctionnel et rôle du Conseil de sécurité. Le document 4 est une photographie de la première assemblée générale de l'ONU en 1946, permettant ainsi d'illustrer un aspect du document 2. Enfin, le document 3 révèle les campagnes de communication menées par l'ONU qui met en avant son rôle en faveur de la paix et de l'avenir.

Le parcours 2 permet de faire rédiger un texte qui fait la synthèse des documents sur l'ONU (compétence « Pratiquer différents langages »).

Vidéo La naissance de L'ONU

1. Comment s'appelle l'ancêtre de l'ONU ?

Réponse : L'ancêtre de l'ONU est la Société des Nations.

2. À quelle occasion se réunit le Conseil de sécurité ?

Réponse : Le Conseil de sécurité se réunit en cas de conflit entre deux pays ou à l'intérieur d'un pays.

3. Quels sont les membres permanents du Conseil de sécurité ?

Réponse : Les membres permanents sont les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

4. Quels sont les trois types de résolution du Conseil de sécurité ?

Réponse : Les protestations, les recommandations ou les sanctions.

5. Quelles sont les interventions militaires possibles décidées par l'ONU ?

Réponse : Une armée d'un pays ou une armée de plusieurs pays (casques bleus).

6. Quels sont les dispositifs de l'ONU pour aider les populations face aux conflits ?

Réponse : L'ONU met en place des dispositifs pour aider les réfugiés (les loger, les nourrir, les soigner).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 119

Parcours 1

1. L'ONU naît par la charte de San Francisco, signée le 26 juin 1945 par 51 États.

2. Les principaux objectifs de l'ONU sont de maintenir la paix, mais aussi de faire respecter le droit international, de défendre les droits de l'Homme, de promouvoir le développement économique et le progrès social. Si la paix est la priorité, les autres objectifs sont aussi des moyens de prévenir la guerre.

3. Sur l'affiche, des mains mettent en terre un arbuste dont les feuilles sont formées par les États membres. Il représente les Nations unies. Il s'agit ici de montrer que l'ONU va permettre à l'arbre de l'humanité de grandir, et aux États de s'épanouir.
4. L'Assemblée générale élit les membres non permanents du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de l'ONU, ainsi que les dirigeants des autres grands organismes (Conseil économique et social, etc.). Son rôle est aussi de voter le budget de l'ONU. Par ailleurs, elle fait des recommandations aux États.
5. Le Conseil de sécurité est composé de cinq membres permanents disposant d'un droit de veto (États-Unis, URSS, Chine, Royaume-Uni et France) et de six membres élus par l'Assemblée générale (puis 10). Les grandes puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale sont les membres permanents. Le Conseil de sécurité émet des résolutions et peut décider de mesures pour maintenir la paix (ruptures des relations économiques et diplomatiques, envoi de forces armées). Le Conseil de sécurité ne peut pas adopter de résolution si un des membres permanents n'est pas d'accord, car chacun d'eux dispose d'un droit de veto, c'est-à-dire d'une possibilité de bloquer la décision. Les États-Unis et l'URSS étant tous les deux membres permanents, leur opposition peut bloquer le Conseil de sécurité. C'est ce qui explique la paralysie du Conseil de sécurité pendant la guerre froide.
6. Les institutions spécialisées de l'ONU qui s'occupent du développement économique sont la FAO, le FMI, la BIRD et le GATT. Celles qui visent à assurer le progrès social sont l'OIT, l'UNESCO, l'UNICEF et l'OMS.

Parcours 2

L'ONU naît par la charte de San Francisco, signée le 26 juin 1945 par 51 États. Ses objectifs sont de maintenir la paix, mais aussi de faire respecter le droit international, de défendre les droits de l'Homme, de promouvoir le développement économique et le progrès social. La paix est le premier objectif et les autres objectifs de l'ONU apparaissent aussi comme des moyens de prévenir les guerres. Le Conseil de sécurité émet des résolutions et peut décider des mesures pour maintenir la paix : rupture des relations économiques et diplomatiques, envoi de forces armées. Mais il ne peut pas adopter de résolution si l'un des membres permanents n'est pas d'accord, car chacun d'eux dispose d'un droit de veto, c'est-à-dire d'une possibilité de bloquer la décision. Les États-Unis et l'URSS étant tous les deux membres permanents, leur opposition peut paralyser le Conseil de sécurité. L'ONU cherche aussi à assurer le progrès économique et social. Les institutions spécialisées de l'ONU qui s'occupent du développement économique sont la FAO qui cherche à favoriser le développement agricole, le FMI et la BIRD qui font des prêts aux États en difficulté financière et le GATT pour permettre l'essor du commerce mondial. Celles qui visent à assurer le progrès social sont l'UNICEF (l'enfance), l'OMS (la santé) et l'UNESCO (l'éducation, la science, la culture et le patrimoine).

PP. 120-121 ÉTUDE LES DÉBUTS DE LA GUERRE FROIDE

Il s'agit dans cette étude de montrer comment les blocs se sont formés et comment est née la guerre froide. Les États-Unis et l'URSS sont encore des Alliés en 1945. Mais la méfiance s'installe après l'occupation des pays d'Europe de l'Est par l'Armée rouge et la prise en main par les communistes des ministères clés de ces pays (intérieur, défense). En 1946, par le discours de Fulton, Churchill dénonce un rideau de fer qui tombe sur l'Europe, la séparant en deux.

En 1947, pour empêcher le basculement de l'Europe entière dans le camp communiste, le président américain Truman propose aux États européens une aide financière. Celle-ci est suivie par une alliance politique et militaire avec les pays d'Europe de l'Ouest qui ont accepté l'aide (Alliance atlantique et OTAN).

Dans les pays d'Europe de l'Est occupés par l'URSS, les communistes s'emparent de la totalité du pouvoir de 1946 à 1949 et ils créent des démocraties populaires sur le modèle soviétique. Les communistes qui ne sont pas staliniens sont chassés du pouvoir. Les liens politiques et militaires entre l'URSS et les pays d'Europe de l'Est se renforcent par la signature du pacte de Varsovie en 1955.

Le parcours 2 permet de réaliser un schéma logique sur la formation des blocs et de répondre à la compétence « Pratiquer différents langages ».

Vidéo Le plan Marshall

1. Que propose le secrétaire d'État américain Marshall ?

Réponse : Le secrétaire d'État américain Marshall propose une aide à l'Europe.

2. Combien de nations européennes accepte la proposition ?

Réponse : Seize nations européennes acceptent la proposition.

3. Quel pays s'y oppose ?

Réponse : L'URSS (Molotov).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 121

Parcours 1

1. Les pays d'Europe de l'Est deviennent des démocraties populaires (pays communistes sur le modèle de l'URSS) de 1946 à 1949.

2. Selon Truman, le régime communiste est fondé sur la volonté d'une minorité qui opprime une majorité, des élections truquées et l'absence de libertés (contrôle de la presse et de la radio, terreur, absence de libertés individuelles). Truman espère empêcher l'expansion du communisme en apportant un soutien économique et financier aux peuples dits libres, c'est-à-dire à ceux qui ne sont pas encore sous l'emprise du communisme.

3. L'affiche présente l'arrivée de l'aide du plan Marshall en Allemagne sous forme de marchandises apportées par un cargo. Une famille allemande démunie attend cette aide qui apparaît sur un ciel dégagé, symbolisant une ère nouvelle. Mais c'est surtout la liberté (statue de la Liberté) qui domine la scène : elle représente les États-Unis (symbolisée aussi par l'écusson). Pour Truman et son Secrétaire d'État

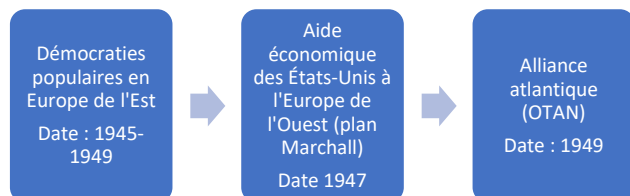
George Marshall, l'aide financière, qui permettra la reconstruction, a un but politique ; ils pensent qu'elle écartera le danger communiste et permettra aux peuples qui la recevront de rester libres.

4. La plupart des pays qui ont accepté l'aide du plan Marshall entrent dans l'Alliance atlantique et deviennent membres de l'OTAN en 1949. La RFA, la Grèce et la Turquie y entrent après 1949, c'est pourquoi ils ne sont pas en couleur bleue sur cette carte que l'on pourra comparer avec celle de 1955 (p. 122) : la Grèce et la Turquie en 1952, la RFA en 1955.

5. Selon l'URSS, le but des États-Unis, par ses mesures d'ordre économique et politique, est de créer des États satellites ou vassaux et d'étendre ainsi son empire. C'est pourquoi le texte évoque l'impérialisme américain. Pour l'empêcher, les communistes doivent s'opposer aux États-Unis par tous les moyens et en particulier au plan Marshall (le discours date de septembre 1947 peu de temps après que le plan Marshall a été annoncé, voir chronologie).

Parcours 2

Titre : La formation des blocs OU Les débuts de la guerre froide



PP. 122-123 REPÈRES LE MONDE BIPOLAIRE

La carte de l'Europe et le planisphère des deux blocs vers 1955 (date du Pacte de Varsovie) font apparaître la bipolarisation du monde. Chaque bloc est structuré autour d'un des deux Grands. Le bloc soviétique est contrôlé par l'URSS, qui a étendu son influence sur les pays d'Europe centrale et orientale devenus des démocraties populaires. Le pacte de Varsovie (1955) regroupe les pays d'Europe de l'Est dans l'orbite de Moscou. Seule la Yougoslavie de Tito – pourtant communiste mais qui n'a pas été libérée par l'Armée rouge – résiste à cette satellisation. En Asie, l'Union soviétique peut compter sur l'alliance de la Mongolie, de la Corée du Nord et des communistes vietnamiens. La victoire communiste en Chine avec l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong en 1949 n'a pas permis d'établir une alliance durable entre les deux grandes puissances communistes de la guerre froide : à la fin des années 1950, Mao critique la déstalinisation et s'affranchit de l'influence soviétique.

Le bloc occidental est organisé par les États-Unis, qui ont développé un solide réseau d'alliances, dont la plus efficace est l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN (1949-1950). Outre les liens traditionnels des États-Unis avec le continent américain et avec l'Europe de l'Ouest, la stratégie occidentale se manifeste par une tentative d'encerclement du bloc communiste avec des alliances régionales – l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (1954), le pacte de Bagdad (1955) – et des alliances bilatérales (avec le Japon ou la Corée du Sud par exemple).

Le « rideau de fer » (doc. 1) est la frontière européenne qui sépare le monde communiste dans l'orbite soviétique à l'Est et le monde libéral lié aux États-Unis à l'Ouest. L'expression est due à Churchill, qui l'a employée dès 1946 (discours de Fulton, Missouri). Il prend la forme d'une frontière fermée qui traverse l'Europe du nord au sud.

Les réponses aux questions permettent d'exercer la compétence « Se repérer dans l'espace et le temps ».

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 122

1. Les pays alliés de l'URSS en Europe sont les pays d'Europe de l'Est (RDA, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et Albanie). Ils correspondent aux pays qui ont été libérés par l'Armée rouge à la fin de la Seconde Guerre mondiale. En Asie, l'URSS peut compter sur l'alliance de la Chine, de la Mongolie, de la Corée du Nord et du Nord-Vietnam.

2. Les pays membres de l'OTAN sont les pays d'Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et d'Europe de l'Ouest, comme la RFA, la France, le Royaume-Uni ou l'Italie, ainsi que la Turquie et la Grèce. Les autres pays alliés des États-Unis sont les pays d'Amérique latine, du Moyen-Orient (Irak, Iran) auxquels on peut rattacher le Pakistan, en Asie de l'Est, le Japon, la Corée du Sud et des pays d'Asie du Sud-Est (Philippines, Sud-Vietnam, Thaïlande).

3. Les pays du bloc de l'Est sont rassemblés en un ensemble compact en Europe et en Asie, ce qui permet à l'URSS de plus facilement les contrôler et de mener des opérations conjointes.

4. L'URSS se sent néanmoins encerclée, car les États-Unis concluent des pactes avec d'autres pays pour l'empêcher d'étendre son influence vers l'ouest (OTAN), vers le sud (OTAN + pacte de Bagdad + OTASE) et vers l'est (alliance avec le Japon et la Corée du Sud).

5. Les grandes crises de la guerre froide ont lieu dans des zones de contact entre les deux blocs : blocus de Berlin-Ouest par les Soviétiques en 1948-1949, construction du mur de Berlin en 1961, guerre de Corée en 1950-1953, puis guerre américaine du Vietnam de 1964 à 1975 (qui n'est pas indiquée sur la carte parce qu'elle est postérieure aux années 1950) ; mais une très grave crise a aussi lieu à Cuba, pays devenu communiste à la fin des années 1950 et qui menace le territoire états-unien.

À partir de ces documents, il s'agit de donner un aperçu de l'histoire du mur de Berlin, en insistant sur les raisons de son édification en 1961, et sur les réactions qu'il provoque du côté occidental.

Vidéo La construction du Mur de Berlin

1. Combien de personnes par mois passent à l'Ouest en 1961 ?

Réponse : Chaque mois, 53 000 personnes passent à l'Ouest en 1961.

2. Comment commence la construction du mur entre Berlin-Est et Ouest ?

Réponse : Il y a d'abord des barbelés, puis des éléments bétonnés d'un mur sont dressés. Les zones aux alentours du mur sont rasées.

3. Comment appelle-t-on le mur ?

Réponse : Le « mur de la honte ».

4. Comment réagissent les États-Unis ?

Réponse : Des troupes américaines sont déplacées le long de la frontière, les effectifs sont renforcés. On peut citer le message de Kennedy : « Jamais, vous ne serez abandonnés ».

5. Quel est l'ordre donné aux sentinelles allemandes qui surveillent le mur côté Est ?

Réponse : De tirer à vue sur qui tenterait de s'enfuir.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 125

Parcours 1

1. Berlin est situé au cœur de la RDA, et Berlin-Est en est sa capitale. Mais sa partie ouest est un land de la RFA.

2. Le mur de Berlin a été construit par la RDA, dirigé par Walter Ulbricht, mais à la demande des « États membres du Pacte de Varsovie », c'est-à-dire de l'URSS.

3. L'objectif est d'enrayer le flot de réfugiés qui passent de la RDA à Berlin-Ouest et en RFA. Le mur remplit bien son objectif puisque l'émigration de la RDA vers la RFA s'effondre après sa construction. En 1961, il y a plus de 200 000 émigrants qui entrent en RFA mais ils sont moins de 20 000 en 1962, puis restent toujours sous ce seuil (sauf de 1963 à 1965 où beaucoup d'Allemands de l'Est sont encore autorisés à voir leurs familles à l'Ouest, à Berlin-Ouest notamment).

4. a. Il s'agit ici d'un discours du président américain J. F. Kennedy à Berlin-Ouest, après la construction du mur, le 28 juin 1963.

b. Pour Kennedy, le mur est une offense pour l'humanité parce qu'il sépare des familles et divise un peuple qui souhaite être uni.

c. Pour lui, le mur est aussi l'illustration de la faillite du communisme, puisque les habitants de la RDA cherchent à fuir et que sa construction a été le seul moyen de les en empêcher.

Parcours 2

Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, commence la construction du « mur de la honte », qui entoure Berlin-Ouest et sépare hermétiquement la ville en deux. Elle a été décidée par les autorités de la RDA dirigée par Ulbricht, à la demande (ou avec l'accord) de l'URSS. Le mur est destiné à empêcher les flux migratoires de la RDA vers la RFA, où les conditions de vie sont plus attrayantes (entre 1949 et 1961, entre 2,5 et 3 millions d'Allemands sont passés de l'Est à l'Ouest). Il atteint ses objectifs puisque l'émigration de la RDA vers la RFA s'effondre après sa construction.

Lors de son voyage à Berlin-Ouest, le président des États-Unis Kennedy prononce un discours mémorable en présence du maire Willy Brandt, le 26 juin 1963 (doc. 5). Il utilise, de manière incorrecte, la locution allemande depuis devenue célèbre « *Ich bin ein Berliner* ». Par-là, il veut dire qu'en tant que citoyen du monde libre et homme attaché à la démocratie, son sort est lié à celui des Berlinoises. Pour Kennedy, le mur est une offense pour l'humanité puisqu'il sépare des familles et divise un peuple qui souhaite être uni. Il symbolise aussi la faillite du système communiste, dans la mesure où de nombreux Allemands de l'Est le fuient et cherchent à rejoindre l'Ouest.

PP. 126-127 ÉTUDE LA CRISE DE CUBA (1962)

Après sa prise de pouvoir à Cuba en 1959, Fidel Castro entreprend une politique socialiste. Il nationalise les biens étrangers, mesure qui déstabilise les intérêts américains et entraîne la rupture des relations diplomatiques entre Washington et La Havane. Cuba se rapproche de l'URSS et Ernesto « Che » Guevara annonce le 3 juillet 1960 que l'île appartient au camp socialiste. La tentative de débarquement d'exilés cubains anticastristes armés par la CIA dans la baie des cochons en 1961 pour renverser Fidel Castro renforce l'antiaméricanisme de Cuba. Castro accepte alors que l'URSS installe secrètement des missiles nucléaires dans l'île en juillet 1962.

Lors de la crise de Cuba en octobre 1962, si certains conseillers de Kennedy sont prêts à aller jusqu'à la riposte nucléaire, ni Kennedy ni encore moins Khrouchtchev ne souhaitent une solution autre que diplomatique. C'est pourquoi la communication et les négociations entre les deux Grands ne sont jamais rompues, même au pire moment de la crise. La sortie de crise, qui passe officiellement pour un recul soviétique, est en réalité faite de concessions réciproques : au retrait des missiles soviétiques de Cuba correspond celui des missiles américains de Turquie et la promesse des États-Unis de ne pas envahir l'île, ce qui n'empêche pas la mise en place d'un embargo, Cuba étant toujours considérée par les États-Unis comme un danger potentiel à très proche distance de leurs côtes.

La crise de Cuba est traditionnellement considérée comme le point culminant de la menace nucléaire durant la guerre froide, parce qu'elle a mené « le monde au bord du gouffre » (Kennedy). Elle témoigne des ambiguïtés de l'équilibre de la terreur. La capacité de frappe nucléaire de chacun des deux Grands est devenue suffisante pour infliger à l'adversaire des destructions fatales. Cependant, la réciprocité de cette capacité empêche de s'en servir autrement que comme un moyen de pression dans des parties de poker diplomatiques.

Vidéo La crise des missiles à Cuba

1. Comment les États-Unis découvrent-ils les bases de lancement des fusées ?

Réponse : En mission de surveillance au-dessus de Cuba, des avions espions américains U2 photographient des bases de lancement de fusées.

2. Quel est le danger qui menace les États-Unis ?

Réponse : Les missiles nucléaires menacent le Sud-Est des États-Unis.

3. Que décident les États-Unis face à la découverte de bases de lancement ?

Réponse : Les États-Unis décident de faire un blocus des côtes cubaines pour empêcher la livraison d'armes offensives.

4. Comment s'achève la crise ?

Réponse : La crise s'achève par le retrait des missiles nucléaires.

Doc. 1 La crise de Cuba

Cette carte permet de « situer » la crise de Cuba. Au large de la Floride, l'île de Cuba est un territoire stratégique pour les Américains. Son passage dans l'aire d'influence soviétique inquiète donc Washington, d'autant plus qu'il remet en cause la domination américaine en Amérique latine, indiscutée depuis la doctrine Monroe de 1823. Khrouchtchev décide, au printemps 1962, d'installer à Cuba des missiles nucléaires, dont la portée permet d'atteindre des centres névralgiques des États-Unis ou d'Amérique centrale (la Floride, Washington, canal de Panamá).

Doc. 2 Kennedy s'adresse à la nation américaine

Dans ce document, le président Kennedy s'adresse au peuple américain en utilisant la télévision. C'est un message destiné à être entendu par la communauté internationale en général, et par les Soviétiques en particulier. Le but est de montrer la détermination de l'exécutif fédéral et de donner la version américaine de la crise, en reportant la faute sur les Soviétiques et Cuba. Un avion américain espion a photographié des installations de missiles balistiques nucléaires soviétiques à Cuba le 14 octobre 1962. Pour le président américain, la responsabilité de la crise incombe donc à Khrouchtchev, qui contraint les États-Unis à réagir en raison de sa politique impérialiste et agressive dans une zone d'influence privilégiée pour les Américains. S'il est vrai que Khrouchtchev a fait déployer cette force nucléaire dans l'objectif de menacer le territoire étasunien, Kennedy omet de dire qu'en 1961 les États-Unis ont déployé des missiles en Turquie, menaçant l'URSS jusqu'à Moscou, et qu'il prépare une nouvelle offensive militaire contre Cuba depuis l'échec de la baie des cochons. La responsabilité de la crise ne peut donc être imputée de manière unilatérale à Khrouchtchev. La réponse américaine est cependant ferme et claire : Kennedy annonce le blocus de Cuba (pour empêcher la poursuite de la livraison des armes soviétiques) et lance un ultimatum à Khrouchtchev pour qu'il retire les armes déjà installées. La crédibilité et la sécurité des États-Unis sont en jeu.

Doc. 3 La réunion du Conseil de sécurité de l'ONU (25 octobre 1962)

En saisissant le Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis cherchent à mobiliser le droit international et à s'attirer les faveurs de la communauté internationale. Ils comptent également forcer les Soviétiques à prendre position. Mais bien entendu aucune sanction n'est possible contre Cuba ou l'URSS puisque cette dernière dispose du droit de veto.

Doc. 5 Khrouchtchev explique le retrait des fusées

L'issue de la crise se dessine entre le 26 et le 28 octobre 1962. Le 26 octobre, Khrouchtchev accepte le retrait des missiles de Cuba en échange du respect de l'intégrité de l'île par les Américains. Le 27, les Soviétiques exigent en plus le démantèlement des missiles américains basés en Turquie. Finalement, le 28, Khrouchtchev annonce que les missiles soviétiques seront retirés de Cuba sous contrôle de l'ONU. Le retrait des missiles américains n'est plus officiellement mentionné mais est obtenu dans une partie confidentielle de l'accord. La lettre de Khrouchtchev à Castro, datée du 30 octobre 1962, rappelle les termes de l'accord du 28 et présente une vision de la crise favorable à l'URSS. Il ressort que Khrouchtchev n'est pas prêt à aller jusqu'à « une guerre thermonucléaire mondiale » pour Cuba. Il tient à respecter son engagement de protéger l'île castriste, en obtenant des États-Unis la promesse de ne pas l'envahir, mais il ne veut pas être responsable du déclenchement d'une attaque atomique. Au contraire, Castro aurait suggéré à Khrouchtchev d'attaquer les États-Unis en utilisant les missiles implantés à Cuba. Mais Khrouchtchev ne veut pas une guerre nucléaire. L'équilibre de la terreur et le principe de destruction mutuelle assurée en raison des arsenaux nucléaires des États-Unis et de l'Union soviétique expliquent la position de Khrouchtchev.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 127

Parcours 1

1. Les États-Unis se sentent menacés parce que les missiles nucléaires installés à Cuba peuvent atteindre les villes du Sud-Est des États-Unis, et même détruire la capitale Washington.

2. L'embargo consiste à interdire l'accès des côtes cubaines aux navires y apportant des armes offensives. Ce sont les cargos soviétiques déjà en route qui sont concernés par cette décision.

3. Kennedy fait réunir le Conseil de sécurité de l'ONU parce que les missiles représentent pour Kennedy une menace pour la paix mondiale. Les États-Unis y montrent des photographies des bases de lancement de ces fusées prises par les avions espions américains (les U2). Mais il n'y a aucune chance qu'on y vote des sanctions contre Cuba, puisque l'URSS dispose du droit de veto sur les décisions.

4. Khrouchtchev décide de retirer les missiles nucléaires mais il obtient en échange la promesse des États-Unis de ne pas envahir Cuba et le retrait des missiles américains de Turquie (voir chronologie). Kennedy a montré sa fermeté, agitant la menace d'une guerre si les

navires soviétiques livrent des armes à Cuba et celle-ci pourrait évoluer en guerre nucléaire. Son discours a donc joué un rôle fondamental.

5. Cette célèbre caricature oppose les dirigeants des deux grandes puissances directement aux prises lors de la crise de Cuba. Kennedy et Khrouchtchev se livrent à une partie de bras de fer, tout en menaçant d'actionner le bouton qui déclenchera la mise à feu des fusées à ogive nucléaire sur lesquels ils sont assis. Finalement, Khrouchtchev retire ses missiles mais il obtient des concessions de Kennedy.

Parcours 2

L'installation de missiles nucléaires soviétiques à Cuba représente une menace pour les États-Unis. En effet, installés à Cuba, des missiles pourraient menacer et toucher tout le Sud-Est des États-Unis, jusqu'à la capitale Washington.

Kennedy décide donc de faire un embargo contre Cuba, c'est-à-dire de bloquer la circulation des navires soviétiques qui acheminent des armes vers l'île. Il décide aussi de saisir en urgence le Conseil de sécurité de l'ONU. Il compte ainsi forcer l'URSS, qui siège comme membre permanent au Conseil de sécurité, à prendre position.

Face à l'embargo américain, l'URSS préfère reculer pour éviter l'escalade et le risque de guerre thermonucléaire. Mais en contrepartie du retrait des missiles de Cuba, il obtient le retrait des missiles américains de Turquie, qui menaçaient l'URSS, et la promesse des États-Unis de ne pas envahir Cuba.

PP. 128-129 L'HISTOIRE AUTREMENT UNE GUERRE IDÉOLOGIQUE ET CULTURELLE

L'élève (ou un groupe d'élèves) peut faire un exposé en classant au préalable les informations dans trois rubriques : la mobilisation culturelle, la guerre de l'information, la compétition spatiale et sportive. L'idée est de montrer que l'affrontement direct étant impossible, il s'agit pour chacun des deux Grands de convaincre l'opinion publique mondiale de la supériorité de son modèle.

La mobilisation culturelle (doc. 1 et 3)

Aux États-Unis, la littérature populaire se met au service de la propagande américaine. Sur cette couverture de ce numéro unique de *Is this tomorrow*, les communistes brûlent le drapeau américain et détruisent les États-Unis. À la même époque, Captain America lutte contre les Soviétiques et le communisme dans la bande dessinée du même nom. Les romans d'espionnage dans lesquels les Soviétiques sont les méchants se multiplient et ont un tirage très important. Au cinéma, de nombreux films ont en toile de fond la lutte contre le communisme, et plus de trente films anticommunistes américains sortent en Europe entre 1945 et 1953, suscitant souvent la protestation des partis communistes du pays.

La guerre de l'information (doc. 2)

Les deux puissances se livrent aussi à une guerre de l'information qui est à cette époque diffusée par les radios vers les pays de l'autre bloc. Ces radios de propagande sont, pour les États-Unis, Radio Free Europe et Radio Liberation, et pour le bloc soviétique, Radio Moscou et Radio Prague. Radio Free Europe est financée par la CIA, services secrets américains, et émet vers les pays d'Europe de l'Est. Elle a deux objectifs : permettre aux populations est-européennes de comprendre qu'elles ne sont pas libres et qu'elles pourront le devenir un jour, et diviser le monde communiste.

La compétition spatiale et sportive (doc. 4, 5 et 6)

La conquête de l'espace a aussi un objectif de propagande. Elle commence par le lancement du premier satellite dans l'espace par les Soviétiques, puis l'envoi du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine. Mais les États-Unis fournissent alors un effort colossal et le monde entier assiste à la télévision en 1969 aux premiers pas sur la lune des spationautes américains.

Hypermédiatisés, les Jeux olympiques sont aussi un affrontement idéologique au cours duquel les deux grandes puissances présentent le nombre de médailles gagnées comme autant de victoires d'un modèle sur un autre. Aux Jeux olympiques d'hiver de Salt Lake City la victoire de l'équipe des États-Unis contre celle de l'URSS dans un match de hockey a un immense retentissement aux États-Unis.

PP. 130-131 COURS 1 LA GUERRE FROIDE (1947-1991)

Les documents de la leçon complètent les informations des études qui précèdent et permettent d'aborder la fin de la guerre froide (doc. 3, 4 et 5).

Document 1 La guerre de Corée (1950-1953)

De 1950 à 1953, la Corée est le théâtre d'une guerre sanglante qui oppose le Nord communiste au Sud nationaliste. Coupée en deux États distincts depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Corée entre en guerre avec l'attaque du Nord communiste contre la Corée du Sud. Celle-ci, aidée par les Américains mandatés par l'ONU, repousse ses envahisseurs, avant d'être elle-même repoussée par les Coréens du Nord aidés par la Chine. Finalement, après six mois de conflit, le front se situe presque sur la frontière initiale entre les deux Corées. Pendant deux ans et demi, la ligne de front ne bouge pas beaucoup et l'armistice entérine le statu quo. Officiellement, les deux Corées n'ont toujours pas signé de traité de paix à ce jour.

La guerre de Corée est donc un conflit qui oppose les deux blocs de la guerre froide par alliés interposés. C'est le premier conflit au cours duquel l'ONU – alors que l'URSS menait la politique de la chaise vide au Conseil de sécurité – envoie une coalition militaire mandatée pour secourir un peuple estimé agressé.

Documents 2 et 3 La course aux innovations nucléaires et La signature du traité de Washington (1987)

La rivalité entre les deux Grands se traduit par des progrès continus dans le domaine de l'armement nucléaire, avec des armes de plus en plus puissantes et pouvant être propulsées de plus en plus loin.

Le traité de Washington, signé en 1987 par le dirigeant soviétique Gorbatchev et le président américain Reagan, est une étape importante dans le processus de désarmement nucléaire. Il n'a été possible qu'en raison du retard de plus en plus important de l'URSS par rapport aux États-Unis en matière de technologie militaire et parce que Gorbatchev avait conscience qu'il fallait changer de politique internationale pour relever la situation économique de son pays.

Documents 4 et 5 L'effondrement du communisme en Europe de l'Est et La chute du mur de Berlin (nov. 1989)

Ces deux documents évoquent la chute du mur de Berlin et l'effondrement du communisme.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 131

1. Le document 4 est un extrait d'article du journal Le Monde qui date de novembre 1990.

2. Les États évoqués dans le texte sont l'URSS, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Hongrie.

3. La chute du mur de Berlin s'explique par les grandes manifestations en RDA qui sont encouragées par l'attitude de Gorbatchev qui décide de ne pas intervenir dans les affaires intérieures du pays. Les Tchécoslovaques d'Europe de l'Est comprennent alors que l'URSS ne réagira pas et ils sortent dans la rue poussant le pouvoir à organiser des élections libres qui sont perdues par les communistes.

PP. 133-135 JE M'ENTRAÎNE

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTION P. 133

Les questions ne concernent que le document 1. La carte est une aide complémentaire qui permet de localiser et de mieux comprendre le document.

1. À cette époque, l'Allemagne est divisée en deux États, la RFA et la RDA. Berlin est coupée en deux, Berlin-Ouest est un *Land* (région) de la RFA et Berlin-Est la capitale de la RDA ; mais Berlin est aussi occupée par des troupes étrangères : à Berlin-Ouest, les Américains, les Britanniques, les Français ; à Berlin-Est, les Soviétiques. En 1959, Käthe et son mari vivent en RDA.

2. Les Allemands de l'Est manquent de liberté. Les prêtres sont « interdits » (et donc la liberté de culte) et la société est surveillée. Il est aussi très difficile de quitter l'Allemagne de l'Est et ceux qui cherchent à fuir sont arrêtés.

3. En 1961, avec l'accord de Moscou, les autorités est-allemandes décident de construire un mur dans Berlin pour empêcher les migrations de population de l'est vers l'ouest. La raison est effectivement que des Allemands de l'Est, tels Heinz et Käthe Krause, cherchent à partir parce qu'ils « n'approuvent pas ce régime ».

4. Tout d'abord, les familles sont séparées. Les visites permises pour se rendre en RDA ou en RFA sont très difficiles à obtenir. Les lettres sont contrôlées par les autorités de la RDA et on ne peut donc pas parler de sa vie. On peut envoyer des paquets, mais ils sont fouillés.

5. Les événements de 1989 et 1990 sont la chute du Mur de Berlin (9 novembre 1989) et la réunification de l'Allemagne (3 octobre 1990). Ces deux événements permettent à la famille qui était partagée entre RFA et RDA de se retrouver.

ANALYSE DE DOCUMENTS 2 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 134

Documents 1 et 2

1. Il s'agit ici de la conquête spatiale. Les États-Unis et l'URSS cherchent alors chacun à montrer leur supériorité dans le domaine.

2.

Événement	Pays	Date (année)	Spationautes
Premier homme dans l'espace	URSS	1961	Youri Gagarine
Premier pas sur la Lune	États-Unis	1969	Neil Armstrong et Buzz Aldrin

3. Khrouchtchev s'adresse aux Soviétiques (« Chers camarades, chers amis »), mais aussi au monde entier (« citoyens du monde entier »).

Il compare Gagarine à Colomb, plaçant cet exploit parmi les plus importants de l'humanité. On le doit aux progrès accomplis en Russie grâce à la « doctrine marxiste-léniniste » et au « triomphe des idées de Lénine ». Ainsi, le premier voyage habité permet à Khrouchtchev de vanter la liberté des Soviétiques et de faire l'éloge du régime et de l'idéologie communiste auprès des Soviétiques, mais aussi des « citoyens du monde ».

4. Les États-Unis diffusent les images sur les télévisions du monde entier et les premiers pas sur la Lune des spationautes deviennent un événement mondial. De plus, ces derniers plantent le drapeau états-unien sur le sol lunaire (bien que la Lune ne leur appartienne pas) et montre bien ainsi aux yeux du monde que les États-Unis sont à l'origine de ce nouvel exploit.

5. Il existait d'autres moyens d'affrontement pacifiques : la diffusion d'émissions de radio sur le territoire de l'adversaire (la « guerre des ondes »), la culture de guerre froide (cinéma, littérature populaire), les compétitions sportives et notamment les Jeux olympiques où le nombre de médailles remportées est présenté comme un signe de supériorité de la nation, mais aussi du régime politique et de son idéologie.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 135

Introduction

Après la deuxième guerre mondiale, les anciennes puissances alliées – les États-Unis et l'URSS – deviennent rivales. Elles regroupent autour d'elles de nombreux pays et forment ainsi deux blocs qui s'opposent.

Comment se forment et s'affrontent les deux blocs de l'Ouest et de l'Est ?

Partie I

Le monde se divise en deux blocs qui s'opposent.

Après 1945, l'URSS étend son influence dans les pays d'Europe de l'Est qu'elle a libérés. Dans chaque pays, les communistes s'emparent du pouvoir et créent des démocraties populaires alignées sur l'URSS. En 1949, la Chine devient communiste à son tour, avec à sa tête Mao Zedong.

En 1947, les États-Unis proposent une aide financière à l'Europe, acceptée par les pays d'Europe de l'Ouest, le plan Marshall. Puis ils forment avec la plupart de ces pays et le Canada une organisation militaire – l'OTAN – en 1949. De son côté, l'URSS consolide son bloc en signant le pacte de Varsovie avec les démocraties populaires (1955).

Les deux blocs ont des idéologies opposées : les pays du bloc de l'Ouest défendent la démocratie et l'entreprise privée, alors que les pays du bloc de l'Est sont des dictatures dirigées par le parti communiste avec des économies collectivisées.

Partie II

Ainsi constitués, les deux blocs s'affrontent de diverses manières.

En 1949, l'URSS se dote de l'arme atomique. La course aux armements nucléaires, facteurs de puissance, s'accélère.

Plusieurs conflits éclatent entre les États-Unis et l'URSS : blocus de Berlin en 1948 par l'URSS, guerre entre la Corée du Nord soutenue par l'URSS et la Chine et la Corée du Sud alliée des États-Unis (1950-1953), où à propos des missiles nucléaires installés à Cuba en 1962. Mais les deux grands n'entrent pas en guerre l'un contre l'autre car une guerre directe pourrait dériver en déflagration nucléaire. L'affrontement entre les deux blocs passe aussi par une mobilisation de la culture et de l'information. Ainsi, chaque camp fait de la propagande contre l'adversaire par les médias traditionnels (radio, presse écrite...), mais aussi par le cinéma, la littérature populaire (romans d'espionnage) et pour les États-Unis la bande dessinée. Les victoires aux Jeux olympiques et les succès de la conquête spatiale permettent aussi aux deux Grands de montrer la supériorité de leur régime et de leur idéologie politiques.

Conclusion

Durant la guerre froide, les États-Unis et l'URSS ont créé deux blocs qui s'opposent par leur idéologie. Ils s'affrontent sans se faire directement la guerre, par crainte d'un conflit mondial et définitif.

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 135

Formation des blocs	Crises de la guerre froide	Fin de la guerre froide
Plan Marshall (1947) OTAN (1949) Pacte de Varsovie (1955)	Blocus de Berlin (1948-1949) Guerre de Corée (1950-1953) Mur de Berlin (1961) Crise de Cuba (1962)	Chute du mur de Berlin (1989) Morcellement de l'URSS (1991)

Chapitre 6 Indépendance et nouveaux États

La logique du chapitre

On présente les étapes de la décolonisation, qui commence en Asie et s'achève en Afrique. La comparaison avec la carte des empires coloniaux permet de rappeler quelles sont les grandes puissances coloniales et leurs colonies à la veille de l'indépendance (pp. 138-139).

Puis, on analyse les cas de deux processus d'indépendances, celui de l'Inde qui est « négocié » (pp. 140-141) et celui de l'Algérie qui se fait par la guerre (pp. 142-143)

La troisième étude porte sur la naissance et les débuts du tiers-monde et le rôle qu'y jouent les pays asiatiques, l'Inde en particulier (pp. 144-145)

La leçon (pp. 146-147) fait la synthèse et permet d'aborder la situation économique et sociale des pays du tiers-monde nouvellement indépendants (Algérie, Inde) et leur combat commun pour sortir du sous-développement.

Pour aller plus loin

Bibliographie

- Marc Michel, *Décolonisations et émergence du tiers-monde*, Coll. « Carré Histoire », Hachette, 1993. (Chapitres 4 à 13)
- *La guerre d'Algérie*, Librio, 2003. Une série d'articles tirés du journal *Le Monde*, année par année : rapide et qui fait la synthèse.
- « La France face à la décolonisation », *TDC*, n° 840, 15-30 septembre 2002. Synthèse adaptée au niveau 3°.
- Dans la revue *L'Histoire* :
 - « La fin des empires coloniaux », n° 49, 2010 (avec de nombreux portraits et anecdotes qui permettent d'enrichir le cours).
 - « La guerre d'Algérie », n° 15, 2002 (complet, avec des anecdotes, des cartes, des documents et de nombreux thèmes abordés, de bonnes bibliographies).

Filmographie

Sur la guerre d'Algérie

- *L'ennemi intime*, de Florent Emilio Siri, 2007 : aborde de nombreux aspects du conflit et bien adapté aux élèves de 3°
- *Avoir 20 ans dans les Aurès*, de René Vautier, 1972.
- *La Bataille d'Alger*, de Gillo Pontecovo, 1966 (sorti en 1971).

Sur la décolonisation de l'Inde

- *Le Dernier Vice-roi des Indes*, de Gurinder Chadha, 2017 : les négociations de Lord Mountbatten avec Nehru, Gandhi et Jinnah, les conflits et déplacements de population qui s'ensuivent. Un film bien adapté aux élèves de 3°.

PP. 138-139 OUVERTURE

La photographie de gauche présente l'entrée d'un mouvement indépendantiste, le Vietminh, à Hanoï dans le Nord du Vietnam après la signature des accords de Genève reconnaissant l'indépendance mais aussi la partition du Vietnam. On remarquera la grande jeunesse des combattants et leur joie à leur entrée dans la ville. L'indépendance s'est faite à la suite d'une guerre de 9 ans.

Sur l'affiche, qui date de 1963, Nasser (Égypte) et Ben Bella (Algérie) ont planté les drapeaux de leurs nouveaux États dans un Minotaure (corps d'homme et tête de taureau) représentant les anciennes armées coloniales. Ben Bella, nouveau chef de l'État et dirigeant du FLN, a participé à la lutte contre la puissance coloniale française, et Nasser a résisté à l'armée franco-britannique qui est intervenue pour empêcher la nationalisation du canal de Suez. L'affiche permet aussi d'évoquer l'aspiration à l'union des pays arabes (panarabisme) après leur accès à l'indépendance.

PP. 138-139 REPÈRES LA DÉCOLONISATION

La première carte permet de montrer quels sont les empires coloniaux en 1945 : métropoles et colonies. La seconde carte présente les étapes de la décolonisation, qui part de l'Asie pour gagner l'Afrique ainsi que le lieu des premières conférences du tiers-monde. Le travail sur la compétence « Se repérer dans l'espace et dans le temps », est ici bien adapté.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P.139

1. Les principaux empires coloniaux sont l'empire britannique et l'empire français.
2. En Afrique, la France possède les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), l'Afrique de l'Ouest (AOF et AEF), Madagascar ; en Asie, elle possède l'Indochine et quelques comptoirs en Inde.
3. Les pays d'Asie deviennent pour la plupart indépendants entre 1947 et 1956. La plupart des pays d'Afrique deviennent indépendants entre 1956 et 1964.
4. Les nouveaux États nés de l'empire des Indes britanniques sont l'Union indienne, le Pakistan, le Bangladesh (ex-Pakistan-Oriental) et le Sri Lanka. Il comprenait aussi la Birmanie jusqu'en 1937, date à laquelle elle a été séparée de l'Inde. Les nouveaux États de l'AOF sont la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Bénin. Ceux nés de l'Indochine française sont le Vietnam (partagé momentanément en deux en 1954), le Laos et le Cambodge.
5. En Afrique, des guerres d'indépendance ont lieu en Angola et au Mozambique (contre le Portugal), en Namibie et au Kenya (contre le Royaume-Uni) et en Algérie (contre la France). En Asie, des guerres éclatent en Malaisie (contre le Royaume-Uni), en Indochine (contre la France) et en Indonésie (contre les Pays-Bas).

PP. 140-141 ÉTUDE LA DÉCOLONISATION DE L'INDE BRITANNIQUE (1947)

La décolonisation de l'Inde britannique est négociée et aboutit à la formation de deux États, l'Union indienne et le Pakistan. Mais elle entraîne un déchaînement de violences entre les communautés et de gigantesques déplacements de population.

On explique, dans cette étude, le processus qui a mené à l'indépendance (compétence « Pratiquer différents langages »).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 141

Parcours 1

1. Le combat pour l'indépendance commence dans les années 1920 quand Gandhi prend la tête du parti du Congrès et lance son mouvement de désobéissance civile fondé sur la non-violence : grève des impôts, refus d'acheter des produits anglais...
2. Le gouvernement britannique souhaite l'indépendance de l'Inde. Mais il comprend que les indépendantistes n'ont pas tous la même conception de l'indépendance et il souhaite qu'ils s'entendent. En accordant l'indépendance par la négociation, il espère pouvoir conserver des bonnes relations avec son ancienne colonie dans le cadre du Commonwealth : il souhaite que « l'association des peuples britanniques et indien ne prenne pas fin ».
3. Les leaders indépendantistes s'opposent. Nehru souhaite l'unité de l'Inde alors qu'Ali Jinnah veut la partition du pays avec un État hindou et un État musulman. Pour Ali Jinnah, la partition est une nécessité car il y a selon lui des différences fondamentales entre hindous et musulmans. Selon lui, ils ont été unis sous la contrainte par l'administration britannique, mais il s'agit de deux « nations » fondamentalement différentes.
4. Les nouveaux États sont donc le Pakistan, à majorité musulmane, composé de deux territoires éloignés l'un de l'autre et l'Union indienne, à majorité hindoue. Ces nouveaux États sont nés en août 1947.
5. Les conséquences de la partition sont dramatiques. Tout d'abord, des violences et des massacres dans les régions frontalières entre communautés. Ensuite et par conséquent, des déplacements de population. Des hindous et des sikhs fuient le Pakistan pour l'Union indienne et des musulmans fuient l'Union indienne pour le Pakistan. Les nouveaux États contestent aussi leurs nouvelles frontières. Le Cachemire, que l'Union indienne a annexé mais qui est à majorité musulmane, est ainsi revendiqué par le Pakistan.

Parcours 2

La lutte pour l'indépendance commence entre les deux guerres. Elle est notamment menée par Gandhi qui prône la désobéissance civile. Après 1945, le Royaume-Uni est prêt à accorder l'indépendance au pays et les négociations commencent.

Le Royaume-Uni est représenté par Lord Mountbatten et les Indiens par plusieurs organisations indépendantistes. Nehru est le principal dirigeant du parti du Congrès et souhaite la formation d'un seul État indépendant correspondant à l'Inde britannique. Ali Jinnah, le leader de la Ligue musulmane, voudrait deux États, l'un musulman, l'autre hindou. Pour lui, musulmans et hindous ne font pas partie de la même nation et ils ne peuvent pas appartenir au même État. Le Royaume-Uni souhaite avant tout conserver des relations avec ses anciennes colonies dans une association commune, le Commonwealth.

L'indépendance est finalement accordée en 1947 et c'est la position d'Ali Jinnah qui l'emporte. L'Inde britannique est divisée en deux États, l'Union indienne à majorité hindoue, et le Pakistan, à majorité musulmane, composé de deux territoires éloignés l'un de l'autre. Mais cette partition a de lourdes conséquences. Les communautés s'affrontent et on assiste à de gigantesques déplacements de population : musulmans vers le Pakistan, hindous et sikhs vers l'Union indienne.

PP. 142-143 ÉTUDE LA GUERRE D'ALGÉRIE (1954-1962)

La décolonisation de l'Algérie est violente. Huit années de guerre sont nécessaires pour que les Algériens accèdent à l'indépendance en 1962. Cette guerre très meurtrière a fait de 300 000 à 400 000 morts du côté musulman selon l'historien Benjamin Stora, ce qui correspond, rapporté à la population musulmane, au nombre de morts de la Première Guerre mondiale pour la France. Il s'agit essentiellement d'Algériens tués par l'armée française, auxquels il faut ajouter les morts dus au conflit entre le FLN et le mouvement indépendantiste de Messali Hadj, les massacres des Harkis au moment de l'indépendance (environ 40 000) et les règlements de compte au sein du FLN.

Du côté français, on évalue les morts à 30 000 à 40 000 personnes, tuées essentiellement par le FLN et aussi l'OAS à la fin de la guerre. Il s'agit de soldats et d'Européens d'Algérie.

À tous ces morts algériens ou français, il faut ajouter le déracinement de centaines de milliers de paysans musulmans, qui ont dû quitter leurs villages durant la guerre pour vivre dans les camps de regroupement gardés par l'armée française, qui espérait ainsi couper les contacts entre les villageois et le FLN. Le déracinement concerne aussi les Européens d'Algérie, qui ont quitté le pays pour la France, et les Harkis qui sont parvenus à rejoindre la France (beaucoup n'en ont pas reçu l'autorisation de De Gaulle et ont donc été tués en Algérie par le FLN ou des Algériens voulant se venger).

On travaille ici la compétence « Analyser un document » à travers l'analyse de la proclamation du FLN (doc. 2).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 143

Parcours 1

1. La situation des deux populations est très contrastée. Les Européens (essentiellement des Français) ont un niveau de vie supérieur à celui des Algériens. Le taux de mortalité infantile est beaucoup plus faible et le taux de scolarisation dans le primaire nettement plus élevé. Les Européens possèdent aussi des exploitations agricoles beaucoup plus vastes que celles des musulmans. On pourra cependant nuancer en expliquant qu'il y a de fortes inégalités au sein de la population européenne, et que la situation du grand propriétaire d'un domaine agricole diffère fondamentalement de celle du Français qui est docker sur le port d'Alger.

2. La formulation « la lutte par tous les moyens » signifie que le FLN engagera la lutte armée si la France s'oppose à l'indépendance. Pour le FLN, toutes les autres actions ont échoué, en particulier la lutte pacifique qui n'a servi à rien : les Algériens n'ont obtenu aucune liberté nouvelle par ce moyen.

3. Le déséquilibre militaire est considérable entre l'armée française et celle du FLN qui ne dépasse jamais 50 000 personnes alors que l'armée française (soldats de métier, appelés du contingent, Harkis) dépasse les 500 000 dès 1957. L'augmentation des effectifs militaires français est due à l'incapacité de mettre fin à cette « guerre qui ne dit pas son nom » présenté au début comme une opération de pacification. La baisse à partir de 1961 s'explique par l'avancée des négociations et le début du retour des appelés du contingent (ou du non-remplacement de ceux qui rentrent) sous la pression de l'opinion publique française.

4. Le témoignage du soldat (doc. 5) est révélateur de la violence de la guerre menée par l'armée française. L'aviation bombarde et mitraille le FLN, mais aussi les villages ou les villageois qui se déplacent dans les Aurès. L'armée multiplie les arrestations et utilise la torture. Elle mène aussi des actions de représailles. À la suite d'une embuscade, elle assassine des civils. La photographie montre des membres de l'ALN morts ou capturés comme des trophées de chasse. La carte (doc. 3) permet d'avoir un point de vue général sur la violence de guerre : attentats du FLN dans les campagnes, puis dans les villes (bataille d'Alger) ; installation de bases de repli en Tunisie et au Maroc ; du côté français, construction de barrages électrifiés par l'armée aux frontières avec la Tunisie et le Maroc pour couper le FLN de ses bases militaires. La carte ne mentionne pas le regroupement de millions de villageois dans des camps pour les couper de tout contact avec le FLN à partir de 1957. Ils regrouperont 1 million de personnes, qui y souffrent de faim et de maladies du fait des mauvaises conditions sanitaires.

5. La guerre d'Algérie s'achève par les accords d'Évian (mars 1962), puis l'indépendance (juillet 1962) à la suite d'un référendum en France et en Algérie. Les accords sont suivis par la multiplication des attentats de l'OAS qui veut garder l'Algérie française. Les Européens quittent alors l'Algérie, craignant les mesures de représailles après l'indépendance. Ils sont 800 000 à partir pour la métropole en bateau. Certains Harkis fuient aussi l'Algérie, mais beaucoup n'y parviendront pas et seront massacrés dans leur pays.

Parcours 2

1. Il s'agit d'un tract du FLN datant du 31 octobre 1954.

2. Le FLN revendique l'indépendance de l'Algérie.

3. Pour le FLN, la lutte politique et pacifique n'a servi à rien : les Algériens n'ont obtenu aucune liberté nouvelle par ce moyen. La formulation « la lutte par tous les moyens » signifie que le FLN engagera la lutte armée si la France s'oppose à l'indépendance immédiate.

4. Le FLN commet de nombreux attentats le 1^{er} novembre 1954 pour marquer le début de cette lutte armée.

P. 144-145 ÉTUDE L'ÉMERGENCE DU TIERS-MONDE

Les pays nouvellement indépendants sont pauvres. Ils s'organisent pour éviter une nouvelle dépendance à l'égard d'un des deux blocs. Cette étude, en proposant la réalisation d'une carte mentale, permet de travailler la compétence « Pratiquer différents langages ».

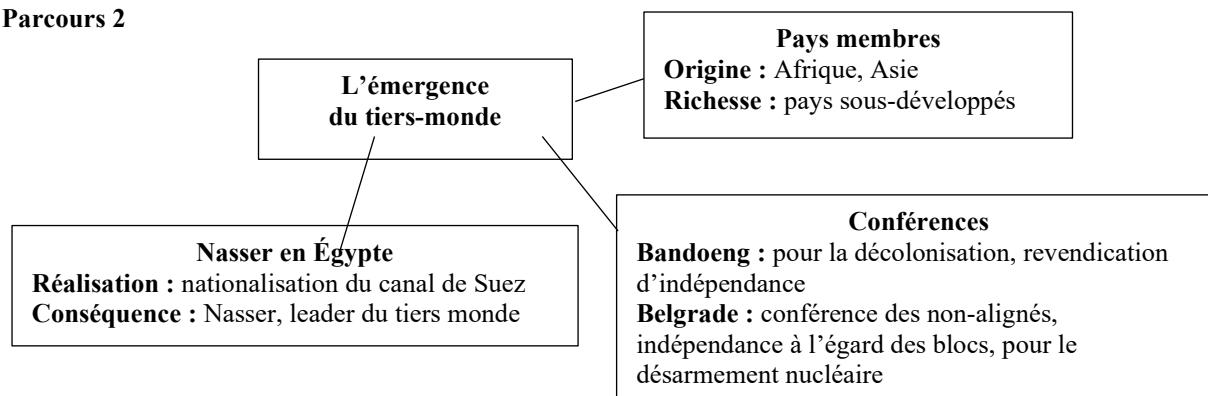
RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 145

Parcours 1

1. Les pays réunis à Bandoeng appartiennent essentiellement à l'Asie et, dans une moindre mesure, à l'Afrique (la plupart des pays d'Afrique sont encore des colonies en 1955). Ils ont presque tous en commun d'avoir été colonisés par les grandes puissances européennes. Ces pays représentent plus de la moitié de la population mondiale, mais environ 11 % de la richesse mondiale. Cela signifie que le niveau de vie des habitants est très faible. Ces pays sont aussi sous-représentés politiquement à l'ONU car ils n'occupent que 28 % des sièges.

2. Les pays du tiers-monde veulent éviter toute forme de domination et s'opposent en particulier au colonialisme. Ils ne veulent recevoir d'ordre de personne, tout en ayant de bonnes relations avec les deux blocs.
3. La nationalisation du canal de Suez est un enjeu important car elle permet à l'Égypte de financer son développement. À cette époque, une part croissante de la flotte mondiale emprunte le canal pour aller se fournir en pétrole dans le golfe Persique. Chaque navire qui passe verse une somme qui enrichit la société du canal. Avec la nationalisation, l'État égyptien a des moyens financiers qui vont permettre, entre autres, la construction du barrage d'Assouan et la suppression des crues du Nil. La nationalisation est un exemple pour les pays du tiers-monde qui vont désormais revendiquer la possession de leurs ressources, en particulier celles de leur sous-sol, minerais et hydrocarbures.
4. À Bandoeng, les États réclament avant tout la poursuite de la décolonisation, surtout en Afrique. Lors de la conférence de Belgrade, celle-ci est presque achevée. Le terme « non-aligné » signifie « qui n'est aligné sur aucun des blocs », Est ou Ouest. Les non-alignés se veulent donc indépendants des États-Unis, comme de l'URSS et ils réclament le désarmement nucléaire.

Parcours 2



P. 146-147 COURS 1 INDÉPENDANCES ET NOUVEAUX ÉTATS

La leçon permet de resituer les études dans le contexte plus général : après la Seconde Guerre mondiale, le contexte international est favorable à la décolonisation qui commence en Asie pour continuer en Afrique. La décolonisation peut être pacifique ou violente. Après les indépendances, les nouveaux États s'organisent pour former le tiers-monde.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 146-147

Doc. 1 Le nouveau contexte international après 1945

1. Le point commun des trois déclarations est l'opposition à la colonisation.
2. Pour les États-Unis, c'est en souvenir de son propre passé de colonie et des grands principes de liberté qu'ils défendent. Pour l'URSS, c'est au nom de l'égalité entre les hommes et contre l'exploitation de l'homme par l'homme. Pour l'ONU, c'est au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils proposent donc de consulter les peuples par voie de référendum.

Doc. 3 L'accroissement naturel en Algérie

1. Après 1945, le taux d'accroissement naturel augmente fortement et donc la croissance démographique est forte. Cela s'explique par la baisse de la mortalité alors que la natalité reste forte. On pourra néanmoins s'interroger sur la courbe de la mortalité qui ne montre aucune augmentation durant la guerre d'Algérie, alors qu'on évalue le nombre de morts algériens pendant cette période de 300 à 400 000 personnes.
2. Il y a davantage d'enfants à scolariser, il faut nourrir une population plus nombreuse, plus d'hôpitaux et plus d'emplois.

Doc. 4 L'Appel du Groupe des 77 à l'ONU

1. Les problèmes des pays du tiers-monde sont la baisse du prix réel des produits exportés (essentiellement des matières premières), la stagnation de la production alimentaire, la croissance démographique rapide qui renforce la malnutrition et la sous-alimentation.
2. Le Groupe des 77 demande que la communauté internationale corrige ces déséquilibres, surtout par l'augmentation du prix des matières premières exportées (augmenter le « pouvoir d'achat » des exportations). On est donc passé du « non-alignement » à la demande d'un « nouvel ordre économique mondial ».

Doc. 5 Le sous-développement de l'Inde et de l'Algérie dans les années 1960

Il est vrai que les pays nouvellement indépendants sont particulièrement pauvres comme le montrent ces statistiques pour l'Inde et l'Algérie dont nous avons étudié le processus d'indépendance : population essentiellement rurale, importance de l'agriculture par

rapport aux autres secteurs d'activité, faible espérance de vie (liée à la forte mortalité infantile), scolarisation faible (moins de la moitié des enfants va à l'école, malgré de grands progrès après 1945). On peut donc dire qu'il s'agit de pays sous-développés.

PP. 149-151 JE M'ENTRAÎNE

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 149

Document 1

1. En 1945, l'Indochine appartient à l'empire colonial français. Néanmoins, le leader indépendantiste et communiste Hô Chi Minh a profité de l'absence des troupes françaises et du départ des Japonais pour proclamer l'indépendance du Vietnam.
2. Hô Chi Minh s'appuie sur de grands textes connus du monde entier qui proclament les droits humains : la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique, la Déclaration des droits de l'homme française. Il met ainsi les nations occidentales dans leurs contradictions. Elles défendent des droits qu'elles-mêmes n'appliquent pas dans le cadre de la colonisation. En s'appuyant sur ces valeurs occidentales, Hô Chi Minh légitime la Déclaration d'indépendance du Vietnam auprès de ses concitoyens, mais aussi des grandes puissances, en particulier de la France.
3. Hô Chi Minh reproche essentiellement l'exploitation du peuple vietnamien sous la colonisation, à savoir : la conquête des terres par les Français, la privation des libertés, des lois inhumaines, « le saccage du pays », la misère.

Document 2

4. Une guerre asymétrique est une guerre qui oppose deux acteurs aux forces très inégales. Le nombre de soldats devient finalement favorable aux Vietnamiens, l'asymétrie se perçoit surtout par le déséquilibre de l'armement. Le Vietminh dispose de moins de chars, de camions et n'a pas d'avions.
5. Chaque bloc soutient un camp. La France reçoit l'aide matérielle des États-Unis, alors que le Vietminh est soutenu par la Chine et l'URSS qui apporte des armes mais aussi des conseillers militaires.
6. La paix de 1954 est très fragile puisque le Vietnam est divisé provisoirement en deux, avec des régimes politiques et des alliances opposés. La situation politique du Vietnam n'est donc pas stabilisée.

ANALYSE DE DOCUMENT 2 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 150

Document 1

1. En 1973, les continents du tiers-monde sont l'Afrique, l'Asie et on peut y ajouter un sous-continent : l'Amérique latine. Le tiers-monde est un ensemble de pays sous-développés, dont beaucoup ont été colonisés et sont récemment devenus indépendants.
2. Bandoeng est une ville d'Indonésie. La conférence réunit des pays d'Asie et d'Afrique, presque tous nouvellement indépendants. Elle s'oppose à la colonisation et à toute nouvelle forme de dépendance.
3. Belgrade est une ville de Yougoslavie. Le mouvement créé par la conférence de Belgrade est le mouvement des non-alignés, qui refuse donc l'alignement sur l'un des deux blocs.

Document 2

4. La nationalisation des ressources naturelles du pays ; la coopération entre les pays non alignés pour s'imposer face aux pays industrialisés ; la mise en place d'organismes communs entre pays producteurs et exportateurs de produits de base (matières premières).

Documents 1 et 2

5. En 1955, les pays indépendants d'Afrique et d'Asie se réunissent à Bandoeng en Indonésie. Ils condamnent la colonisation et revendiquent leur indépendance à l'égard des grandes puissances. Ces pays qui représentent plus de la moitié de la population mondiale, souvent très pauvres, forment le tiers-monde.
En 1962, de nombreux pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et la Yougoslavie se retrouvent à Belgrade. Ils créent le mouvement des non-alignés qui refuse de s'aligner sur l'un des deux blocs.
Mais les priorités changent dès les années 1960. Plus que le non-alignement, c'est le développement économique qui devient la principale préoccupation des pays du tiers-monde. En 1973, lors de la 4^e conférence des pays non-alignés, leurs revendications sont d'ordre économique : assurer la souveraineté sur leurs ressources naturelles en les nationalisant, négocier un nouvel ordre économique plus favorable, créer des organismes communs de producteurs et exportateurs de matières premières (de zinc, fer...) pour pouvoir défendre leurs intérêts.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 151

Introduction

En 1954, l'Algérie est une colonie française. Elle est peuplée d'Algériens musulmans, mais aussi d'une forte minorité de colons français. Alors que la décolonisation s'achève en Asie, la France refuse l'indépendance du pays.
Comment l'Algérie est-elle devenue indépendante ?

Partie I

En 1954, la colonisation est mal supportée

L'Algérie est peuplée majoritairement d'Algériens musulmans (8,5 millions). Les Algériens ne sont pas citoyens français et n'ont pas les mêmes droits que les Français d'Algérie. Les inégalités sont fortes entre les deux communautés : inégalités foncières (les colons possèdent d'immenses propriétés agricoles), inégalités sociales (grandes différences d'espérance de vie), inégalités scolaires (les enfants français sont tous scolarisés alors que les enfants algériens ne sont que 20 % à aller à l'école).

Le contexte international est par ailleurs favorable à la décolonisation. La décolonisation est presque achevée en Asie. Après plusieurs années de lutte contre l'armée française, les pays d'Indochine sont devenus indépendants en 1954. Les deux grandes puissances – les États-Unis et l'URSS – sont favorables à la décolonisation alors que l'ONU proclame « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Partie II

La guerre d'indépendance commence en 1954

Le 1^{er} novembre 1954, un nouveau mouvement indépendantiste algérien, le Front de libération nationale, se lance dans la lutte armée. Mais le gouvernement français, pour qui « l'Algérie c'est la France », refuse toute idée d'indépendance.

L'armée du FLN (l'ALN) dispose de peu d'armes et de moyens alors que l'armée française possède d'équipements modernes comme des hélicoptères, et de nombreux soldats : des soldats de métier, des appelés du contingent de plus en plus nombreux et des supplétifs algériens, les harkis. La guérilla de l'ALN qui se développe d'abord dans les campagnes gagne ensuite les villes où elle multiplie les attentats (bataille d'Alger, 1957).

L'armée française utilise la torture pour obtenir des renseignements. Elle cherche aussi à couper l'ALN de ses bases arrière en créant des barrages électrifiés aux frontières de la Tunisie et du Maroc. En 1958, elle est sur le point de l'emporter, mais la France est condamnée par la communauté internationale.

Partie III

En 1958, Charles de Gaulle revient au pouvoir à la faveur de la crise algérienne. En 1959, craignant pour l'image de la France dans le monde, il entame des négociations avec le FLN et signe les accords d'Évian en mars 1962. L'indépendance de l'Algérie est proclamée le 3 juillet 1962 à la suite de référendums dans les deux pays.

La guerre a causé la mort d'environ 32 000 Français et de 250 000 à 430 000 Algériens.

Craignant des représailles, plus de 800 000 Français d'Algérie – les « rapatriés » – et de nombreux harkis quittent le pays en 1962 pour rejoindre l'ancienne métropole.

Conclusion

L'Algérie a connu une longue guerre d'indépendance de 1954 à 1962, particulièrement violente, qui a creusé un fossé entre elle et la France. À la sortie de cette guerre, le FLN, qui détient le pouvoir, doit résoudre les problèmes du sous-développement du pays.

PLAN POUR UN DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT SUR L'INDE BRITANNIQUE

Sous la forme d'un développement construit, montrez comment l'Inde britannique accède à l'indépendance.

I. Un contexte international favorable

II. La négociation pour l'indépendance

III. Les conséquences de l'indépendance

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 151

1947 : Indépendance de l'Inde.

1954 : Indépendance de l'Indochine.

1955 : Conférence de Bandoeng.

1956 : Indépendance de la Tunisie.

1960 : Indépendance de l'Afrique noire française.

1962 : Indépendance de l'Algérie.

Chapitre 7 Affirmation et mise en œuvre du projet européen

La logique du chapitre

Ce chapitre s'insère dans le thème 2, « Le monde depuis 1945 », en lien avec les deux chapitres précédents sur la décolonisation et la guerre froide, ainsi qu'avec le thème de géographie « La France et l'Union européenne ».

Les doubles pages du chapitre mettent l'accent sur les grandes étapes de la construction du projet européen en accord avec les nouveaux programmes : naissance du projet dans le cadre de la guerre froide, et son affirmation progressive, du traité de Rome à celui de Maastricht replacés dans leur contexte. Elles permettent l'acquisition de connaissances et la mise en pratique de compétences au moyen de pages d'études et d'une tâche complexe, tout en respectant la liberté pédagogique de chaque enseignant. Ce chapitre constitue un pont vers le chapitre de géographie « La France et l'Union européenne », montrant que la construction européenne reste en devenir ; il autorise aussi un lien avec l'Enseignement Moral et Civique.

Deux moments clés structurent le chapitre : le premier se propose d'étudier la naissance du projet, avec la signature du traité instituant la CECA, et son affirmation avec la signature du traité de Rome (pp. 154-155), Le deuxième s'articule autour du traité de Maastricht et le nouvel élan de la construction européenne après la fin du communisme en Europe (pp. 156-157). Les pages 158-159 permettent d'aborder par des documents les élargissements après la guerre froide, puis les difficultés récentes de l'Union européenne, notamment le départ du Royaume-Uni (Brexit).

Dans ce chapitre, différentes compétences sont mises en pratique : « Se repérer dans le temps », « Analyser et comprendre un document », « Raisonner » selon les exigences du programme.

Pour aller plus loin

Bibliographie

Pour les enseignants

- Christophe Réveillard, *Les dates-clés de la construction européenne. Du plan Schuman au Brexit*, Ellipses, 2020.
- Guillaume Devin, Guillaume Courty, *La Construction européenne*, Coll. « Repères », La Découverte, 2018.
- Damien Christiany, Christian Ponchon, *L'Union européenne – Organisation, histoire, géographie – Les 27 pays*, Aedis, 2020.

Pour les élèves

- Nathalie Loiseau (Auteur), Nathalie Desforges (Illustration), *L'Europe en BD*, coll. « Tout en BD », Casterman, 2019.

Sitographie

- L'histoire de la construction européenne : <https://strasbourg-europe.eu/lhistoire-de-la-construction-europeenne/>
- Le site de l'Union européenne : https://europa.eu/european-union/about-eu/history_fr
- L'Atlas permanent de l'Union européenne : <http://www.atlas-permanent.eu/>
- La fondation Robert Schuman : robert-schuman.eu/fr/robert-schuman
- Des renseignements sur les États membres et des cartes interactives : https://europa.eu/european-union/about-eu/countries_fr#carte

Filmographie (sur internet)

- « Robert Schuman, un destin européen » : <https://www.youtube.com/watch?v=s8jLhQ7DSz0>
- La CECA, « Histoire d'un traité » : <http://www.ina.fr/video/VDD09016192>
- « Le Traité de Rome » : https://www.youtube.com/watch?v=Ef_AYSLNNfQ

Cette double page s'ouvre sur des documents et une frise chronologique permettant à l'élève de saisir que les étapes de la construction européenne s'inscrivent dans une continuité temporelle. Les principaux repères chronologiques (frise sur la page de droite) amènent à visualiser clairement cette dynamique.

La caricature de Plantu de la page de gauche (doc. 1) a paru dans le quotidien *Le Monde* à l'occasion de la première élection du Parlement européen en 1979. En quatre cases, l'auteur résume l'histoire de l'Europe depuis les Romains jusqu'à nos jours. Toute tentative de dominer l'Europe par la force a échoué, que ce soit au temps des Romains, de Napoléon ou de l'Allemagne nazie. La dernière case montre que la seule façon d'unir les nations européennes par la volonté des peuples est le processus démocratique.

La photographie de la page de droite montre le siège actuel du Parlement européen à Strasbourg. Ce bâtiment porte le nom de Louise Weiss journaliste et femme politique française qui a œuvré en faveur de la construction européenne et qui a été élue eurodéputé en 1979. Ce bâtiment a été inauguré en 1999 avec un hémicycle pouvant accueillir 750 députés et 785 places pour le public. Le Parlement européen est la plus grande assemblée élue au suffrage universel direct.

PP. 154-155 ÉTUDE NAISSANCE DU PROJET EUROPÉEN

Cette double page permet de comprendre l'origine du projet européen, ses initiateurs et le contexte particulier (après-guerre et début de la guerre froide) qui marque ce moment. Sept personnalités sont les acteurs de cette construction, on les appelle les « pères de l'Europe » (doc. 1). En référence aux pères fondateurs des États-Unis d'Amérique, on a donné ce surnom à ces sept personnalités politiques qui ont joué un rôle fondateur dans la mise en place de la CECA et de la CEE, premières étapes qui ont conduit à l'actuelle Union européenne.

Il s'agit des Français Jean Monnet et Robert Schuman, de l'Allemand Konrad Adenauer, du Luxembourgeois Joseph Bech, du Néerlandais Johan Willem Beyen, du Belge Paul-Henri Spaak et de l'Italien Alcide De Gasperi. Ce document permet aussi de repérer les six pays fondateurs.

La déclaration Schuman de mai 1950 (doc. 2), préfigure la signature du traité de Paris l'année suivante qui institue la CECA. D'emblée les fondements de cette union à six sont posés : la paix et la prospérité des pays européens de l'Ouest passent par la coopération et l'indispensable réconciliation franco-allemande, couple moteur de toute avancée européenne. Ce projet doit faire renaître et s'affirmer une Europe nouvelle au sortir de la Seconde Guerre mondiale, qui a laissé le continent détruit, ruiné et divisé par les blocs (doc. 5) et sous la menace du communisme (doc. 4). La signature du traité de Rome (doc. 3) marque une étape essentielle dans l'affirmation du projet européen d'union.

Le document 3 présente trois articles importants du traité de Rome signé en 1957, qui crée la CEE (et l'EURATOM). C'est une étape importante de la construction européenne avec la volonté d'instituer un espace sans frontières (marché commun) pour les biens et les services, ainsi qu'une libre circulation des personnes. L'objectif de la CEE est aussi d'assurer la paix et la prospérité en Europe par la coopération des États membres.

Le document 4 est une affiche de l'organisation anticommuniste « Paix et liberté » créée en France en 1950 par Jean-Paul David, député-maire radical de Mantes et secrétaire général du Rassemblement des gauches républicaines (RGR), coalition électorale de centre droit de la IV^e République. Soutenue financièrement par les Américains, cette organisation a pour but de contrer la propagande communiste. En effet, l'organisation « Paix et liberté » ne voulait pas laisser le monopole du thème de la paix au parti communiste qui en avait fait un axe de sa propagande depuis l'appel de Stockholm (pétition contre l'armement nucléaire initiée par le « Mouvement mondial des partisans de la paix », d'inspiration communiste, et par Frédéric Joliot-Curie en 1950). Cette affiche permet de travailler sur le contexte de la guerre froide et de l'affrontement idéologique qui marque les débuts de la construction européenne.

Le document 5 est une caricature de l'Allemand Hans Erich Köhler (1905-1983) qui pose de façon humoristique en 1957 la question du rôle et de la place de cette jeune Europe (CEE) sur la scène internationale, tentant de s'affirmer entre les deux blocs.

Vidéo Le traité de Rome

Cette vidéo a été réalisée à partir d'archives (France TV, INA et TV5monde).

Réponse : Elle présente les étapes de la construction européenne des lendemains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au Brexit.

1. Quel est l'état de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

Réponse : Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est un champ de ruines, le bilan démographique et économique est catastrophique. Il lui faut se reconstruire et rebâtir la paix.

2. Que présente Robert Schuman en 1950 ?

Réponse : En 1950, R. Schuman, ministre français des Affaires étrangères, présente un projet inédit : mettre en commun les ressources minières de la France et de la République fédérale allemande pour empêcher tout nouveau conflit.

3. Quels pays signent le traité de Paris en 1951 et à quoi donne-t-il naissance ?

Réponse : En 1951, La France, la République fédérale allemande, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Italie signent le traité de Paris qui donne naissance à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

4. Dans quel contexte international, les Européens fondent-ils le marché commun ? Par quel traité et à quelle date ?

Réponse : C'est dans le contexte de la guerre froide que les Européens fondent le marché commun en signant le traité de Rome en 1957.

5. Qu'est-ce qui montre le succès de la CEE ?

Réponse : L'Europe devient une puissance mondiale et de nouveaux pays souhaitent la rejoindre. La CEE s'élargit à 12 pays entre 1973 et 1992.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 155

1. Les deux causes qui poussent les Européens de l'Ouest à s'unir dans le contexte de la guerre froide sont la peur du communisme et la volonté de garantir la paix.
2. Le ministre français des Affaires étrangères, Robert Schuman, propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une haute autorité commune. Il s'agit de créer une solidarité économique entre la France et l'Allemagne (RFA), ouverte à d'autres pays dans le but de préserver la paix et de jeter les bases d'une fédération européenne.
3. La CECA est fondée par six pays d'Europe de l'Ouest : la France, la République fédérale allemande, l'Italie et les pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Luxembourg).
4. Le traité de Rome prévoit l'élimination des droits de douane et une libre circulation des marchandises, des services et des capitaux.
5. En matière économique, le traité de Rome a pour but de créer un marché commun entre les États membres ; en matière sociale, il veut favoriser une hausse du niveau de vie des Européens ; enfin, en matière politique, il veut établir des relations plus étroites entre les États signataires.
6. La CEE a pour ambition de devenir une troisième force politique entre le bloc communiste et le bloc occidental. Mais elle n'est pas encore une puissance.

PP. 156-157 L'HISTOIRE AUTREMENT 1992 : LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Cette double page, consacrée au traité de Maastricht, signé en 1992 et instituant l'Union européenne, permet aux élèves, de réaliser une tâche complexe qui consiste en une présentation orale de l'importance du traité de Maastricht dans l'approfondissement de la construction européenne.

Il s'agit de comprendre le contexte de l'époque, marqué par la fin de la guerre froide, l'accélération de la mondialisation et la domination de l'hyperpuissance américaine. Les élèves doivent prendre conscience que l'élaboration de ce traité a été longue et les négociations laborieuses. Douze pays ont signé et ratifié le traité de Maastricht par vote de leur Parlement ou par référendum, comme en France. Il marque un nouvel élan de la construction européenne et de nouveaux défis, avant de futurs élargissements.

Vidéo Le traité de Maastricht

Cette vidéo est extraite d'un reportage d'Euronews à l'occasion du 25^e anniversaire de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht réalisé en 2018. Cette vidéo fait le point sur la genèse du traité et les doutes qu'il a suscité dans l'opinion publique européenne.

Vidéo La signature du traité de Maastricht

Il s'agit d'une vidéo de Daily Motion due au Gouvernement français et présentant la signature du traité de Maastricht et ses principales avancées dans différents domaines : monnaie, défense, politique étrangère et citoyenneté entre autres.

Doc. 1 La signature du traité de Maastricht (7 février 1992)

La photographie a été prise dans la salle de cérémonie du palais du gouvernement provincial du Limbourg à Maastricht aux Pays-Bas. Sont présents les ministres des Affaires étrangères et des Finances des douze pays signataires.

Doc. 2 Les objectifs du traité de Maastricht

Ces extraits des articles 1 et 2 du traité portent sur ses principaux objectifs en matière économique et monétaire, en matière de politique étrangère, de sécurité et de justice. De plus, il crée la citoyenneté européenne et les droits qui s'y rattachent permettant de faire un lien avec le programme d'EMC.

Doc. 3 Des négociations difficiles

Cette caricature de Plantu montre de façon humoristique les difficultés dans les négociations du traité en moquant en particulier les exigences du Royaume-Uni qui obtient une clause d'exemption concernant la « charte sociale » et le passage à l'euro.

Doc. 4 Les pays signataires

Cette carte permet aux élèves de localiser les douze États membres de la CEE qui signent ce traité sur l'Union européenne en 1992.

Doc. 5 La naissance d'une citoyenneté européenne

Ce texte est la partie du traité de Maastricht (extraits) mettant en place la citoyenneté européenne, très concret et parlant pour les élèves. Ils permettent de faire le lien avec l'EMC.

Doc. 6 La présentation de l'euro

Prévue par le traité, une monnaie européenne, l'euro, voit le jour en 2002. À ce jour, 21 pays sur 27 États membres ont adopté la monnaie unique constituant ainsi la zone euro.

Présentation orale p. 156

Après des négociations difficiles, les douze pays membres de la CEE signent le traité de Maastricht qui institue l'Union européenne (UE) en 1992.

Dans son article 2, ce traité entend « promouvoir un progrès économique et social équilibré et durable, notamment par la création d'un espace sans frontières intérieures, par le renforcement de la cohésion économique et sociale et par l'établissement d'une union économique et monétaire comportant, à terme, une monnaie unique ». En 2002, l'euro, monnaie unique européenne, est mis en circulation.

L'UE n'est pas qu'une union économique. Le traité entend développer une politique étrangère et de sécurité commune et développer des coopérations en matière de justice et d'affaires intérieures. Enfin, il institue une citoyenneté européenne qui offre de nouveaux droits aux citoyens des États membres et notamment celui qui permet, entre autres, aux citoyens de l'UE de voter aux élections municipales ou européennes dans n'importe quel pays membre.

PP. 158-159 COURS 1 L'AFFIRMATION EUROPÉENNE

Cette double page offre une leçon synthétique de la construction et de l'affirmation de l'Europe depuis les années d'après-guerre jusqu'à nos jours puisqu'elle intègre le résultat du référendum des Britanniques sur leur sortie de l'Union (Brexit). Les documents permettent d'aborder les élargissements après le traité de Maastricht et le départ du Royaume-Uni de l'Union européenne en 2020.

Le document 1 met l'accent sur le tournant de 2004 pour l'UE qui intègre 10 nouveaux États dont 8 de l'ancien bloc soviétique, ce qui représente un défi. La carte (doc. 2) présente les élargissements successifs de l'Union européenne et constitue un outil essentiel pour se repérer dans l'espace. Elle montre aussi les pays qui ont vocation à la rejoindre un jour, ceux qui ont refusé d'y adhérer ou d'y demeurer. La question du Brexit est évoquée par le document 3 (une caricature de Oli, en 2016, illustrant de façon humoristique le résultat du référendum), et le document 4 qui met l'accent sur ses conséquences.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 158-159

Doc. 1 Le tournant de 2004

1. En 2004 10 nouveaux pays adhèrent à l'UE
2. C'est la chute du communisme qui permet cet élargissement.
3. L'élargissement permet à l'Union d'accroître son territoire, sa population et son PIB. Mais cela veut aussi dire plus de particularismes, de susceptibilités rendant urgente la réforme des institutions européennes. Il faut aussi corriger les écarts de développement entre anciens et nouveaux membres.

Doc. 4 Les conséquences du Brexit

Depuis son entrée dans la CEE en 1973, le Royaume-Uni a souvent ralenti ou compliqué les négociations au sein de l'UE. C'est pour cela que certains pensent que son départ de l'Union peut faciliter de nouveaux projets européens.

P. 160 JE RETIENS L'ESSENTIEL

La page 160 offre aux élèves un outil de révision synthétique et ordonné sous forme d'une carte mentale qui peut servir de modèle pour l'élaboration de fiches de révisions personnelles ou d'exercices construits seuls ou collectivement, à la maison ou en classe. Quelques dates-clés rappellent les étapes principales et les repères à connaître ainsi que le nom d'acteurs importants de cette construction.

PP. 161-163 JE M'ENTRAÎNE

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 161

Document 1

1. Les traités de Rome sont signés par 6 pays européens : France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg le 25 mars 1957. Les Communautés créées sont la Communauté économique européenne (appelée aussi Marché commun) et l'Euratom (Communauté européenne de l'énergie atomique).

2. Le traité de Rome crée la CEE : un marché commun qui a pour but d'abolir les taxes douanières entre les pays membres, de permettre la libre circulation des personnes, des biens et des entreprises, afin de constituer une seule communauté européenne aux frontières extérieures communes.
3. Les objectifs des traités indiqués sur l'affiche sont la paix et le progrès (économique, technologique, etc.).
4. Les femmes placées devant une carte de la CEE représentent les pays membres, elles sont joyeuses et se tiennent la main. Il s'agit de montrer que les pays membres sont solidaires et que cette Communauté va apporter la paix et le bonheur à ses populations.

Documents 1 et 2

5. La première partie (en vert) : la carte à l'arrière-plan, « Finalement les frontières tombent, et l'on a une seule communauté et une libre circulation des personnes, des biens et surtout du travail ».

La seconde partie (en jaune) : « Une Europe unie pour le progrès ».

La troisième partie (en bleu) : « Une Europe unie pour la paix », les femmes (représentant les différents pays) qui se tiennent la main en souriant.

ANALYSE DE DOCUMENTS 2 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 162

Document 1

1. Il s'agit d'un discours de la chancelière allemande Angela Merkel, datant du 25 mars 2007, devant les 27 chefs d'État de l'Union européenne, qui se tient à Berlin.
2. Parmi les personnalités politiques, on peut citer Paul-Henri Spaak (Belgique), Joseph Bech (Luxembourg), Johan Willem Beyen (Pays-Bas), Konrad Adenauer (RFA), Alcide De Gasperi (Italie), Robert Schuman (France), Jean Monnet (France). Les traités de Rome sont qualifiés « d'œuvre de paix européenne ».
3. Les progrès de l'Union européenne concernant son élargissement : le passage de 6 à 27 membres entre 1957 et 2007. Les progrès de l'Union européenne concernant son renforcement : le passage de l'exemption des droits de douane à celui de la monnaie commune.
4. D'après Angela Merkel, les valeurs européennes sont la tolérance, la solidarité, l'égalité entre les États membres. On peut y ajouter (mais ce ne sont pas à proprement parler des valeurs) : l'état de droit, la démocratie.
5. Pour Angela Merkel, il faut renforcer le modèle de vie européen et l'Union européenne doit jouer un plus grand rôle sur la scène internationale (« assume une responsabilité mondiale »). Pour cela, l'Union doit disposer d'une capacité d'action supérieure en disposant de « plus de compétences » et de « compétences mieux définies ».

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 163

Introduction

Après 1945, les États d'Europe de l'Ouest veulent éviter une nouvelle guerre entre eux et cherchent les moyens de se rapprocher. La construction européenne est un long processus qui, commencé en 1951, s'affirme à partir de la fondation de la CEE en 1957. Quelles sont les étapes de la construction européenne des années 1950 aux années 2000 ?

Partie I

La communauté européenne naît dans les années 1950 et s'élargit aux pays d'Europe de l'Ouest.

En 1951, la France, l'Allemagne, l'Italie et les pays du Benelux créent une association économique avec des institutions communes, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

Puis, en 1957, les pays de la CECA signent le traité de Rome qui fonde la Communauté économique européenne (CEE). Ce traité prévoit la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes à l'intérieur de la Communauté avec une frontière extérieure commune et envisage aussi des politiques économiques communes (surtout une politique agricole commune). Pour gérer la CEE, le traité crée des institutions communes qui siègent à Bruxelles (Commissions européenne, Parlement européen), Luxembourg (Cour de Justice) et Strasbourg (Parlement européen).

Dans les années 1970 et 1980, la CEE s'élargit à de nouveaux États. Elle s'ouvre au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark en 1973. Puis, dans les années 1980, elle intègre plusieurs pays d'Europe du Sud récemment passés à la démocratie (Grèce, Espagne et Portugal).

Partie II

Des années 1990 aux années 2000, la Communauté européenne s'approfondit à de nouveaux domaines et s'élargit vers l'est.

En 1992, les 12 pays de la CEE signent le traité de Maastricht. Ce traité prévoit qu'une monnaie européenne remplacera les monnaies nationales. Il crée aussi une citoyenneté européenne en permettant à tout citoyen européen de voter aux élections municipales et européennes dans n'importe quel pays membre. La Communauté européenne s'appelle désormais l'Union européenne. En 2002, la nouvelle monnaie européenne, l'euro, est mise en circulation dans les pays qui l'ont acceptée.

Après l'effondrement du communisme en 1989, de nombreux pays demandent à adhérer à l'Union européenne. L'Europe s'élargit d'abord à d'anciens pays riches et neutres en 1995, l'Autriche, la Suède et la Finlande. Mais les anciens pays communistes sont trop pauvres et leur démocratie n'est pas assez stable pour qu'ils adhèrent immédiatement : l'élargissement aux anciens pays du bloc de l'Est se fait dans les années 2004 et 2007. À cette date, l'UE comprend 27 pays membres. Son fonctionnement à 27 devient plus difficile.

Partie III

Depuis 2005, l'Union est confrontée à de nombreux défis.

En 2005, l'UE présente un projet de Constitution européenne, qui a pour but de la renforcer et permettre le bon fonctionnement à 27 pays. Mais celle-ci est rejetée par la France par référendum et est donc abandonnée. Par ailleurs, l'Union traverse plusieurs crises qui mettent à jour les désaccords entre les États membres : comment gérer la crise financière en Grèce ? Le développement du terrorisme islamiste ? L'arrivée de réfugiés syriens lors de la guerre en Syrie ? L'euroscepticisme progresse dans les opinions publiques européennes et, en 2020, le Royaume-Uni quitte l'Union européenne : c'est le Brexit.

Conclusion

Ainsi, la Communauté européenne s'est approfondie et a changé de nature depuis 1957. Elle s'est aussi élargie à de nombreux pays d'Europe de l'Est. Mais, depuis 2005, elle a des difficultés qui s'expliquent en grande partie par la difficulté des nombreux États membres à se mettre d'accord.

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 163

1. En 1951, la France, la RFA, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg fondent la CECA. En 1957, les Six fondent la CEE.
2. 1951 : Traité fondateur de la CECA.
1957 : Traité de Rome fondant la CEE.
1992 : Traité de Maastricht créant l'UE.
3. La plupart des pays d'Europe de l'Est sont entrés dans la CEE en 2004.
4. Le Royaume-Uni a quitté l'UE en 2020.

Chapitre 8 Enjeux et conflits dans le monde après 1989

La logique du chapitre

Le programme concernant ce chapitre a évolué en 2020 (BO n° 31 du 30 juillet 2020). Il invite à s'interroger sur la nature des rivalités et des conflits dans le monde contemporain et à chercher des éléments de réponses à partir de l'étude d'un cas. Centré à l'origine sur les conflits contemporains, le programme amendé demande aussi d'aborder la coopération internationale dans le domaine de l'environnement, à travers l'étude obligatoire d'une « grande conférence mondiale sur le climat ou d'un sommet mondial pour le développement durable ».

Le chapitre commence donc par une vision géopolitique globale (pp. 166-167), avec une carte des nouveaux États après le morcellement de l'URSS, ce qui permet de faire le lien avec le chapitre 5 qui s'achève par l'année 1991. Un planisphère permet ensuite de localiser les conflits dans le monde et de hiérarchiser les puissances en 2025 (pp. 168-169).

Puis on étudie une guerre au choix, le récent conflit à grande échelle en Ukraine (depuis 2022 ; étude pp. 172-173) ou la guerre en Syrie (2011-2024 ; étude pp. 170-171) à partir de laquelle on peut faire réfléchir les élèves sur les nouvelles formes de conflictualité dans le monde actuel : guerre intra-étatique ; guerre asymétrique et non conventionnelle ; acteurs des conflits, dont le terrorisme islamiste ; internationalisation du conflit ; difficultés dans le règlement de celui-ci.

Puis (étude pp. 174-175), on étudie une conférence internationale sur le climat, la COP21 et l'accord de Paris (2015).

La leçon fait la synthèse du chapitre (p. 176). Les documents en vis-à-vis de celle-ci (p. 177) permettent d'aborder les sujets les plus actuels à l'échelle mondiale : les menaces sur le monde ; le terrorisme islamiste à l'échelle internationale ; la conséquence des guerres sur les civils ; la montée en puissance de la Chine.

Pour aller plus loin

Bibliographie

Sur les conflits dans le monde

- D. Moïsi, *Le Triangle des passions du monde. Comprendre le chaos qui vient*, Robert Laffont, 2026.
- A. Bautzmann, *Atlas géopolitique mondial 2026*, Éditions du Rocher, 2025.
- P. Boniface, H. Védrine, *Atlas géopolitique du monde global, 100 cartes pour comprendre un monde chaotique*, Armand Colin, 5^e édition, 2023.
- B. Tertrais (dir.), *Atlas militaire et stratégique*, Éditions Autrement, 2023.

Sur une conférence sur le climat

- Laurent Fabius, *Rouge Carbone, 2020* : Laurent Fabius, ancien président de la COP21, remet ici en perspective l'accord de Paris de 2015 sur le climat, cinq ans plus tard, dans un livre clair.

Filmographie

- *Hôtel Rwanda*, de Terry George, 2004. Ce film retrace l'action d'un gérant de l'hôtel 4 étoiles « Les Mille collines » à Kigali, qui abrita et sauva 1 300 Rwandais tutsis et hutus modérés durant le génocide des tutsis au Rwanda. Une histoire vraie qui fait comprendre l'horreur du génocide.
- *Kalifat*, série TV de 2020, visible sur Netflix. Série suédoise palpitante sur l'État islamique en Syrie et son recrutement en Suède durant la guerre.

PP. 164-165 OUVERTURE

La confrontation des deux images permet de mettre en exergue la problématique du chapitre à travers deux photographies emblématiques. Les attentats du World Trade Center (document 1 p. 164) sont une rupture pour les États-Unis et le monde et révèlent la menace islamiste. Celle-ci explique et justifie de nombreuses guerres, d'un genre nouveau, à partir des années 2000.

Le document 2 p. 165 présente la jeune écologiste activiste Greta Thunberg qui prend la parole contre le réchauffement climatique à l'ONU en 2019. Les jeunes se mobilisent de plus en plus pour le climat et revendiquent une coopération internationale accrue.

Cette carte fait apparaître les nouveaux États nés de la réunification allemande (1990), du morcellement de l'URSS (1991), de la Tchécoslovaquie (1993) et de la Yougoslavie (1991-2006) dans les années qui suivent l'effondrement du communisme. Il s'agit du changement de frontières le plus spectaculaire depuis les traités de paix de la Première Guerre mondiale. Il est obtenu à l'issue de grandes manifestations (URSS), par la négociation entre les peuples (Tchécoslovaquie) ou des guerres (Yougoslavie).

ACTIVITÉ P. 167

1.

	URSS	Tchécoslovaquie	Yougoslavie
Nouveaux États	15 nouveaux États d'Europe, du Caucase et d'Asie centrale	République tchèque, Slovaquie	Slovénie, Croatie, Bosnie, Serbie, Montenegro, Macédoine, Kosovo
Date de l'indépendance	1991	1993	1991-2008
Moyen d'accès à l'indépendance	Pacifique	Pacifique	Guerre

2. En Europe, les États nés du morcellement de l'URSS sont la Russie, l'Estonie, La Lettonie, la Lituanie, la Biélorussie, l'Ukraine, et la Moldavie. Dans le Caucase : la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie. En Asie centrale : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan.

PP. 168-169 REPÈRES PUISSANCES ET CONFLITS DANS LE MONDE DEPUIS 1991

Le planisphère permet de montrer la nouvelle hiérarchie des puissances en 2025 qui ne correspond plus à celle de la guerre froide et du monde bipolaire. Il permet aussi de localiser les guerres qui ont eu lieu dans le monde depuis 1991, dont la plupart sont situées en Afrique et au Moyen-Orient. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie marque cependant les débuts d'une guerre conventionnelle de grandes ampleurs sur le sol européen.

ACTIVITÉ P. 168

1. La puissance états-unienne s'appuie sur l'économie (le PIB), la détention de l'arme nucléaire et le budget militaire, l'influence politique (membres permanents du Conseil de sécurité...).
2. Les puissances émergentes d'Amérique sont le Mexique et le Brésil, et en Asie : l'Inde, l'Arabie saoudite et la Turquie. D'autres pays pourraient être cités en Amérique latine (Argentine, Chili), en Afrique (Afrique du Sud), ainsi que la Chine qui a connu une très forte croissance économique et rivalise désormais avec les États-Unis. Néanmoins, le choix de ces pays émergents est subjectif car il ne s'agit pas seulement ici d'émergence économique – qui s'appuie sur des chiffres – mais d'un croisement de plusieurs éléments de puissance, difficiles à évaluer.
3. Les grandes zones de conflit depuis 1991 sont en Afrique : le Sahel, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, la Corne de l'Afrique ; en Asie : le Proche et Moyen-Orient ; en Europe, le conflit en Ukraine.
4. Les autres menaces visibles sur la carte sont la prolifération nucléaire, les attentats islamistes et la piraterie.

PP. 170-171 ÉTUDE LA GUERRE EN SYRIE (2011-2024)

La guerre en Syrie est une guerre complexe, révélatrice des guerres les plus contemporaines : guerre intra-étatique avec une multiplicité d'acteurs, guerre non conventionnelle et asymétrique, intervention de grandes puissances qui en fait une guerre internationalisée, bilan dramatique avec de nombreuses victimes civiles.

Le parcours 2 permet d'exercer la compétence « Pratiquer différents langages ». L'élève classe les informations extraites des documents dans un plan fourni, avant de rédiger un développement construit si nécessaire.

Vidéo Un conflit international

Les chiffres et l'analyse sont à nuancer car le reportage date de 2016, donc avant le reflux de l'État islamique.

1. De quand date cette analyse ?

Réponse : De 2016, bien avant la fin de la guerre (2024).

2. Quelles sont les 4 forces en présence sur le terrain ?

Réponse : Bachar al-Assad, groupes rebelles, Kurdes, État islamique.

3. Par quelles puissances régionales est aidé Bachar al-Assad et pourquoi ?

Réponse : Proche des Chiites, Bachar a le soutien des forces chiites donc l'appui de l'Iran, du Hezbollah, du Liban...

4. Par quelle grande puissance est soutenu Bachar al-Assad ?

Réponse : La Russie soutient Bachar al-Assad.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 171

Parcours 1

1.

Acteurs intérieurs	Soutiens internationaux
Forces gouvernementales de Bachar al-Assad	Iran, Russie, Irak
Kurdes	Coalition internationale derrière les États-Unis
État islamique (Daech)	Aucun
Rebelles anti-Assad	Turquie, Arabie saoudite, Jordanie

2. Pour les puissances occidentales, il s'agit d'éliminer un groupe hostile qui déstabilise le Moyen-Orient. Il s'agit aussi de mettre fin au terrorisme islamiste de Daech et à ses attentats dans le monde (« Des tueries de masse, perpétrées ou inspirées par Daech ensanglantent l'Europe mais aussi les États-Unis entre 2015 et 2017 »). Enfin, il faut empêcher les jeunes Occidentaux d'aller en Syrie pour y faire la guerre aux côtés de Daech.

3. La guerre est asymétrique car elle oppose des groupes sommairement armés à l'armée régulière de Bachar al-Assad, et aux bombardements aériens des forces de la coalition internationale ou de la Russie. Elle est irrégulière car moins bien armés, les groupes rebelles, les Kurdes ou l'État islamique utilisent des formes de combat non conventionnelles en se mêlant à la population civile alors que les grandes puissances violent parfois les lois de la guerre (bombardement des hôpitaux par les Russes). La photographie permet d'évoquer cette guerre irrégulière (armes légères, vêtements du quotidien, combats dans les ruines...).

4. Répondre avec les documents 1 et 5. Près de 500 000 personnes ont sans doute péri dans ce pays et parmi eux au moins 330 000 civils, hommes, femmes, enfants. D'importants flux de réfugiés sont partis dans les pays voisins, particulièrement en Turquie. Certains ont ensuite rejoint l'Europe (notamment l'Allemagne). On estime à 13 millions le nombre de déplacés et de réfugiés syriens (environ 6 millions de réfugiés).

Le bilan matériel est aussi très lourd. L'économie a été « laminée », notamment le secteur pétrolier. Les destructions d'infrastructures et d'immeubles ont été massives, liées aux bombardements aériens et à l'utilisation de l'artillerie. On pourra renvoyer l'élève à la photographie en doc. 3 p. 177.

Le bilan géopolitique est nuancé. Grâce à l'aide de la Russie, le dictateur Bachar al-Assad a pu reconquérir une grande partie de son territoire et se maintenir au pouvoir durant de longues années. Mais dans un pays ruiné par la guerre, l'incompétence et la corruption des autorités, son régime s'effondre brutalement sous la poussée d'une coalition de rebelles islamistes dissidents de Daech. De son côté, l'État islamique a perdu sa base territoriale, mais il subsiste des combattants de Daech en Syrie et Irak.

Parcours 2

Les acteurs de la guerre	Les formes de la guerre	Le bilan du conflit
Les forces gouvernementales de Bachar al-Assad (soutien : Russie, Iran, Irak). Les rebelles anti-Assad (soutien : Turquie, Arabie saoudite, Jordanie). Les Forces kurdes (soutien : coalition internationale). État islamique ou Daech.	Guerre asymétrique et non conventionnelle opposant : - des groupes faiblement armés se mêlant à la population : groupes rebelles et État islamique ; - des armées conventionnelles : armée d'Assad ; - aviation et bombardements de la coalition internationale et des Russes. Création de l'État islamique en Syrie et Irak.	« La pire catastrophe provoquée par l'homme depuis la Seconde guerre mondiale » (ONU, 2017). Près de 500 000 morts dont 330 000 civils. 13 millions de déplacés et réfugiés syriens. Destruction de l'économie (secteur pétrolier), des infrastructures, des immeubles d'habitations. Repli de l'État islamique qui perd son territoire. Maintien au pouvoir d'al-Assad avant sa chute brutale.

PP. 172-173 ÉTUDE LA GUERRE EN UKRAINE (DEPUIS 2022)

La guerre en Ukraine commence le 24 février 2022, lorsque la Russie lance une invasion à grande échelle par ordre du Président russe Vladimir Poutine. En réalité, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a commencé en 2014 avec l'annexion de la Crimée par la Russie et le soutien russe aux séparatistes pro-russes du Donbass, dans l'est de l'Ukraine. Après avoir reconnu, le 21 février 2022, les « républiques populaires » autoproclamées de Donetsk et de Louhansk, la Russie fait entrer ouvertement ses troupes dans le Donbass sous prétexte de protéger les populations pro-russes. Le 24 février 2022, elle déclenche ensuite une offensive générale aérienne, terrestre et maritime contre l'ensemble du territoire ukrainien.

Les forces ukrainiennes parviennent cependant à empêcher la prise de Kiev et à repousser l'armée russe jusque dans l'est de l'Ukraine. La guerre devient progressivement une guerre d'usure et de position à partir de la fin de 2022 sur un front largement stabilisé, même si des offensives et des bombardements continuent sur de nombreuses zones du pays.

La guerre est interétatique, opposant deux États et deux armées régulières. Elle a fait plusieurs centaines de milliers de morts et de blessés, et le total des pertes militaires russes et ukrainiennes, au sens large, atteint désormais des niveaux extrêmement élevés. C'est une guerre conventionnelle, mais elle mobilise aussi des moyens plus récents, comme l'usage massif de drones, les cyberattaques et un recours très important aux satellites pour le renseignement, le guidage et l'observation.

La guerre n'a pas donné lieu à une intervention militaire directe des pays occidentaux contre la Russie, notamment en raison du risque d'escalade avec une grande puissance nucléaire. En revanche, de nombreux États, essentiellement européens, ainsi que les États-Unis, soutiennent l'Ukraine en lui fournissant des aides financières, des armes, une aide humanitaire ou un soutien diplomatique. La Russie, de son côté, a été visée par de nombreuses sanctions, surtout de la part de l'Union européenne, des États-Unis et de leurs alliés. Mais à cause du veto russe au Conseil de sécurité, l'ONU n'a pas pu prendre de mesures contre la Russie qui a pourtant violé le droit international.

En 2025-2026, le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche a changé la politique américaine à l'égard de l'Ukraine. Les États-Unis ont décidé de cesser son aide financière et de ne fournir des armes à l'Ukraine que si celles-ci leur sont achetées.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 173

Parcours 1

1. Cette guerre est conventionnelle dans la mesure où elle oppose deux États avec leurs deux armées.
2. Après une courte offensive de l'armée russe qui est arrivée jusqu'aux abords de Kiev, celle-ci a reflué et s'est arrêtée sur un large front à l'est de l'Ukraine, occupant donc une partie du territoire ukrainien. La guerre s'est transformée en guerre de position et d'usure avec les deux armées face à face, parfois dans des tranchées, qui ne progressent presque plus depuis 2023. L'espace qui les sépare est parsemé de mines, ce qui rend très dangereuse toute progression.
3. Les moyens de faire la guerre évoluent : utilisation nouvelle et massive de drones, usage de robots au sol, rôle essentiel des satellites dans le renseignement des armées. Les cyberattaques ont pour objectif de décourager l'arrière tout comme les attaques en profondeur par les missiles, l'aviation (devenue rare grâce à la défense antiaérienne et au coût des bombardements aériens) et les drones qui touchent des centrales électriques, des voies de communication mais aussi des immeubles d'habitations.
4. Le but est de russifier des enfants ukrainiens, et plus largement de russifier les régions ukrainiennes occupées, afin qu'elles restent russes.

La Russie utilise la torture contre les prisonniers et les maltraite, elle a aussi massacré des civils (massacre de Boutcha en 2022) : ce sont d'autres crimes de guerre.

5. Aucun État n'a apporté d'appui militaire direct à l'Ukraine de peur d'entrer en guerre contre la Russie qui est une grande puissance militaire et nucléaire. Mais les États-Unis et l'Europe (ainsi que le Canada et le Japon) leur ont apporté d'importantes aides financières, militaires (livraison d'armes) et humanitaires.

On pourra cependant préciser que depuis 2025 et le retour de Donald Trump au pouvoir, l'aide des États-Unis a cessé et se limite à la vente d'armes. L'UE maintient son aide avec de plus en plus de difficultés et d'obstacles (opposition de la Hongrie pro-russe de Victor Orban).

Parcours 2

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est une guerre conventionnelle opposant les armées régulières de deux États avec des effectifs très importants. Sur le plan tactique, après l'échec de l'offensive massive de l'armée russe, les Ukrainiens ont mené une contre-offensive qui leur a permis de repousser les Russes vers l'est du territoire. Dès lors, la guerre s'est transformée en une guerre de position qui rappelle fortement les combats de la Première Guerre mondiale.

Pour autant, la guerre en Ukraine est une guerre d'un nouveau genre, notamment par l'usage massif de drones qui a profondément modifié le champ de bataille. La zone de contact avec l'ennemi s'est considérablement élargie et transformée en une *kill zone* où chaque déplacement peut entraîner une frappe de drone. Par ailleurs le cyberspace est devenu un nouveau théâtre de bataille sur lequel chacun opère des attaques informatiques dans le but de déstabiliser et de démoraliser l'adversaire.

PP. 174-175 ÉTUDE L'ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT (2015)

Depuis 1995, les Nations unies organisent chaque année de grandes conférences mondiales sur le climat, les Conférences des parties (ou COP). La COP21 de 2015 aboutit à l'accord de Paris qui engage presque tous les États du monde. Cet accord permet de montrer que l'humanité est prête à s'entendre sur des questions environnementales communes, notamment climatiques, au cœur des nouveaux enjeux mondiaux.

Le parcours 2 permet d'exercer la compétence « Pratiquer différents langages » en classant les informations extraites des documents dans un tableau. On pourra demander à l'élève de rédiger un développement construit à partir de son tableau.

Vidéo L'accord de Paris sur le climat

1. Qu'est-ce qui explique la joie ?

Réponse : La validation de l'accord sur le climat, un accord historique. Le monde a su se rassembler.

2. Quel est l'objectif de l'accord ?

Réponse : Réduire le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés.

3. Combien de nations sont concernées ?

Réponse : 195 nations (ou États).

4. Quelle est la révolution accomplie selon le Président français François Hollande ?

Réponse : La révolution pour le changement climatique.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 175

Parcours 1

1. Les conséquences du réchauffement climatique concernent les populations et les écosystèmes ; le réchauffement de l'océan et sa moindre « fécondité » (réduction de la biodiversité) ; la fonte des glaciers et calottes glaciaires et la montée du niveau des mers ; des phénomènes côtiers extrêmes (tempêtes...).

2. L'accord de Paris est signé par 195 États, alors que le protocole de Kyoto ne concerne que les pays développés et n'est pas signé par les États-Unis. Par ailleurs, les États membres s'engagent par des mesures concrètes à une réduction de la hausse à 2 °C pour 2100 (ils doivent régulièrement faire état des mesures qu'ils prennent, qui seront vérifiées par un comité d'experts internationaux). Enfin, pour aider les pays en développement à limiter leurs émissions de GES (gaz à effets de serre), les pays développés s'engagent à subventionner leur transition écologique. Ainsi l'accord concerne le monde entier, l'engagement est chiffré et il prévoit une aide pour les pays en développement.

3. Donald Trump, le Président des États-Unis, est un climatosceptique. Il refuse l'accord de Paris et les États-Unis s'en retirent officiellement en 2020, mais ils y reviennent après l'élection de Joe Biden en 2021, pour en sortir de nouveau après la réélection de Trump en 2025. D'autres dirigeants tardent à prendre les mesures nécessaires à la baisse des émissions de GES (les manifestants « demandent aux dirigeants de respecter l'accord de Paris »).

4. Les jeunes s'engagent pour le climat en organisant des marches pour le climat. Greta Thunberg a lancé le mouvement « Fridays for Future », qui défend l'idée de la grève étudiante ou scolaire pour le climat le vendredi ou le jeudi pour participer à des actions en faveur de l'action contre le réchauffement climatique. Elle est devenue depuis le porte-parole de la jeunesse contre le réchauffement climatique. La mobilisation de la société civile pousse les villes et les États à agir contre le réchauffement climatique.

Parcours 2

L'enjeu climatique	L'accord de Paris et ses limites	La mobilisation de la société civile
Réduire les émissions de GES pour réduire le réchauffement climatique. Empêcher les conséquences du réchauffement climatique : - réchauffement de l'océan ; - élévation du niveau des mers ; - phénomènes côtiers ; - conséquences diverses sur les écosystèmes et les populations.	Accord de Paris : - signé par 195 États ; - limitation de la hausse du réchauffement climatique à 2 °C d'ici 2100 ; - aide aux pays en développement pour leur transition écologique. Limites de l'accord de Paris : - rejet par les États-Unis de Donald Trump ; - d'autres États tardent à respecter l'accord.	Marches mondiales pour le climat et le respect de l'accord de Paris (« des millions de jeunes »). Rôle de Greta Thunberg et du mouvement « Fridays for Future » pour inciter les jeunes à la grève scolaire pour le climat. Actions en justice des citoyens, des ONG et des villes pour pousser les États à respecter l'accord de Paris.

PP. 176-177 COURS ENJEUX ET CONFLITS APRÈS 1989

La leçon présente le passage du monde bipolaire de la guerre froide à un monde multipolaire ; les nouvelles formes de conflits depuis 1991 ; le développement de la coopération internationale face au défi environnemental et climatique.

Les documents permettent de compléter les études précédentes : affirmation de nouvelles puissances : la Russie et la Chine (doc. 2) et plus particulièrement la Chine (doc. 4) ; nouvelles menaces qui pèsent sur un monde devenu interdépendant (doc. 1) ; nouvelles formes de conflit qui ciblent souvent les civils (doc. 3) ; enfin essor du terrorisme islamiste (qui connaît cependant une baisse d'intensité depuis 2014) (doc. 5).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 176

Document 1 : Les nouvelles menaces

• D'après Kofi Annan, les nouvelles menaces qui pèsent sur le monde sont : les risques de diffusion de l'arme nucléaire ; le développement des pandémies dans un monde de plus en plus ouvert (exemple prémonitoire pour le Covid-19) ; l'essor du terrorisme, qui peut trouver ses bases territoriales dans des États faillis en Afrique et en Asie ; le changement climatique.

PP. 179-181 JE M'ENTRAÎNE

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 179

1. La carte représente le Moyen-Orient en 2015.

2. Les Kurdes n'ont pas d'État. L'Iran et l'Arabie saoudite sont deux puissances régionales avec deux peuples d'origines différentes (arabes et persans) et deux courants de la religion musulmane opposés, le sunnisme et le chiisme.

3. En 2015, les guerres civiles sont situées en Irak, en Syrie et au Yémen.
4. Les deux organisations terroristes islamistes sont Al-Qaïda (au Yémen) et Daech ou État islamique (en Syrie).
5. Le détroit d'Ormuz entre le golfe Arabo-Persique et l'océan Indien ; le détroit de Bab-el-Mandeb est situé entre l'océan Indien et la mer Rouge. Leur sécurité est importante parce qu'une grande partie du commerce mondial passe par eux et en particulier celui du pétrole exporté du Moyen-Orient.
6. La guerre en Syrie déstabilise une région exportatrice de pétrole et importante pour l'économie mondiale. L'État islamique (Daech) en profite pour créer une base territoriale dans le nord de l'Irak et de la Syrie. Son expansion, ses visées djihadistes, son recrutement dans le monde, la multiplication de ses attentats représentent un grave danger mondial. Enfin, la guerre en Syrie entraîne un important flux de réfugiés vers les pays voisins et en Europe et pose le problème de leur accueil.

Synthèse possible à partir de la carte

L'espace étudié est le Moyen-Orient. C'est un carrefour de peuples et de religions, souvent opposés les uns aux autres (opposition chiïtes et sunnites par exemple). Cette région a connu de nombreux conflits qui se sont intensifiés dans les années 2000 avec le développement du terrorisme islamiste.

Le Moyen-Orient est un espace de conflits. En 2015, l'Irak et la Syrie sont des pays en guerre. Une organisation terroriste, l'État islamique, occupe une grande partie du territoire de ces pays et fait régner la peur. D'autres conflits ont lieu au Yémen ou en Afghanistan. Les conflits pourraient aboutir à un embrasement de toute la région.

Le Moyen-Orient est un enjeu majeur pour le monde. La région abrite de nombreux champs de pétrole. Elle produit et exporte une grande partie de l'« or noir » nécessaire aux pays industrialisés. Le conflit en Irak et en Syrie entraîne aussi d'importants déplacements de réfugiés qui cherchent des pays d'accueil. Enfin, la formation d'un État islamique en Syrie et Irak a un rôle important sur le développement du terrorisme islamiste dans le monde avec des attentats qui ont lieu en France et dans de nombreux autres pays.

Ainsi le Moyen-Orient est une zone de conflits. Ces derniers se sont intensifiés entre 2013 et 2015 avec l'essor de l'État islamique. C'est un problème majeur pour le monde qui veut contenir la menace islamiste et protéger son approvisionnement en pétrole.

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTIONS 180

Document 1

1. Le Président des États-Unis s'adresse au Congrès (Sénat et Chambre des représentants), mais aussi à toute la nation américaine (le discours est retransmis à la télévision) et au monde entier.
2. L'événement évoqué dans le passage souligné est la série d'attentat d'Al-Qaïda aux États-Unis, le 11 septembre 2001.
3. G. W. Bush défend la démocratie (les libertés, le droit de voter, la liberté d'expression) et, plus largement, le progrès et le pluralisme, la tolérance, la liberté, ce qu'il appelle la civilisation.
4. Il entend exterminer les groupes terroristes et lutter contre tout pays qui soutient les terroristes ou leur accorde un abri. Il menace notamment le gouvernement taliban d'Afghanistan qui abrite les dirigeants d'Al-Qaïda de leur faire la guerre.

Document 2

5. Les guerres des États-Unis à partir de 2001 (auparavant G. W. Bush n'est pas au pouvoir) ont pour objectif de lutter contre le terrorisme. En octobre 2001, ils renversent les talibans en Afghanistan car le pays abrite les bases d'Al-Qaïda. C'est aussi parce qu'ils supposent que Saddam Hussein fabrique des armes de destruction massive et soutient le terrorisme qu'ils envahissent l'Irak en 2003. Mais cette accusation se révèle fausse. On peut se demander alors si l'intervention en Irak n'est pas un prétexte pour défendre l'approvisionnement en pétrole ou pour toute autre raison (par exemple manifester la puissance des États-Unis ou achever l'action entreprise contre l'Irak en 1991). En 2011, les bombardements américains en Syrie ont pour objet de détruire l'organisation terroriste islamiste État islamique (ou Daech). Ainsi les guerres américaines sont motivées par la lutte contre le terrorisme islamiste, même si d'autres motivations profondes existent sans doute.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT SUJET 1 P. 181

Introduction

Depuis la fin de la guerre froide, les conflits entre les États sont assez peu nombreux mais en revanche les conflits intra-étatiques, c'est-à-dire intérieurs aux États, se sont multipliés. La guerre de Syrie (2011-2024) est un exemple de conflit intra-étatique et internationalisé, dans lequel interviennent les grandes puissances.

Qu'est-ce qui fait de la guerre en Syrie un conflit d'un genre nouveau ?

Partie I

La guerre en Syrie est intra-étatique et internationalisée.

Cette guerre a lieu en Syrie et oppose des acteurs intérieurs à l'État : les forces gouvernementales de Bachar al-Assad ; des groupes rebelles qui luttent contre lui ; les Kurdes, qui espèrent par leur combat obtenir davantage d'autonomie par rapport à l'État central, voire leur indépendance ; enfin, l'État islamique (Daech) qui cherche à créer une base territoriale en proclamant un nouveau califat au nord de la Syrie et de l'Irak.

Mais ce conflit est internationalisé, chaque groupe recevant une aide extérieure. La Russie, l'Iran et l'Irak soutiennent Bachar al-Assad ; la Turquie, l'Arabie saoudite, la Jordanie, adversaires de Bachar al-Assad, soutiennent les groupes rebelles ; les Kurdes obtiennent le soutien des États-Unis et de la coalition internationale contre Daech alors que la coalition mène des actions aériennes. Daech est seul, bombardé aussi bien par la coalition que par l'aviation russe.

Partie II

La guerre en Syrie est irrégulière et très violente.

La guerre en Syrie oppose l'armée de Bachar al-Assad et l'aviation russe ou de la coalition internationale à des groupes mal armés qui se fondent dans la population civile. La guerre est donc compliquée puisque les combats ont essentiellement lieu dans les villes, mettant en danger les civils.

La guerre commence en 2011 mais s'intensifie à partir de 2013 quand l'État islamique étend son territoire et quand la coalition internationale et la Russie interviennent à partir de 2014. L'État islamique se replie peu à peu devant les bombardements aériens des Occidentaux et de la Russie, de l'armée de Bachar al-Assad et de l'offensive kurde. Par ailleurs, soutenu par la Russie, Bachar al-Assad fait la reconquête d'une grande partie de son pays.

La guerre s'achève en 2024 lorsque le régime d'Assad s'effondre brusquement face à l'offensive d'une coalition de rebelles. Mais son bilan est dramatique : plus de 500 000 morts dont de nombreux civils ; des millions de déplacés et de réfugiés ; des destructions considérables d'immeubles et d'infrastructures diverses ; l'économie en partie ruinée, en particulier le secteur pétrolier.

Conclusion

La guerre en Syrie est une guerre intra-étatique mais qui fait intervenir de nombreuses grandes puissances. C'est une guerre asymétrique et irrégulière, particulièrement meurtrière parce qu'elle a lieu dans les villes. Son bilan humain et matériel est un des plus lourds depuis la Seconde Guerre mondiale.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT SUJET 2 P. 181

Introduction

Depuis les années 1990, la communauté internationale a pris conscience du réchauffement climatique et de sa cause anthropique (humaine). Les États se retrouvent dans des grandes conférences sur le climat – les COP – pour discuter des mesures à prendre. La COP21 de 2015 aboutit à l'accord de Paris.

Comment la COP21 tente-t-elle de répondre au défi climatique ?

Partie I

Le réchauffement climatique est un nouveau défi pour le monde.

Les activités humaines ont entraîné une augmentation moyenne de la température de 1 °C au cours des 150 dernières années. Le réchauffement climatique se traduit par la fonte des glaciers et des calottes glaciaires et la hausse du niveau marin. La montée des eaux est dangereuse pour les côtes basses des littoraux. Ce réchauffement entraîne aussi des dérèglements climatiques, des sécheresses jusqu'ici inconnues.

Depuis les années 1980, la communauté internationale cherche à réagir. Un organisme scientifique, le GIEC, a été créé en 1988 par l'ONU pour évaluer le changement climatique et ses effets ainsi que les solutions pour l'empêcher. Par ailleurs, lors du Sommet de la Terre à Rio (1992), 150 États signent une convention donnant naissance à de grandes conférences annuelles sur le climat, les « Conférences des parties » (COP). Le protocole de Kyoto (1997), à la suite de la COP3, est la première grande avancée puisque les pays développés s'engagent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (mais les États-Unis ne ratifient pas l'accord).

Partie II

La COP21 de 2015 répond en partie à ce défi climatique.

En 2015, la COP21 a réuni tous les pays du monde à Paris. Elle débouche sur l'accord de Paris par lequel 195 pays s'engagent à limiter la hausse des températures mondiales à 2 °C maximum d'ici la fin du XXI^e siècle en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre. C'est le premier accord universel – engageant tous les États du monde – sur le climat. L'accord prévoit aussi une aide financière des pays riches aux pays en développement pour qu'ils se convertissent aux énergies vertes. Les États signataires doivent régulièrement faire état des mesures qu'ils prennent contre les GES, qui seront vérifiées par un comité d'experts internationaux.

Mais les États tardent à prendre des mesures promises car celles-ci sont coûteuses en termes économiques et sociaux. Il faut interdire les centrales thermiques au charbon fortement émettrices de CO₂ et cela peut créer du chômage. Le passage aux énergies vertes (solaire et éolien) est long et pas toujours possible. En 2016, les États-Unis qui sont, avec la Chine, les plus gros pollueurs de la planète, décident de ne pas respecter l'accord de Paris et s'en retirent officiellement en 2020 puis en 2025 (sous les présidences de Donald Trump). Les pays en développement qui devaient obtenir des aides des pays riches pour se reconvertir aux nouvelles énergies reçoivent en fait des prêts (et non des dons) et les pays développés sont moins généreux que prévu.

Pourtant la société civile reste très mobilisée, en particulier la jeunesse. Elle organise des marches sur le climat pour faire pression sur les gouvernements. L'activiste écologique Greta Thunberg, à l'origine du mouvement « Fridays for future », est une personnalité emblématique qui dénonce l'inaction face au réchauffement climatique au Sommet sur le climat à l'ONU en 2019. Enfin, d'autres acteurs combattent pour la lutte contre le réchauffement climatique (particuliers et entreprises, ONG, villes, États américains...).

Conclusion

La prise de conscience des enjeux climatiques est arrivée tardivement. L'accord de Paris qui a résulté de la COP21 est le premier accord qui concerne tous les pays du monde contre le réchauffement climatique avec des objectifs précis et contraignants. Malheureusement, la résistance de nombreux pays (et notamment des États-Unis de Trump) fragilise beaucoup cet accord. Pourtant, la société civile, en particulier la jeunesse, se mobilise pour pousser les États à aller plus vite et plus loin.

Chapitre 9 La République française refondée et repensée

La logique du chapitre

La République est rétablie et refondée en 1944 (étude pp. 184-185). De grandes réformes sont votées (étude pp. 186-187) et les parlementaires votent une nouvelle Constitution qui fonde la IV^e République (cours pp. 188-189).

On montre comment la crise du 13 mai 1958 provoque la chute de la IV^e République et le retour de de Gaulle au pouvoir (étude pp. 190-191), puis on étudie les grandes caractéristiques des institutions de la V^e République (étude pp. 192-193). La leçon permet d'aborder les pratiques politiques sous de Gaulle mais aussi les premières oppositions au pouvoir gaulliste (pp. 194-195).

La deuxième partie du chapitre correspond au deuxième thème : l'après gaullisme. On étudie l'alternance de 1981 avec l'arrivée de la gauche au pouvoir (étude pp. 196-197), puis la nouvelle pratique du pouvoir née de la cohabitation (première cohabitation) (étude pp. 198-199). On peut achever le chapitre par le grand changement institutionnel de l'année 2000 : le passage du septennat au quinquennat (p. 201).

Pour aller plus loin

Bibliographie

Pour les enseignants

- Pascale Goetschel, Bénédicte Toucheboeuf, *La Quatrième République : la France de la libération à 1958*, Livre de Poche, 2004.
- C. Meyer-Léotard, Comment parler de Charles de Gaulle aux enfants, Le baron perché, 2008.
- Du Général de Gaulle à Jacques Chirac, le Gaullisme et les Français, CRDP d'Aquitaine, 2006.
- S. Jansen, « Les pouvoirs et le citoyen, IV^e-V^e République », *La Documentation photographique* n°8 017, octobre 2000.
- « Cohabitation, la confusion des pouvoirs », Dossiers et documents n° 308, *Le Monde*, avril 2002.
- Jacques Chapsal, *La Vie politique sous la V^e République, 1958-1974 et 1974-1987*, PUF, 1987.
- Plantu, *Le Petit Mitterrand illustré, 1981-1996*, Éditions Points, 1998.

Pour les élèves

- Franck Segrétain, *Charles de Gaulle*, Fleurus, 2010.
- Régis Debray, *La République expliquée à ma fille*, Éditions du Seuil, 1998.

Sitographie

- Le riche site de la Fondation Charles de Gaulle : charles-de-gaulle.org
- Les archives audiovisuelles des discours de de Gaulle : fresques.ina.fr/de-gaulle
- Un site sur les affiches de mai 1968 : expositions.bnf.fr/mai68

PP. 182-183 OUVERTURE

L'affiche du mouvement de résistance Libération-Nord (p. 182) évoque les acteurs de la Résistance et de la Libération en 1944 (De Gaulle et la résistance intérieure). Elle fait référence au tableau de Delacroix, *La Liberté guidant le peuple*. C'est la Libération de Paris qui est ici surtout rappelée comme le montre la cathédrale Notre-Dame à l'arrière-plan. Les barbelés sur la barricade font peut-être référence à la libération des camps de prisonniers (stalags et oflags, il y a encore deux millions de français prisonniers qui travaillent en Allemagne) et de concentration. La croix symbolise les morts de la guerre ou la souffrance endurée par les Français. Avec Marianne et son drapeau tricolore, c'est la République qui renaît.

Le deuxième document (p. 183) présente l'alternance politique sous la V^e République en 1981. Pour la première fois, un Président de gauche est élu : François Mitterrand. Il se rend au Panthéon le jour de son investiture (prise de fonction), le 21 mai, accompagné de proches et d'alliés politiques de gauche. On distingue Pierre Bérégovoy (le plus à gauche sur la photographie), et Roland Dumas, en costume beige, qui semble vouloir rejoindre le premier rang. Lors de la cérémonie, Mitterrand entre au Panthéon où il dépose une rose sur les tombes de Victor Schoelcher (qui a aboli l'esclavage) et le socialiste Jean Jaurès.

Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) remplace l'État français. De Gaulle, le chef du GPRF, rétablit l'ordre en envoyant des représentants en mission dans les provinces pour qu'ils y établissent la légitimité du nouveau gouvernement et mettent fin à l'épuration sauvage. Pétain est jugé lors d'un procès retentissant.

L'étude permet d'exercer la compétence « Pratiquer différents langages », en rédigeant un texte court sur le passage du régime de Vichy à la République.

Vidéo De Gaulle dans Paris libéré

1. Quels lieux de Gaulle visite-t-il le 25 août ? Pourquoi ?

Réponse : Il visite la gare Montparnasse, le ministère de la Guerre, la préfecture de police, l'Hôtel de ville. Il veut ainsi montrer qu'il reprend l'État en main.

2. Complétez : « Paris martyrisé, mais Paris libéré par(1)....., libéré par(2)....., avec le concours des armées de la France, avec le l'appui et le concours de la France tout entière ».

Réponse : (1) par lui-même ; (2) par son peuple.

3. Pourquoi la marée humaine qui l'acclame le 26 août sur les Champs-Élysées renforce-t-elle de Gaulle ?

Réponse : Elle lui donne une « immense légitimité », les Alliés reconnaissent ensuite son gouvernement

4. Combien de Parisiens avaient acclamé le maréchal Pétain place de l'Hôtel de ville 4 mois plus tôt ?

Réponse : 200 000 Parisiens.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 185

Parcours 1

1. Il s'agit d'une affiche du Gouvernement provisoire datant d'août 1944, au moment de la Libération (en bas de l'affiche : « affiche exécutée sous l'occupation allemande »). Marianne tient le drapeau de la République sous le mot « Liberté » et écrase une croix gammée. Il s'agit de montrer que la République et la liberté sont de retour après avoir vaincu l'ennemi (mais c'est de la propagande, la libération de la France étant avant tout le fait des Alliés).

2. De Gaulle est à la tête du Gouvernement provisoire de la République française. Il envoie des commissaires de la République dans les provinces pour mettre en place la nouvelle administration et rétablir l'ordre républicain.

3. Le gouvernement cherche à punir les collaborateurs, mais aussi à mettre fin à l'épuration sauvage qui ne se fait pas dans les règles du droit. L'épuration légale remplace donc l'épuration sauvage, qui était beaucoup plus violente, en se limitant souvent à la peine d'indignité nationale ; sur 7 000 peines de morts prononcées, il y a moins de 800 exécutions : c'est la clémence qui prédomine.

4. Le procureur rejette l'argument des pétainistes selon lequel la collaboration a atténué les souffrances des Français (voir le discours de Pétain d'octobre 1940, p. 101). Il énumère les difficultés rencontrées par la population du fait de la collaboration (150 000 otages fusillés, le STO, la déportation, la destruction de la flotte). Mais, pour lui, c'est avant tout l'honneur et la crédibilité de la France sur le plan international qui ont été perdus du fait de la collaboration : la France n'a pas respecté ses alliances. On remarquera que le sort spécifique des Juifs n'est pas évoqué. Pétain est condamné, mais sa peine sera commuée par de Gaulle en peine de prison à vie.

Parcours 2

Le Gouvernement provisoire de la République française dirigé par de Gaulle s'installe à Paris en août 1944, après la libération de la ville. La République est rétablie et les lois de Vichy sont annulées. Des commissaires de la République sont envoyés dans les provinces pour remplacer les préfets de Vichy, rétablir l'ordre et gérer les relations avec les autorités alliées.

La population se venge des collaborateurs qui sont emprisonnés et parfois fusillés, alors que les femmes soupçonnées d'avoir eu des relations avec les Allemands sont rasées et humiliées en public. Pour mettre fin à cette épuration sauvage, les commissaires de la République mettent en place des tribunaux spéciaux chargés de juger les collaborateurs : c'est l'épuration légale. La grande majorité est condamnée à la peine d'indignité nationale (perte de droit de vote, exclusion de la fonction publique...). Pétain est jugé et condamné à mort, mais sa peine est commuée en prison à vie par de Gaulle. Le pouvoir gaulliste veut réunifier les Français, ce qui explique la clémence des tribunaux.

PP. 186-187 ÉTUDE LES GRANDES RÉFORMES DE LA LIBÉRATION

Après avoir rétabli la République et l'ordre, le Gouvernement provisoire vote de grandes réformes qui vont marquer la France. Elles sont issues du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) marqué à gauche.

L'étude permet d'exercer la compétence « Pratiquer différents langages » en classant et confrontant des informations. On commence par l'analyse du texte du CNR en distinguant trois rubriques et on le compare avec les réformes effectivement réalisées après la Libération dans ces grands domaines.

Vidéo Le droit de vote des femmes

1. Relevez quelques actions féministes en France pour obtenir le droit de vote avant 1940.

Réponse : Manifestations avant la guerre de 1914, pétitions et campagnes de sensibilisation, formation d'associations (Louise Weiss, « la femme nouvelle »).

2. De quand date l'ordonnance de De Gaulle qui donne le droit de vote et d'éligibilité aux femmes ?

Réponse : Le 21 avril 1944.

3. Quand et pour quelle élection les femmes votent-elles pour la première fois ?

Réponse : Les femmes votent pour la première fois le 29 avril 1945, pour les élections municipales.

4. Qu'est-ce qui pousse de Gaulle à accorder le droit de vote aux femmes ?

Réponse : L'engagement des femmes dans la résistance et le retard de la France par rapport aux autres pays industrialisés poussent de Gaulle à accorder le droit de vote aux femmes.

5. D'après la vidéo, pourquoi beaucoup d'hommes s'y opposaient ?

Réponse : Pour eux, la place des femmes est à la maison et, pour d'autres, les femmes seraient influencées par l'Église.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 187

Parcours 1

1. Le CNR établit une liste de réformes à faire après la Libération :

- Réformes politiques : établir un Gouvernement provisoire de la République française ; rétablir la démocratie et le suffrage universel.
- Réformes économiques : nationalisations de larges secteurs de l'économie.
- Réformes sociales : créer une sécurité sociale et notamment des pensions de retraite.

2. D'après ce texte, de Gaulle avait vu que les femmes participaient à l'effort de guerre pendant la Première Guerre mondiale, en remplaçant les hommes partis au front. Il a pu ensuite constater leur rôle dans la Seconde Guerre mondiale en tant que civiles ou militaires. Il estime donc qu'elles doivent avoir le droit de vote (la France est déjà très en retard dans ce domaine par rapport aux autres puissances).

3. Le Gouvernement provisoire a nationalisé les transports (Renault, Air France), les compagnies d'assurances et les banques (Banque de France, Crédit lyonnais, Société générale, Crédit foncier, Crédit Agricole, Crédit populaire et 34 compagnies d'assurances), l'énergie (distribution et production d'électricité et de gaz, mines de charbon : EDF, GDF, Charbonnages de France).

4. La Sécurité sociale couvre les risques de maladie et d'invalidité, les risques de vieillesse et de décès, et ceux de maternité. Ainsi, elle permet aux personnes âgées qui ne peuvent plus travailler d'avoir une pension de retraite. Elle permet aussi à chacun de se soigner gratuitement et d'être indemnisé en cas d'arrêt de travail.

Parcours 2

1. Le programme du CNR a été rédigé en mars 1944 par les organisations de la Résistance intérieure.

2.

	Politique	Économique	Social
Programme du CNR (article)	Articles 1 et 3	Articles 2 et 4a	Article 4b
Réformes du Gouvernement provisoire	Rétablissement de la République (gouvernement républicain, rétablissement de l'ordre républicain. Droit de vote des femmes, motivé par leur rôle dans la guerre.	Nationalisation de Renault qui avait collaboré Nationalisations des grands secteurs de l'économie : transports, banques, assurances, énergie.	Création de la Sécurité sociale : pensions de retraite ; remboursement des soins et indemnisation en cas d'arrêt de travail, prise en charge de la maternité. On pourrait rajouter les allocations familiales.

3. Le Gouvernement provisoire applique ainsi le programme du CNR.

PP. 188-189 COURS 1 REFONDER LA RÉPUBLIQUE

La leçon fait la synthèse des dossiers précédents et permet l'analyse rapide des institutions de la IV^e République.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 188-189

Doc. 1 L'État de la France à la Libération

1. Le territoire est entièrement libéré à la fin de septembre 1944.

2. À cette époque, les infrastructures sont en très mauvais état : routes et ponts détruits, chemins de fer bloqués, ports détruits par les bombardements.

3. Les pénuries d'essence et de produits alimentaires s'expliquent par le mauvais état des infrastructures et des moyens de transport ainsi que par la destruction des stocks.

Doc. 2 Les institutions de la IV^e République (1946-1958)

L'Assemblée nationale est élue au suffrage universel direct et le Conseil de la République au suffrage universel indirect. Il s'agit d'un régime parlementaire parce que le pouvoir exécutif est contrôlé par le Parlement. Le président de la République, qui possède peu de

pouvoirs, est élu par le Parlement. Le président du Conseil, qui détient l'essentiel du pouvoir exécutif, est, quant à lui, contrôlé par l'Assemblée nationale, qui l'investit et peut le renverser.

Doc. 3 Le préambule de la Constitution de 1946

1. Les droits de l'homme sont rappelés dans l'article 1 parce qu'ils ont été ouvertement bafoués par l'État français pendant la guerre.
2. Le droit politique nouveau garanti par l'article 3 est le droit de vote et d'éligibilité des femmes. Les femmes sont désormais des citoyennes à part entière.
3. L'article 9 autorise les réformes économiques de la Libération : les nationalisations des banques, des entreprises de l'énergie, et de transport. Les articles 10 et 11 justifient la création de la Sécurité sociale.

On peut noter que les droits sociaux sont rappelés par les articles 5 (droit au travail), 6 (droit de se syndiquer), et 7 (droit de grève).

Doc. 4 Le discours de Bayeux

1. Selon de Gaulle, le chef de l'État ne doit pas être élu par le Parlement mais par un nombre d'électeurs beaucoup plus large (de Gaulle n'ose pas proposer son élection au suffrage universel direct, du fait du parcours politique de Louis Napoléon Bonaparte le seul Président à avoir été élu ainsi auparavant). Alors que sous la IV^e République (doc. 2), le Président est élu par le Parlement (les deux chambres, Assemblée nationale et Conseil de la République).
2. Pour de Gaulle, le Président doit nommer le Premier ministre et le gouvernement, diriger le Conseil des ministres et promulguer les lois. Il doit surtout garantir l'indépendance nationale et les traités, et donc avoir un rôle éminent dans la politique extérieure et la défense du pays.

Doc. 5 Une affiche électorale de 1946

À cette date, en 1946, le principal souci des partis au pouvoir, dont le parti socialiste SFIO, est la reconstruction après les bombardements de 1944. Le travailleur est certes pauvre (comme le montre le chandail déchiré) mais il sourit et croit en l'avenir. Les couleurs utilisées (bleu, blanc, rouge) sont à remarquer. Après les années de guerre, la priorité de la gauche est la reconstruction du pays.

PP. 190-191 ÉTUDE LE RETOUR DE DE GAULLE (1958)

Les gouvernements de la IV^e République ne parviennent pas à résoudre le conflit algérien. De fait, c'est le soulèvement des Français d'Algérie en mai 1958 qui va permettre à de Gaulle de revenir sur le devant de la scène et de changer la Constitution, dans le sens de son discours de Bayeux (doc. 4 p. 189).

L'étude permet ici d'étudier en détail le discours d'investiture du 1^{er} juin 1958 et d'exercer ainsi la compétence « Analyser un document ». Il est aussi possible de demander aux élèves de faire une rapide synthèse des événements et d'exercer ainsi la compétence « Pratiquer différents langages » (« Expliquez comment de Gaulle revient au pouvoir en 1958. »).

Vidéo Le retour de de Gaulle

1. Que se passe-t-il le 13 mai à Alger ?

Réponse : Mise à sac du gouvernement, création d'un Comité de salut public.

2. Pourquoi le général Salan fait-il un appel à de Gaulle le 15 mai ?

Réponse : Il fait appel à de Gaulle pour qu'il devienne chef du gouvernement.

3. Quand de Gaulle est-il investi président du Conseil ?

Réponse : Il est investi par l'Assemblée nationale le 1^{er} juin.

4. Quels pouvoirs obtient-il pour 6 mois ?

Réponse : Les pleins pouvoirs pour rédiger une nouvelle Constitution (et pour résoudre la crise algérienne).

5. Quel est le nom de la nouvelle République ?

Réponse : La V^e République.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 190

Parcours 1

1. Le 13 mai 1958, Pflimlin, partisan des négociations avec le FLN, est investi président du Conseil. Les Français d'Algérie, opposés à toute négociation, se soulèvent alors et réclament le retour de de Gaulle, persuadés que celui-ci est fermement opposé à l'indépendance de l'Algérie.

2. Face aux émeutes, de Gaulle se dit prêt à prendre la tête du gouvernement de la République. Il propose de résoudre la crise nationale mais en même temps de permettre une résurrection (renaissance) du pays. Il fait allusion ici, sans le dire, au changement de régime républicain avec un Président plus fort.

3. De Gaulle veut les pleins pouvoirs pour une durée de six mois pour résoudre la crise algérienne. Mais il veut aussi proposer une nouvelle répartition des pouvoirs donc un changement constitutionnel qui sera ratifié par référendum.

4. Le journal *L'Aurore* insiste sur les pleins pouvoirs pour résoudre la crise et sur la réforme des institutions qui est d'ailleurs la priorité de De Gaulle : rôle des référendums, séparation des pouvoirs entre exécutif et législatif (fin du régime parlementaire), responsabilité du gouvernement (et non du Président) devant le Parlement.
5. La nouvelle Constitution est adoptée par référendum à la fin de septembre 1958. De Gaulle et ses soutiens ont mené campagne pour le *oui* à ces changements institutionnels. Pour eux, la nouvelle Constitution va redonner la parole au peuple en le libérant de ses chaînes et va assurer un meilleur avenir à la population en assurant un « essor économique et social ».

Parcours 2

1. Il s'agit du discours que tient de Gaulle devant l'Assemblée nationale pour obtenir l'investiture à la présidence du Conseil, le 1^{er} juin 1958.
2. Selon de Gaulle, l'unité de la France est menacée par la crise algérienne. En effet, depuis le 13 mai, un comité de salut public présidé par le général Massu s'est emparé du pouvoir en Algérie et n'obéit plus au gouvernement de la France. Il y a même « un risque de guerre civile » : il fait allusion ici à une guerre qui pourrait opposer la France métropolitaine au Comité de salut public, largement soutenu par les Français d'Algérie.
3. De Gaulle veut les pleins pouvoirs pour une durée de six mois afin de résoudre la crise algérienne. Mais il veut aussi proposer une nouvelle répartition des pouvoirs donc un changement constitutionnel.
4. De Gaulle fait référence à son glorieux passé comme chef de la Résistance puis du gouvernement provisoire (« conduire une fois de plus au salut le pays »).
5. Le document 5 (le référendum pour *oui* ou *non* à la nouvelle Constitution) correspond à la dernière phrase du texte : « Au gouvernement d'élaborer puis de proposer au pays par la voie du référendum les changements indispensables ».

PP. 192-193 ÉTUDE LES NOUVEAUX POUVOIRS DU PRÉSIDENT

Sous la V^e République, les pouvoirs du Président augmentent et celui-ci devient indépendant du Parlement. On évolue vers un régime plus présidentiel. Mais il s'agit en fait d'un régime semi-présidentiel, car l'essentiel du pouvoir exécutif revient à un gouvernement qui, lui, est contrôlé par le Parlement : l'Assemblée nationale peut renverser le Premier ministre et son gouvernement par une « motion de censure ».

Le pouvoir du président de la République se renforce encore avec la réforme de 1962 (élection au suffrage universel direct) qui lui donne une plus grande légitimité puisqu'il est directement choisi par les citoyens.

On classe des informations dans un tableau, qui peut être le prélude d'un développement construit (compétence « Pratiquer différents langages »).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 193

Parcours 1

1. En 1958, le Président est élu par un collège électoral de 80 000 grands électeurs alors que sous la IV^e République, le président de la République était élu par les parlementaires (les deux chambres réunies).
2. Le Président nomme le Premier ministre (article 8). Il peut dissoudre l'Assemblée nationale (article 12). Il peut consulter les citoyens par référendum (article 11).
3. L'Assemblée nationale vote les lois (et en a aussi l'initiative) et peut aussi renverser le Premier ministre et son gouvernement. Celui-ci doit donc disposer d'une majorité absolue à la chambre pour pouvoir gouverner.
4. De Gaulle propose une réforme fondamentale de la Constitution : l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Il annonce aux Français que si le *non* l'emporte (ou le *oui* à une faible majorité), il démissionnera (« ma tâche sera terminée »). Si le *oui* l'emporte largement, il restera à son poste. Il cherche ainsi à les convaincre de voter *oui*. L'affiche laisse entendre que le système de l'élection directe est plus démocratique que l'élection au suffrage indirect (« Oui, c'est vous qui élirez le Président de la République »).
5. Pour Pierre Mendès France, l'élection du Président au suffrage universel direct pousse à « s'en remettre à lui » et donc à se désintéresser à terme des affaires du pays ; cela réduit l'activité démocratique.

Parcours 2

Les pouvoirs du Président	L'élection du Président
- Pouvoir exécutif : garant de l'indépendance nationale, chef des armées, nomme le Premier ministre, préside les Conseils des ministres. - Relation directe avec les citoyens : consulte les citoyens par référendum - Relation avec le Parlement : peut dissoudre l'Assemblée nationale.	- En 1958 : élu par un collège de 80 000 grands électeurs pour 7 ans, et non plus par le Parlement. - Réforme de 1962 : référendum pour l'élection du Président au suffrage universel direct pour 7 ans. Victoire du <i>oui</i>. - Pierre Mendès France s'oppose à la réforme de 1962, qui réduira selon lui l'activité démocratique.

La leçon fait la synthèse des dossiers précédents. Il s'agit de montrer ici quelles sont les institutions et la pratique du pouvoir mises en place sous de Gaulle. Cependant, de Gaulle est mis en ballottage lors des élections présidentielles de 1965 et il doit faire face à la contestation des jeunes en 1968.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 194-195

Doc. 1 les référendums sous de Gaulle

1. Les référendums portent sur les changements institutionnels (Constitution, élection du Président au suffrage universel, rôle des régions) et sur l'Algérie.
2. Cela est confirmé par l'article 11 : les référendums doivent porter sur l'organisation des pouvoirs publics et sur l'autorisation des traités.

Doc. 2 La première élection présidentielle au suffrage universel direct (1965)

Il y a un second tour parce que de Gaulle n'a pas obtenu la majorité absolue au premier tour : il est en ballottage favorable, car avec 45 % des voix au premier tour, il est presque assuré d'être élu au second tour. Pour de Gaulle, qui pensait être largement élu au premier tour, c'est un échec.

Doc. 3 Affiche électorale lors des élections présidentielles de 1965

Lors de la campagne de 1965, de Gaulle veut montrer qu'il est soutenu par le peuple, surtout la jeunesse (les mains sont celles de « jeunes »). Le drapeau en mouvement laisse entendre qu'il va dans le sens du progrès et du changement. L'image montre aussi que de Gaulle cherche à établir un lien direct avec le peuple (par la pratique des bains de foule par exemple).

Doc. 4 De Gaulle contesté lors des élections de 1965

1. En 1965, les Français reprochent à de Gaulle son âge, son caractère hautain, les quelques difficultés économiques du moment, alors que le mythe gaulliste ne fonctionne plus.
2. Les Français les moins favorables à de Gaulle sont les électeurs jeunes (ce qui explique sans doute que les jeunes soient représentés sur l'affiche, de Gaulle cherche en effet à se gagner cet électorat qui souhaite le changement).

Doc. 5 La jeunesse contre de Gaulle

En mai 1968, les jeunes font la grève des études, occupent les universités, manifestent, se révoltent (construction de barricades à Paris dans le Quartier latin). Cette affiche réalisée par les étudiants des beaux-arts pendant la « révolte de mai » exige qu'on donne la parole aux jeunes et demande donc la liberté d'expression. De Gaulle, considéré comme le principal frein à cette liberté, est barré d'une croix.

PP. 196-197 ÉTUDE MITTERRAND ET L'ALTERNANCE (1981)

La victoire de la gauche constitue une rupture dans la vie politique de la V^e République : le passage d'un Président et d'un gouvernement de droite à un Président et un gouvernement de gauche. C'est l'alternance politique.

Le parcours 2 propose de faire rédiger une courte synthèse de l'étude à partir d'un plan fourni (compétence « Pratiquer différents langages »).

Le dossier peut aussi permettre d'analyser en détail le discours d'investiture de Mitterrand (compétence « Analyse de document »), qui annonce des changements majeurs mais ne remet pas en cause les institutions.

Vidéo La victoire de François Mitterrand

1. Quelle est la date du 2^e tour des présidentielles ?

Réponse : 10 mai 1981.

2. Contre qui Mitterrand a-t-il gagné et avec quel score ?

Réponse : Mitterrand a gagné contre Giscard d'Estaing, avec 51,7 %.

3. Pourquoi est-ce une journée politique très importante ?

Réponse : La gauche gagne pour la première fois les élections présidentielles sous la V^e République.

4. Où est organisée la fête de la victoire de Mitterrand à Paris ?

Réponse : Place de la Bastille.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 197

Parcours 1

1. François Mitterrand appartient au Parti socialiste (PS) dont il est le Premier secrétaire. En 1981, à la suite de sa victoire à la présidentielle, le PS dispose de la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Le Président et l'Assemblée sont de gauche et ils succèdent à un Président et une Assemblée politique de droite. C'est la première fois que les pouvoirs législatif et exécutif sont aux mains de la gauche.

2. Mitterrand vient d'être élu président de la République et il prononce son premier discours officiel en tant que Président. Dans son discours d'investiture, il rattache sa victoire à celle du Front populaire (1936) et à celle de la Libération (1944-1945). Il souhaite réaliser l'alliance du socialisme et de la liberté. Il s'oppose à l'injustice et à l'intolérance.
3. Les nationalisations sont dans la continuité des nationalisations de la Libération, et la retraite à 60 ans dans celle de la création de la Sécurité sociale à la Libération. La loi des 39 heures et la 5^e semaine de congés payés rappellent les lois sur les 40 heures hebdomadaires et les premiers congés payés votés sous le Front populaire.
4. Le titre signifie que la peine de mort est abolie avec la suppression de la guillotine, qui était depuis la Révolution l'instrument pour exécuter les condamnés à mort. Robert Badinter est à cette époque ministre de la Justice.

Parcours 2

En mai 1981, le candidat socialiste François Mitterrand est élu président de la République. En juin, la gauche gagne largement les élections législatives, en donnant la majorité absolue au seul Parti socialiste et succède à la droite ; c'est l'alternance politique. Le Président Mitterrand se présente comme un héritier de Jean Jaurès et place son mandat dans la suite du Front populaire et de la Libération. Il défend des valeurs universelles mais surtout marquées à gauche : la tolérance, la liberté, la lutte contre les injustices. Les réformes du gouvernement Mauroy sont principalement d'ordre économique et social : nationalisations, retraite à 60 ans, diminution du temps de travail, 5^e semaine de congés payés... Le gouvernement autorise les radios libres, crée la fête de la musique et met en place la décentralisation. Il abolit la peine de mort.

PP. 198-199 ÉTUDE LA PREMIÈRE COHABITATION (1986-1988)

Cette étude, demandée par le programme, présente la première cohabitation entre un Président et une Assemblée de bords politiques opposés. Elle a été voulue par Mitterrand. Il aurait pu démissionner, se voyant désavoué lors des élections législatives. Il aurait aussi pu nommer un Premier ministre issu de la majorité de l'Assemblée nationale sans qu'il s'agisse du chef de cette majorité. Il aurait aussi pu garder un Premier ministre de son bord car, selon la Constitution, le Premier ministre est nommé par le Président. Mais dans ces deux derniers cas, le Premier ministre se serait aussitôt ou à terme opposé à l'Assemblée qui aurait refusé de légiférer et qui aurait paralysé l'action du gouvernement. Mitterrand choisit donc de prendre le chef du principal parti comme Premier ministre. A la fin du dossier l'élève décrit et explique la première cohabitation (compétence « Pratiquer différents langages »).

Vidéo La première cohabitation

1. Pourquoi Mitterrand, Président de gauche, choisit-il Jacques Chirac, chef d'un parti de droite, comme Premier ministre ?
Parce que l'opposition de droite gagne justement les élections législatives.
2. Quels sont les secteurs que le Premier ministre accepte de partager avec le Président ?
Les Affaires étrangères et la Défense.
3. Comment se passe le premier Conseil des ministres de la cohabitation ?
Ce premier Conseil est glacial.
4. Quels sont les rapports entre le Président et le Premier ministre ?
Leurs rapports sont faits de chamailleries, de mesquineries, de bagarres. La cohabitation est un bras de fer.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 199

Parcours 1

1. Depuis 1981, le Président est François Mitterrand. Il choisit un Premier ministre de droite en 1986 parce que l'Assemblée nationale est passée à droite. Il le prend dans le principal parti de la nouvelle majorité, le RPR, et choisit donc Jacques Chirac. En effet, s'il avait conservé un Premier ministre de gauche, celui-ci aurait dû affronter une Assemblée hostile qui aurait refusé de travailler avec lui.
2. Selon Mitterrand, le Président de la République dispose de certains pouvoirs que lui confère la Constitution : assurer la continuité de l'État ; être le garant de l'indépendance nationale et diriger les armées, donc rôle éminent dans le domaine des Affaires étrangères et de la Défense ; enfin veiller à l'application des grands principes républicains. Il s'appuie donc sur la Constitution de la V^e République pour les déterminer.
3. Lors des sommets internationaux, la présence des deux chefs de l'exécutif s'explique par la Constitution, car, selon celle-ci, le Président et le Premier ministre se partagent la politique extérieure, le Président disposant d'un rôle « éminent mais pas exclusif ». Cela pose un problème majeur : Il faut qu'ils se mettent d'accord pour toute décision et cela peut rendre la politique extérieure peu claire.
4. Les réformes de ce gouvernement sont de droite et s'opposent en tout à celles de la gauche : privatisations qui s'opposent aux nationalisations ; liberté de licenciement alors que la gauche avait renforcé les droits des salariés ; libération des loyers des propriétaires alors qu'ils avaient été encadrés par la gauche ; suppression de l'ISF créé par la gauche ; frein à l'immigration alors que la gauche avait régularisé de nombreux sans papiers. Cela montre que le Président ne peut pas réellement s'opposer aux décisions du gouvernement dans le domaine des affaires intérieures.

Parcours 2

1. L'auteur de la caricature est Plantu et celle-ci est publiée dans le quotidien du soir *Le Monde*.
2. La cohabitation est la présence à la tête de l'État d'un Président et d'un gouvernement de partis politiques opposés.
3. La scène se passe au Conseil des ministres. On y distingue le Président François Mitterrand, le Premier ministre Jacques Chirac, et les ministres.

4. En haut, Mitterrand s'oppose aux décisions du Premier ministre et de son gouvernement, par un « non » retentissant. En bas, Jacques Chirac part proposer son projet de loi au Parlement, malgré l'opposition du Président.

5. La caricature montre l'impuissance du président de la République dans les affaires intérieures. Le Premier ministre de cohabitation, Jacques Chirac, gouverne et propose les lois à l'Assemblée qui les vote sans que le Président puisse s'y opposer.

Synthèse possible de l'étude

Mitterrand est le Président de la République depuis 1981. En 1986, lors des élections législatives, les Français donnent la majorité à la droite. Le Président choisit alors un Premier ministre de la nouvelle majorité, Jacques Chirac.

Le Premier ministre et son gouvernement conduisent la politique de la nation. Ils proposent les lois qui sont votées par l'Assemblée nationale. Le Président a peu de pouvoirs dans le domaine intérieur. Mitterrand veille à l'application des grands principes républicains. Dans le domaine extérieur, les choses sont différentes. Le Président est chef des armées et il dispose d'une prééminence dans le domaine des affaires étrangères et de la Défense. Il est aussi garant de l'indépendance nationale. Les deux chefs de l'exécutif (Président et Premier ministre) participent donc ensemble aux sommets internationaux et conduisent ensemble la politique extérieure du pays.

PP. 200-201 COURS 3 LA V^E RÉPUBLIQUE (1969-2002)

On étudie l'évolution de la pratique politique depuis 1969. L'alternance de 1981 ne remet pas en cause la Constitution. Les cohabitations et le besoin de davantage de démocratie poussent cependant le Premier ministre Lionel Jospin et le Président Jacques Chirac à opérer un changement constitutionnel majeur : le passage du mandat présidentiel de sept à cinq ans en 2000.

Doc. 2 L'alternance

La victoire de la gauche a été présentée comme un drame par la droite, qui craint surtout l'entrée des communistes au gouvernement. On disait que tout allait être révolutionné. Il y a bien alternance mais la gauche au pouvoir respecte les institutions. La tour Eiffel n'a pas changé de place, la France et ses institutions ne sont pas bouleversées.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 201

Doc. 3 L'appartenance politique des Présidents et des Premiers ministres (1969-2002)

1. La première alternance politique date donc de 1981 avec l'élection de Mitterrand et d'une Assemblée nationale du même bord politique que lui.
2. Les trois cohabitations :
 - 1986-1988 Mitterrand, Président de gauche, et Chirac, Premier ministre de droite.
 - 1993-1995 : Mitterrand, Président de gauche, Balladur, Premier ministre de droite.
 - 1997-2002 : Chirac, Président de droite, Jospin, Premier ministre de gauche.

Doc. 5 La réforme du quinquennat (2000)

1. La réforme proposée est le passage du septennat au quinquennat pour le mandat présidentiel.
2. C'est le président de la République qui est à l'initiative de cette réforme, car il est garant de la Constitution et que c'est lui qui décide aussi des référendums (mais il a été poussé à la réforme par le Premier ministre Lionel Jospin).
3. Selon Jacques Chirac, les avantages de cette réforme sont que les Français pourront participer plus souvent et directement au débat public (tous les cinq ans). En raccourcissant la durée du mandat présidentiel, les institutions sont plus adaptées aux changements qui sont de plus en plus rapides.
4. Cette réforme limite le risque de cohabitation car les élections législatives auront lieu en même temps que la présidentielle et il y a peu de chances pour que les Français votent pour une majorité opposée au Président qu'ils viennent d'élire.

PP. 203-205 JE M'ENTRAÎNE

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 203

Document 1

1. Le GPRF est le Gouvernement de la République française de 1944 à 1946. L'affiche a été réalisée en août 1944 au moment de la libération de la France. Les débarquements ont eu lieu en juin (Normandie) et en août (Provence) 1944. En août, Paris est libéré.
 2. Il s'agit de Marianne, une allégorie de la liberté mais aussi de la République française (aux couleurs tricolores) et de personnages qui représentent les Français. Ils font le signe de la victoire, qui est d'ailleurs celui que fait régulièrement de Gaulle.
 3. Ils sortent tous d'une tombe qui représente l'occupation et le régime de Vichy. Au bras de l'un des personnages, on voit pendre les chaînes dont il s'est libéré.
- Marianne soulève la pierre tombale sur laquelle apparaît le mot « Libération ». C'est une ère nouvelle symbolisée par le soleil levant.

4. L'image donne l'impression que la France a été libérée par elle-même. C'est bien la République française qui soulève la pierre tombale. Certes la France libre a joué son rôle avec les FFL. Mais ce sont surtout les Alliés qui ont libéré la France, principalement les soldats américains et britanniques.

Documents 1 et 2

5. L'ordonnance et l'affiche émanent du GPRF et datent de la même époque, août 1944. De plus, le texte de l'ordonnance rétablit la République et annule toutes les dispositions prises sous le gouvernement du maréchal Pétain, alors que l'affiche représente le retour de la République après la période sombre de l'État français.

ANALYSE DE DOCUMENTS 2 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 204

Document 1

1. Le Président de la République élu, François Mitterrand, appartient au Parti socialiste et est de gauche alors que son prédécesseur, Valéry Giscard d'Estaing, qui a fondé l'UDF, un parti de centre-droit, est de droite. Par ailleurs, les élections législatives, qui ont lieu un mois après les Présidentielles, donnent la victoire à la gauche alors que la droite disposait avant cela de la majorité absolue. Il s'agit donc bien d'une alternance puisque le pouvoir politique bascule de la droite vers la gauche.

2. Après les élections de juin, le Parti socialiste dispose de plus de 50 % des sièges de députés et donc d'une majorité absolue.

Document 2

3. Lors de la victoire, le peuple de gauche explose de joie et, à Paris, il converge à la Bastille où se retrouvent peut-être 200 000 personnes pour faire la fête. Il ne pensait pas la victoire possible. La gauche n'avait encore jamais gouverné sous la V^e République et c'est ce qui explique cette grande joie.

4. Les milieux d'affaires sont au contraire effrayés. Les détenteurs d'actions les vendent et la bourse s'effondre, le cours du franc baisse. En fait, ils craignent que les réformes économiques et sociales du programme socialiste nuisent à l'entreprise et remettent en question le modèle capitaliste français (« depuis ce matin, tous ceux qui ont la rage de gagner et d'entreprendre ont les jambes coupées »).

5. Le nouveau gouvernement comprend des socialistes et des communistes. Reagan et son administration craignent que cette victoire de la gauche française ait un effet de contagion et que d'autres pays du bloc de l'Ouest deviennent à leur tour socialo-communistes. Les États-Unis craignent donc un affaiblissement du bloc de l'Ouest face à celui de l'Est.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 205

Introduction

Le général de Gaulle a quitté le pouvoir en 1946 parce qu'il s'opposait à la Constitution de la IV^e République. En 1958, à la faveur de la crise algérienne, il est investi président du Conseil.

Comment de Gaulle parvient-il à revenir au pouvoir et à créer une nouvelle République en 1958 ?

Partie I

De Gaulle profite de la crise algérienne pour revenir au pouvoir.

Le 13 mai 1958, les Français d'Algérie, qui craignent que le nouveau président du Conseil Pierre Pflimlin négocie l'indépendance avec les indépendantistes du FLN, se soulèvent. À Alger, l'armée prend la direction d'un Comité de salut public qui demande le retour au pouvoir du général de Gaulle.

Alors que la crise est déclarée en Algérie, de Gaulle propose ses services pour résoudre la crise algérienne. Après avoir obtenu l'accord des principaux chefs de parti, le Président René Coty l'appelle pour former un nouveau gouvernement. De Gaulle est investi président du Conseil par les députés le 1^{er} juin 1958.

Partie II

De Gaulle crée ensuite la V^e République.

Lors de son investiture, de Gaulle a obtenu les ❶ **pleins pouvoirs** pour six mois afin de résoudre la crise en Algérie et pour réformer la Constitution.

De Gaulle confie la rédaction de la Constitution à un proche (Michel Debré) et à une équipe de hauts fonctionnaires. Le Président obtient davantage de pouvoirs que sous la IV^e République et il n'est plus élu par le ❷ **Parlement** mais par 80 000 grands électeurs. C'est un régime semi-présidentiel dans lequel le pouvoir exécutif est partagé entre le ❸ **président de la République** et un ❹ **Premier ministre** responsable devant ❺ **le Parlement**. Adoptée le 28 septembre 1958, la nouvelle Constitution donne naissance à la ❻ **Cinquième République**. En décembre 1958, de Gaulle est élu premier ❼ **Président de la Cinquième République**.

En 1962, un amendement à la Constitution approuvé par ❽ **référendum** établit l'élection du Président au ❾ **suffrage universel direct**.

Conclusion

Ainsi, la crise en Algérie a permis à de Gaulle de revenir au pouvoir. Il a pu créer la nouvelle République dans laquelle le président de la République, indépendant du Parlement, dispose d'un pouvoir exécutif plus important. En 1962, le pouvoir présidentiel est encore renforcé par l'élection du Président au suffrage universel direct.

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 205

Période ou événement politique	Dates
Gouvernement provisoire de la République française	1944-1946
Droit de vote des femmes	Avril 1944
Sécurité sociale	1945
IV ^e République	1946-1958
V ^e République (début)	1958
Première alternance politique	1981
Première cohabitation	1986

Chapitre 10 Femmes et hommes dans la société française (années 1950-années 1980)

Ce chapitre évoque les nouveaux enjeux sociaux et culturels, les réponses politiques et prend place dans le cadre de l'étude du thème 3 (« Françaises et Français dans une République repensée »). Le programme invite à étudier les transformations décisives qui touchent la société française et les réponses que l'État a apportées à ces évolutions.

Le chapitre propose donc des études thématiques : « La nouvelle place des femmes » (pp. 208-209), « Les aspirations de la jeunesse » (pp. 210-211), « L'immigration » (pp. 214-215), « La montée du chômage » (pp. 216-217). Une double page « Arts et Histoire » (pp. 212-213) permet, à travers l'étude d'affiches des Beaux-Arts de 1968, d'aborder sous un autre angle les nouvelles aspirations de la jeunesse. La leçon (pp. 218-219) propose une synthèse des connaissances acquises grâce aux études.

Pour aller plus loin

Bibliographie

- R. Schorr, Histoire de la société française au XX^e siècle, Éditions Belin, 2004.
- C. Bard, Les Femmes dans la société française au XX^e siècle, Armand Colin, 2003.

PP. 206-207 OUVERTURE

La confrontation des deux images permet d'évoquer certains des changements visibles de la société française des années 1960 :
- la mutation du cadre de vie avec la construction des cités à la périphérie des grandes villes, comme ici à Sarcelles dans la banlieue Nord de Paris, réponse à la croissance de la population urbaine.
- l'apparition d'une nouvelle classe d'âge, la jeunesse, qui se révèle lors du mouvement étudiant de mai 1968.

PP. 208-209 ÉTUDE LA NOUVELLE PLACE DES FEMMES

Cette étude montre à la fois la plus grande visibilité acquise par les femmes dans la société et les revendications portées par un mouvement féministe revivifié par les événements de mai 1968. La chronologie rappelle la législation prise en faveur des droits des femmes jusque dans les années 1980.

La compétence travaillée dans le Parcours 2 porte sur l'analyse d'un extrait de la loi Veil de 1975.

Vidéo Les nouveaux droits des femmes

1. Qu'est-ce que la loi Neuwirth de 1965 ?

Réponse : La loi Neuwirth de 1965 autorise la contraception (donc la pilule, Neuwirth : « père la pilule »).

2. Quel est le principal contraceptif évoqué ?

Réponse : La pilule.

3. Quels sont les autres droits pour les femmes réclamés par le MLF après 1968 ?

Réponse : Le remboursement de la pilule par la Sécurité sociale et le droit à l'avortement.

4. De quoi est passible l'avortement avant son autorisation ?

Réponse : L'avortement était passible de prison, voire de peine de mort.

5. En quelle année l'avortement (IVG) est-il autorisé ?

Réponse : L'IVG est autorisée en 1975.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 209

Parcours 1

1. Entre 1955 et 1985, le taux d'activité des femmes croît de manière importante puisqu'il passe de 39,3 % à 57,2 %. Stable jusqu'en 1968, la courbe connaît un net infléchissement ensuite. Cette évolution peut s'expliquer par plusieurs facteurs : massification scolaire qui concerne autant les filles que les garçons, réforme de la législation favorable aux femmes (fin de l'autorisation du mari pour avoir un travail, loi sur la contraception permettant de choisir le moment de la maternité, lois sur l'égalité salariale et l'égalité professionnelle), mutation des mentalités.

2. La photographie montre un groupe de femmes arborant pancartes et affiches lors d'une manifestation du Mouvement de libération des femmes (MLF) en novembre 1971. La principale revendication porte sur la légalisation de l'avortement, interdit en France depuis la loi de 1920. Cette loi obligeait de nombreuses femmes à avoir recours aux avortements clandestins, mettant leur vie en danger.

3.

Droits politiques	Droits de la famille	Droits juridiques	Droits en matière de procréation
-------------------	----------------------	-------------------	----------------------------------

Droits de vote et d'éligibilité	- Partage de l'autorité parentale - Divorce par consentement mutuel	- Travail sans l'autorisation du mari et indépendance financière - Égalité salariale et professionnelle	- Contraception - IVG (loi Veil)
---------------------------------	--	--	-------------------------------------

Parcours 2

1. En janvier 1975, Simone Veil occupe le poste de ministre de la Santé.
2. L'IVG est interdite en France depuis la loi de 1920. Cette loi obligeait de nombreuses femmes à avoir recours aux avortements clandestins mettant leur vie en danger.
3. La loi Veil autorise l'interruption volontaire de grossesse (IVG), à laquelle elle fixe un cadre légal.
4. L'IVG ne peut être pratiquée au-delà de 10 semaines de grossesse, elle doit être réalisée par un médecin, dans un hôpital ou une clinique et la patiente doit avoir été informée des risques ou conséquences liés à l'acte.

PP. 210-211 ÉTUDE LES ASPIRATIONS DE LA JEUNESSE

L'étude consacrée aux aspirations de la jeunesse est l'occasion de montrer comment l'apparition d'une nouvelle classe d'âge dans la société française des Trente Glorieuses entraîne un bouleversement des pratiques et des valeurs et comment la loi prend en compte certaines aspirations de la jeunesse.

La compétence travaillée en Parcours 2 amène l'élève à rédiger quelques lignes illustrant des informations (« Pratiquer différents langages »).

Vidéo La majorité à 18 ans

1. Citez un avantage pour les jeunes de 18 ans d'obtenir la majorité à 18 ans.
Réponse : Se marier sans consentement des parents ; choisir librement son domicile, ses études et sa profession ; ouvrir un compte en banque ; acheter une moto ; ne plus être sous tutelle paternelle pour partir à l'étranger...
2. Citez un changement apporté avec la majorité à 18 ans dans le domaine scolaire.
Réponse : Les parents n'ont plus à signer le carnet scolaire.
3. Pourquoi certains parents ou jeunes s'opposent à la majorité à 18 ans ?
Réponse : Manque de maturité pour certaines décisions (jeune, 46 sec ; mère, 2 min)
4. D'après les témoignages, pourquoi certains jeunes sont pour la majorité à 18 ans ?
Réponse : Pour avoir plus de liberté (52 sec), pour pouvoir se marier (2min42).

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 211

Parcours 1

1. Les effectifs des élèves dans le Secondaire ont explosé entre 1960 et 1980 puisqu'ils ont plus que doublé (passant de 2 millions à 5 millions) pendant que le nombre d'étudiants a augmenté à une allure plus lente (250 000 à 800 000). Le baby-boom depuis 1944, l'allongement de l'âge de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et la hausse du niveau de vie expliquent cette évolution.
2. Les années 1960 voient l'éclosion d'une « culture jeune » qui se caractérise par des pratiques culturelles propres à une certaine catégorie d'âge : nouveaux médias, nouveaux outils, nouvelle musique, nouveaux loisirs, nouveaux vêtements, nouveau vocabulaire.
3. En mai 1968, étudiants et lycéens se révoltent pour contester la société de consommation, l'ordre social et l'absence de reconnaissance de la jeunesse. Ils revendiquent plus d'autonomie, de liberté, d'écoute de la part des adultes et des institutions.
4. En juillet 1974, une loi abaisse la majorité civile de 21 à 18 ans et autorise donc le droit de vote à 18 ans.

Parcours 2

- Entre 1960 et 1980, le nombre d'élèves dans le Secondaire est passé de moins de 2 millions à 5 millions. Sur la même période, le nombre d'étudiants à l'Université est passé de 250 000 à près d'1 million.
- L'entrée du pays dans la société de consommation et la culture de masse favorise l'émergence de nouvelles pratiques culturelles propres à cette nouvelle catégorie.
- Le mouvement étudiant de mai 1968 révèle ses frustrations et ses aspirations. En mai 1968, étudiants et lycéens se révoltent pour contester la société de consommation, l'ordre social et l'absence de reconnaissance de la jeunesse. Ils revendiquent plus d'autonomie, de liberté, d'écoute de la part des adultes et des institutions.
- Il faut attendre 1974 pour que la loi prenne en compte cette mutation et abaisse l'âge de la majorité à 18 ans. Un an plus tard, le système scolaire est lui aussi réformé (mixité dans l'enseignement public et collège unique).

PP. 212-213 ARTS ET HISTOIRE LES AFFICHES DE MAI 1968

L'étude de nouvelles aspirations politiques, sociales et culturelles durant la crise de mai 1968 est menée à partir de l'analyse d'affiches des Beaux-Arts et de l'École des Arts décoratifs, réalisées durant mai 1968.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 213

1. Elles ont été réalisées en mai-juin 1968 par des étudiants et artistes réunis à l'atelier populaire de l'école des Beaux-Arts. L'ambiance est joyeuse (« on s'amuse comme des fous »). Les étudiants enthousiastes (« c'était passionnant ! ») se relaient « jour et nuit » à la production d'affiches (« Nous n'avons jamais autant travaillé de notre vie ! »).
2. Les étudiants occupent les universités, manifestent et ils ont été rejoints par les travailleurs qui ont arrêté le travail (« tout le pays était en grève »).
3. L'ombre rouge à l'arrière-plan représente de Gaulle. Facilement identifiable par sa silhouette imposante, son long nez et son képi de général. Il ferme avec sa main la bouche d'un jeune garçon, l'empêchant de parler. Le slogan « Sois jeune et tais-toi », très explicite, est une reprise détournée du titre d'un film de Marc Allégret, sorti en 1958, et intitulé *Sois belle et tais-toi*. L'affiche dénonce le caractère autoritaire de la République gaullienne dans laquelle les jeunes n'ont pas le droit à la parole.
4. Cette autre affiche représente une foule stylisée et dense, placée devant une usine. Le mélange des personnages blancs et bleus évoque la symbiose entre les travailleurs grévistes et les étudiants venus, comme les précise le slogan, comme « soutien aux usines occupées pour la victoire du peuple ». Les jeunes apportent leur soutien aux travailleurs en grève qui occupent les usines.
5. En mai 1968, les jeunes font connaître leurs aspirations par les manifestations qui tournent souvent en affrontement avec la police dans le Quartier latin à Paris (en jetant des pavés sur les CRS, voir doc. 5 p. 211). La loi de 1974 donne la majorité à 18 ans et permet donc le vote à cet âge.
6. Pour les trois affiches, on retrouve la simplicité des formes, une seule couleur vive et intense par affiche, l'utilisation de symboles expressifs, de jeux de mots et slogans très courts. Ce style s'explique par la recherche d'un message efficace et les contraintes techniques liées à la sérigraphie.

PP. 214-215 ÉTUDE L'IMMIGRATION EN FRANCE

L'étude sur l'immigration permet de montrer pourquoi et comment la France a fait massivement appel à la main-d'œuvre étrangère, dont l'origine se modifie peu à peu, avant de fermer ses frontières au milieu des années 1970.

La compétence travaillée porte sur la pratique de différents langages. Elle propose de rédiger un texte sur les caractéristiques de l'immigration en France de 1950 à 1980 à l'aide des connaissances apportées par les documents.

Vidéo Les étrangers en France au XX^e siècle

1. Qu'est qu'un étranger ?

Réponse : Un étranger est une personne qui n'a pas la nationalité française et qui réside en France.

2. Qu'est ce qui explique l'immigration avant 1945 ?

Réponse : Le besoin de bras, la misère du pays d'origine.

3. Quelle est la grande période d'immigration qui suit la guerre ?

Réponse : 1982 ou 1962-1982.

4. Quel est le pourcentage d'étrangers en France en 1982 ?

Réponse : En 1982, la France compte près de 7 % d'étrangers.

5. Qu'est-ce qui explique la baisse du nombre d'étrangers des années 1980 aux années 1990 ?

Réponse : La baisse du nombre d'étrangers s'explique par les naturalisations et les retours au pays d'origine.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 215

Parcours 1

1. L'immigration augmente fortement dans les années 1960. Cela s'explique par la croissance économique des Trente Glorieuses, qui nécessite un appel massif à la main-d'œuvre étrangère. L'État et le patronat favorisent l'immigration qui permet d'éviter une hausse trop élevée du coût du travail.
2. L'essor de l'immigration continue jusqu'en 1974, avec de plus en plus d'immigrés en provenance d'Afrique du Nord, d'Espagne et du Portugal.
3. Les immigrés occupent le plus souvent des emplois peu ou pas qualifiés dans le bâtiment, l'industrie, le petit commerce. Les travailleurs, parfois rejoints par leurs familles, vivent au début dans des bidonvilles à proximité des grandes villes. Dans les années 1960, beaucoup s'installent dans les nouvelles cités de banlieue où les conditions de vie sont beaucoup plus favorables.
4. À partir du milieu des années 1970, la France est touchée par la récession économique. Cela se traduit par un arrêt de l'immigration de travail. Les immigrés reçoivent une aide financière au retour. En 1976, un décret autorise le regroupement familial, c'est-à-dire la possibilité à un travailleur immigré de faire venir sa femme et ses enfants en France.

Parcours 2

L'immigration progresse fortement jusqu'en 1975. Cela s'explique par la croissance économique des Trente Glorieuses et les besoins importants en main-d'œuvre. Durant cette période, les immigrés viennent surtout d'Espagne, du Portugal et du Maghreb.

Les immigrés occupent le plus souvent des emplois peu ou pas qualifiés dans le bâtiment, l'industrie et le petit commerce. Les travailleurs, parfois rejoints par leurs familles, vivent d'abord dans des bidonvilles situés autour des grandes villes. Puis ils s'installent dans les cités construites en banlieue, où les conditions de vie sont bien meilleures.

À partir de 1974, la France est touchée par la récession économique. Cela se traduit par un arrêt de l'immigration de travail et par une aide financière au retour. En 1976, un décret autorise les travailleurs immigrés en France à faire venir leur femme et leurs enfants.

Cette étude porte sur les manifestations et les conséquences du chômage de masse en France et sur les tentatives de réponse de l'État. La compétence travaillée concerne la pratique de différents langages et propose à l'élève de réaliser une synthèse de l'étude sous la forme d'une carte mentale.

Vidéo La montée du chômage

1. Quelle est la date des premières inquiétudes sur le chômage ? Que crée-t-on ?

Réponse : 1967 ; l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) est alors créée, en juillet.

2. Quel est le nombre de chômeurs en 1974 (demandeurs d'emploi) ?

Réponse : En 1974, il y a 500 000 chômeurs.

3. Citez quelques mesures contre le chômage sous de V. Giscard d'Estaing et J. Chirac (1974-1976).

Réponse : Blocage de l'immigration, contrôle des licenciements, aide de l'État pour favoriser l'embauche des jeunes.

4. Combien y a-t-il de chômeurs en 1977 ?

Réponse : En 1977, il y a 1 million de chômeurs.

5. Citez quelques mesures contre le chômage avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981.

Réponse : Semaine de 39 heures, retraite à 60 ans, contrats d'insertion ou stages pour les jeunes, RMI (Revenu minimum d'insertion).

6. Combien y a-t-il de millions de chômeurs en 1993 ?

Réponse : En 1993, il y a 3 millions de chômeurs.

RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 217

Parcours 1

1. La hausse du chômage s'accélère au milieu des années 1970 pour atteindre un taux de chômage de 10 % en 1983-1984, puis commence à baisser à la fin des années 1980. La France entre donc dans le chômage de masse. Les jeunes (15-24 ans) sont particulièrement touchés.

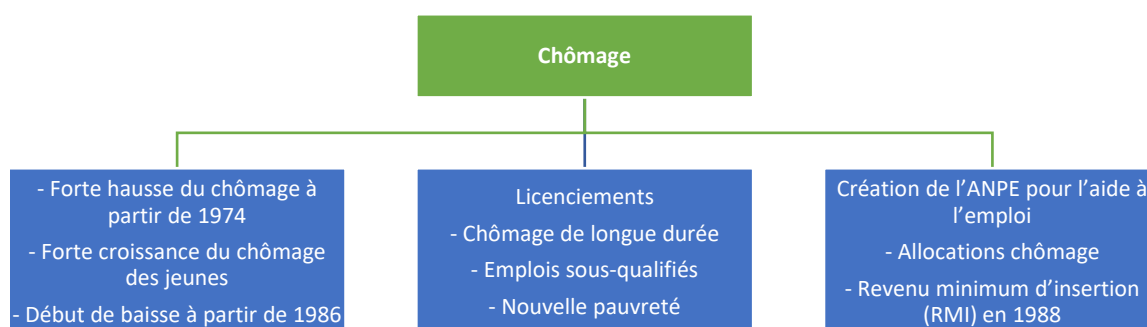
2. Le témoignage offre des pistes d'analyse pour comprendre la progression et la durée du chômage de certaines catégories de travailleurs : fermetures d'usines liées à la crise, licenciements économiques, reclassement impossible du fait d'un manque de qualification. Pour cet ouvrier, le chômage de longue durée commence quand il est considéré trop vieux sur un marché du travail qui se contracte.

3. Cette caricature de Plantu souligne les aberrations du marché du travail où des jeunes hyperqualifiés se trouvent contraints d'accepter des postes sous-qualifiés et sous-payés, sans aucun rapport avec leurs compétences et leur formation.

4. Le succès des Restos du Cœur, lancés par Coluche en 1985, révèle l'apparition de nouveaux pauvres (chômeurs en fin de droits, jeunes sans emploi, intérimaires) ne disposant plus des moyens nécessaires pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille et souligne en même temps une certaine forme de désengagement de l'État.

5. Face à la montée du chômage, l'État crée l'ANPE, agence publique destinée à favoriser la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi. En 1988, face aux ravages causés par le chômage de masse et de longue durée, le gouvernement de M. Rocard crée le Revenu minimum d'insertion (RMI) destiné aux exclus des autres aides sociales.

Parcours 2



La leçon propose une synthèse des connaissances acquises sur les mutations de la société française des années 1950 aux années 1980. Quatre documents permettent d'approfondir certains aspects de la question : une publicité illustrant l'entrée du pays dans la consommation de masse, une courbe sur l'évolution du taux d'urbanisation de 1946 à 1986, l'évolution de la répartition de la population active par secteurs d'activité à trois dates, l'évolution de la part des différentes classes d'âge à trois dates.

ANALYSE DE DOCUMENTS 1 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 221

Les questions portent sur le document 1. La photographie et sa légende permettent à l'élève de mieux comprendre et analyser le document 1.

1. L'article aborde la période de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981). « Des années bénies où tout semble encore possible », « le pays reste encore plein d'espoir » sont deux passages du texte montrant que c'est une période heureuse.
2. Les conséquences politiques de la révolte de mai 1968 ont permis à Giscard d'Estaing d'être élu en 1974 (« son élection est le produit de ce mai 1968 ») et explique aussi le départ de de Gaulle en 1969 (« Mai 1968 a eu raison du "père de Gaulle" »).
3. Les jeunes veulent renverser la figure paternelle et revendiquent leur liberté par rapport à leurs parents en « écoutant du rock, portant des cheveux longs ». Certains « prennent le chemin de Katmandou ou choisissent de vivre en communauté ».
4. Les femmes ne sont plus seulement au foyer, beaucoup cherchent du travail pour s'épanouir et ne veulent plus simplement s'occuper des enfants, du ménage et de la cuisine.
5. Giscard d'Estaing a « instauré le divorce par consentement mutuel », autorisé l'IVG (loi Veil de 1975), fait rembourser la pilule contraceptive par la Sécurité sociale. La loi pour les jeunes votée en 1974, qui n'apparaît pas dans le texte, instaure le droit de vote à partir de 18 ans.
6. Les menaces citées sont la crise économique (« la crise économique pointe partout ») et le chômage qui en résulte (« le taux de chômage a doublé en sept ans »).

ANALYSE DE DOCUMENTS 2 – RÉPONSES AUX QUESTIONS P. 222

Document 2

1. Les femmes se sont mobilisées en créant des associations féministes, le Mouvement français pour le planning familial, et en manifestant pour de nouveaux droits.
2. Les deux grandes lois évoquées sont la légalisation de la contraception (loi Neuwirth de 1967) et l'autorisation de l'avortement (loi Veil de 1975).

Document 1

3. Avant 1975, de nombreuses femmes pratiquent des avortements clandestins et risquent des peines d'emprisonnement. Elles doivent se faire avorter à l'étranger ou trouvent en France des médecins prêts à les aider malgré l'illégalité de l'avortement. Certaines, qui ne sont pas ou mal aidées, risquent de rester mutilées à jamais. Ainsi, les femmes qui avortent prennent des risques sanitaires et un risque pénal.
4. L'argument est celui-ci : 300 000 Françaises avortent chaque année en prenant des risques importants pour leur santé et les lois empêchant l'avortement ne sont pas respectées. Quel que soit le jugement moral sur l'avortement, il faut lui donner une base légale pour éviter les drames qui résultent d'une IVG.

Document 2

5. Les limites de la loi Veil votée en 1975 : il s'agit d'une loi provisoire de 5 ans qui autorise l'IVG jusqu'à 10 semaines. De plus, elle n'est pas remboursée par la Sécurité sociale. Il faut attendre 1980 pour que cette loi soit définitivement adoptée (qu'elle ne soit plus provisoire) ; 1982 pour que l'IVG soit remboursée par la Sécurité sociale ; puis 2001 pour que le délai légal passe à 12 semaines.

DÉVELOPPEMENT CONSTRUIT P. 223

Attention, pour le SUJET 2, il s'agit des changements de la société des années 1950 (et non 1970) aux années 1980.

Seul le sujet 1 est ici rédigé.

SUJET 1

Introduction

Après 1945, la société entre dans une période nouvelle qui est celle de la croissance économique et qu'on appelle les Trente Glorieuses (1945-1975). Durant cette période la société change rapidement.

Comment se transforme la société du début des années 1950 au milieu des années 1970 ?

Partie I

La jeunesse a de nouvelles aspirations.

De 1945 jusqu'aux années 1960, une femme a en moyenne 2,5 enfants contre 1,5 avant-guerre. Les établissements scolaires et universitaires connaissent un afflux considérable d'élèves. Plus nombreux, désireux de prendre leur distance avec la génération de la guerre, les jeunes développent une culture qui leur est propre, une « culture jeune » avec ses propres codes : musique, vêtements, langage. Lors de la révolte de mai 1968, ils revendiquent aussi davantage de libertés. En réponse, la loi leur accorde le droit de vote et la majorité civile à 18 ans en 1974. Les établissements scolaires publics deviennent obligatoirement mixtes à partir de 1975.

Partie II

Les femmes prennent une nouvelle place

Les femmes sont de plus en plus nombreuses à travailler et à un niveau de qualification de plus en plus élevé. À partir de la fin des années 1960, des féministes créent le Mouvement de libération des femmes (MLF). Elles revendiquent l'égalité avec les hommes et aussi le droit de disposer librement de leur corps. Elles obtiennent aussi des droits nouveaux comme l'autorité parentale conjointe. La contraception est légalisée en 1967 (loi Neuwirth) et l'avortement est autorisé (divorce par consentement mutuel).

Partie III

Durant les Trente Glorieuses (1945-1975), l'immigration connaît enfin un important développement.

L'État et les entreprises encouragent l'arrivée de travailleurs immigrés. Ils viennent d'Espagne et de plus en plus du Portugal et du Maghreb. Peu qualifiés, ils travaillent dans l'industrie (notamment automobile) et le bâtiment. Ils logent dans des bidonvilles puis à partir des années 1960 dans des grands ensembles de banlieues, les cités. Mais à partir de 1975, la crise économique s'installe et l'État cherche à limiter l'immigration pour réserver l'emploi aux Français.

Conclusion

Ainsi la période des Trente Glorieuses est celle de changements sociétaux profonds. Cela passe par une augmentation du nombre de jeunes qui cherchent à s'émanciper de la génération précédente, par une nouvelle place des femmes dans la société et par le développement de l'immigration.

REPÉRAGE DANS LE TEMPS P. 223

1967 : Loi Neuwirth autorisant la contraception.

Mai 1968 : Révolte étudiante.

1974 : Abaissement de la majorité à 18 ans.

1975 : Loi Veil autorisant l'avortement.

1976 : Autorisation du regroupement familial des immigrés